

4 L'Économie Sociale et Solidaire est au cœur du projet sectoriel de l'Oriental

M. Abdenbi BIOUI,
Président du Conseil Régional
de l'Oriental

12 Les grandes lignes de la Loi cadre marocaine de l'Économie Sociale et Solidaire

M. Houcine GABI,
Directeur de la Promotion
de l'Économie Sociale,
Ministère de l'Artisanat et de
l'Économie Sociale et Solidaire

15 Coopératives : un Office dédié au demi-siècle d'expérience

M. Abdelkrim AZENFAR,
Directeur Général de l'Office
du Développement de
la Coopération

24 La stratégie de la Chambre d'Artisanat de l'Oriental dans la Régionalisation Avancée

M. Driss BOUJOUALA,
Président de la Chambre
d'Artisanat de l'Oriental



The background of the entire page is a photograph showing several hands of different skin tones reaching up from the bottom and sides to form a circle in the center. Below the hands, the surface of blue water is visible. The overall lighting is bright and natural, suggesting an outdoor setting.

L'ORIENTAL MAROCAIN S'ENGAGE POUR LE CLIMAT

Centrale thermo-solaire (Aïn-Bni-Mathar), dépollution (lagune de Marchica), maîtrise des déchets ménagers (Oujda), maîtrise des eaux usées (Saïdia), urbanisations nouvelles optimisées (Marchica), reboisement contre la désertification (Figuig), programmes d'efficacité énergétique... de multiples actions sont menées dans la Région pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Le Maroc a fait le choix du développement durable ; l'Oriental Marocain veut en être un leader.



ÉDITORIAL

L'Oriental : sociale par conviction,
solidaire par atavisme
M. Mohamed MBARKI,
Directeur Général
de l'Agence de l'Oriental

EXORDE

L'ESS est au cœur du projet
sectoriel de l'Oriental
M. Abdenbi BIOUI,
Président du Conseil Régional
de l'Oriental

REPÈRE

Les grandes lignes de la Loi
cadre marocaine de l'ESS
M. Houcine GABI,
Directeur de la Promotion
Ministère de l'Artisanat et de l'ESS

CONTRIBUTIONS

8 Assises Nationales de l'ESS,
une seconde édition axée sur :
Région et développement durable
Article de la Rédaction

15 Coopératives : un Office
dédié au demi-siècle d'expérience
M. Abdelkrim AZENFAR,
Directeur Général de l'Office
du Développement de la Coopération

Témoignage

Mme Rachida MALKI,
Présidente de l'Union
des Coopératives Artisanales
du Maroc Oriental

18 Économie Sociale et Solidaire :
clarification des concepts
M. Ahmed Aït HADDOUT,
Président de l'Association
Marocaine d'Appui à la Promotion
de la Petite Entreprise

20 Le REMESS, un réseau
d'expertise juridique très consulté
M. Abdeljalil CHERKAOUI,
Ex-Président du REMESS

Témoignage

M. Ahmed NOUH,
Président de l'Association Baroul
pour le Développement Social,
Culturel et Environnemental

24 La stratégie de la Chambre
d'Artisanat de l'Oriental
dans la Régionalisation Avancée
M. Driss BOUJOUALA,
Président de la Chambre d'Artisanat
de l'Oriental

26 Le Programme DÉLIO,
en cohérence et synergie
avec le Plan Maroc Vert
M. Issam Eddine SELLIKA,
Chargé de Projets, Programme DÉLIO

Témoignages

M. Youssef AISSA,
Vice-Président de la
Coopérative Alkoussour
des dattes et ses dérivés
&

28 Mme Fatima BEZZA,
Présidente de la
Coopérative Otchou de Figuig

29 Développement local
et promotion des territoires
Cas de l'Oriental Marocain
Dr. El Kébir HANNOU,
Directeur du Développement local
Agence de l'Oriental

32 Initiative nouvelle en faveur
des artisanes et des jeunes
Mme Saïda MAHIR,
Directrice de la Coopération
Agence de l'Oriental

Témoignage

M. Abdeslam AMAKHTARI,
Président de l'Association
ASTICUDE, Nador

35 Les mécanismes du financement
des projets de l'Economie
Sociale et Solidaire
Dr. El Hachmi BENTAHAR,
Professeur à l'Université
Mohammed 1er, Oujda



Les musiciens et danseurs de la Région de l'Oriental ont chaleureusement animé le Salon de l'Economie Sociale et Solidaire 2016 à Casablanca



AGENCE DE
L'ORIENTAL

Territoires

Directeur de Publication : Mohamed MBARKI • Directeur de Rédaction : Karim YAHIA
Conception : TOPIC • Supervision en langue arabe : El Kébir HANNOU
Dépôt légal : 24/07 • ISSN en cours • Agence de l'Oriental : 13, rue Mohamed Abdou - Oujda
Tél. : (+212) 5 36 70 58 68 • Fax : (+212) 5 36 70 58 52 • Site web : www.oriental.ma
Les opinions exprimées dans les articles n'engagent que leurs auteurs.

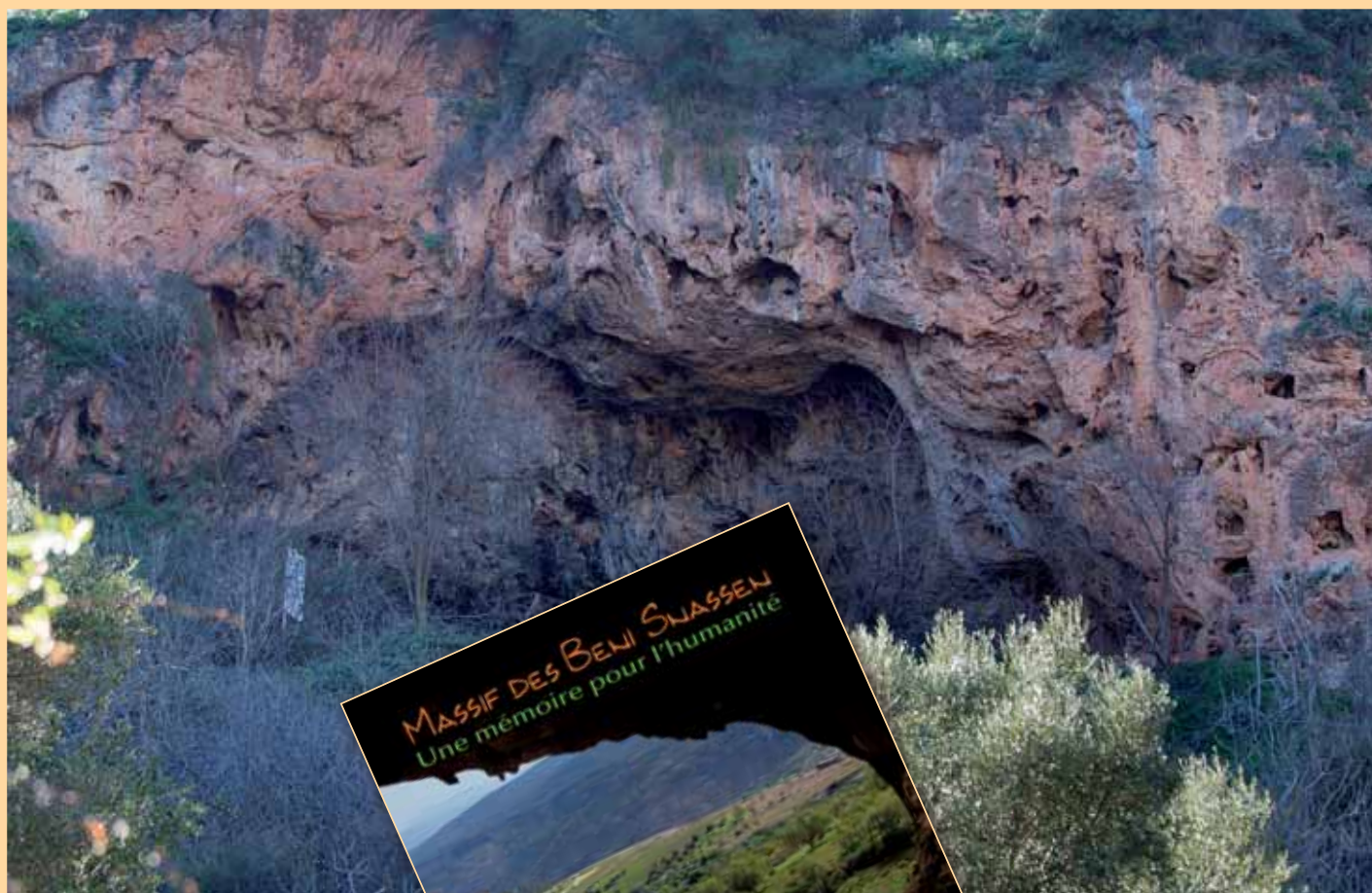


P
N
U
D

Au service
des peuples
et des nations



L'ORIENTAL MAROCAIN PRÉPARE LE TOURISME ARCHÉOLOGIQUE



Aménagement de grottes, de leurs accès, promotion du patrimoine naturel et archéologique... l'Agence de l'Oriental favorise un tourisme de découverte pour amateurs éclairés.

Un développement économique et social, humain et durable, pour des territoires de moyenne montagne, ruraux, où cette ressource reste inexplorée et inexploitée.



ÉDITORIAL



M. Mohamed MBARKI
Directeur Général de l'Agence de l'Oriental

L'ORIENTAL : SOCIALE PAR CONVICTION, SOLIDAIRE PAR CULTURE

C'est une économie spécifique, mais immergée dans l'économie générale. Ses racines sont particulières. Elles plongent dans notre culture marocaine du partage, imprégnée donc de nos convictions religieuses, enrichie par des siècles de pratique civilisationnelle, et se nourrissent de l'esprit entrepreneurial d'aujourd'hui. Une autre traduction sociétale du paradigme «tradition et modernité» en quelque sorte.

Comme souvent les pouvoirs publics ont fait un choix sage, porteur de développement économique et social, conforté par d'exemplaires réussites étrangères : accompagner, stimuler, faciliter, soutenir, plutôt que réglementer à tout va. Le corollaire méthodologique s'en est suivi : concerter, élaborer de concert avec les acteurs concernés, traiter les suggestions et les critiques, en fait, bâtir une politique publique consensuelle en forme de stratégie de développement assise sur une large adhésion. Avec la participation comme maître-mot, rien ne semble figé ; souplesse et adaptabilité sont des caractéristiques acquises, heureuses et attractives.

Dans certains pays, les organisations de l'«Economie Sociale et Solidaire» pèsent déjà plus de 10% du P.I.B. et représentent autant, sinon plus, des salariés du secteur privé. Et cette économie nouvelle n'est pas de second ordre ; on l'honore, on célèbre ses réussites comme celles des sociétés start-up, en de multiples manifestations dédiées à ses succès, notamment là où d'autres types d'activités ne sauraient s'implanter. Ce n'est en rien le «développement du pauvre» ; c'est un autre développement, porteur de sens, de richesses et d'emplois.

Au Maroc, de nombreux programmes de différentes natures conduisent à la création et/ou au développement d'organisations de l'ESS dans bien des domaines, à commencer par les actions de l'Initiative Nationale de Développement Humain (INDH). Dans la Région de l'Oriental en particulier, où la tradition associative est historiquement forte, l'effervescence est grande, les créations nombreuses, les développements ambitieux.

De fait, avec 21 organisations présentes aux côtés du stand de la Région, l'Oriental a marqué les esprits lors du dernier Salon tenu à Casablanca à mi-juillet 2016, en parallèle avec les 11^{èmes} Assises de l'ESS. Derrière cela, un dispositif opérationnel efficace et des personnes actives et motivées. Certaines s'expriment ici, par de nombreux témoignages, comme le veut la ligne éditoriale de cette revue, ou par des articles dont les éclairages convergent et nous poussent à l'optimisme. Qu'ils en soient tous remerciés.

Me revient à l'esprit cet extrait du Discours Royal prononcé à Oujda le 18 mars 2003 annonçant l'Initiative Royale pour le Développement de l'Oriental : «... cette Région qui recèle d'importantes potentialités et des ressources humaines industrielles et fortement motivées». Comment ne pas voir dans le succès des organisations de l'ESS d'aujourd'hui la manifestation concrète des qualités réelles que notre Souverain relevait déjà il y a plus d'une décennie ?



M. Abdenbi BIOUI,
Président du Conseil Régional
de l'Oriental

Le Président du Conseil Régional est également connu pour ses activités associatives. Cela le préparait bien à envisager sainement l'univers de l'ESS et à mesurer ce que l'Oriental peut en attendre. Elu en septembre 2015, il a depuis donné de nombreux signes de son intérêt pour soutenir la société civile organisée de la Région et la promouvoir.

L'Économie Sociale et Solidaire est au cœur du projet sectoriel de l'Oriental

M. le Président du Conseil Régional de l'Oriental, Abdenbi BIOUI, au seuil du stand de la Région, accueille les visiteurs de marque au Salon de l'ESS 2016

Le choix du Conseil de l'Oriental est fondé sur la priorité qu'il accorde à la situation économique et sociale, avec une volonté inclusive concernant toutes les catégories sociales de la Région, notamment celles qui souffrent de la pauvreté et de la précarité sous toutes ses formes.

Le choix stratégique d'une politique de développement durable

Cette orientation se base sur une conviction du Conseil de la Région, qui dispose que la dignité, la justice, l'équité, l'égalité des chances et la mise en place des moyens du bien-être au profit de toutes les catégories et couches sociales, sont partie intégrante des droits fondamentaux de l'Homme.

De fait, ces valeurs constituent le fondement des initiatives du Conseil Régional de l'Oriental, et plus particulièrement la base des orientations stratégiques qui ont pour objectifs l'ajustement de l'économie régionale et la création d'emplois conformément à une approche :

- entrant dans le cadre de l'élaboration d'un modèle de développement régional spécifique ;
- tendant à concrétiser le développement dans toutes ses dimensions, notamment sectorielles ;
- tenant compte de la priorité à accorder au monde rural et de sa place particulière dans le programme de développement, via l'instauration d'une économie solidaire, forte et organisée, satisfaisant aux conditions du développement durable.



Réaliser les objectifs de l'Économie Sociale et Solidaire au niveau régional, nécessite :

- le déploiement d'efforts d'encadrement et d'orientation, aussi bien de l'évolution de ce secteur que de son activité ;
- la détermination des champs d'intervention de cette économie, afin de lui permettre d'accomplir son rôle socio-économique en harmonie avec les acquis des différents programmes sectoriels, particulièrement l'Initiative Nationale pour le Développement Humain, ainsi que les stratégies du Ministère de l'Artisanat et de l'Economie Sociale et Solidaire, dont nous estimons les efforts déployés à cet égard ;
- le développement de la performance des entités économiques et sociales (Coopératives, Associations, Mutuelles...) à travers les réseaux et les groupements permettant de gagner en efficience et rentabilité.

De surcroît, l'intérêt de ce secteur réside dans la priorité qu'il accorde au facteur humain, le plaçant ainsi au cœur de ses priorités, ce qui exige la mise en place d'un programme stratégique de réformes :

- basé sur l'investissement dans les ressources humaines en tant que pilier de l'ESS ;
- une focalisation particulière sur les programmes générateurs de revenus ;
- l'adoption d'une gouvernance fondatrice d'une stratégie favorisant les Coopératives ;
- la nécessité de coordonner avec toutes les parties afin de déterminer clairement des visions du développement humain durable, social, économique et environnemental, et ce en harmonie avec la nouvelle Constitution de 2011, à travers la mise en œuvre du concept de Régionalisation avancée.

Le choix d'une cohérence économique et sociale

Le choix de l'ESS comme chantier stratégique par le Conseil Régional de l'Oriental n'est pas le fruit du hasard, mais bel et bien celui de l'intime conviction que ce secteur vital assure la cohérence entre les principes de l'équité et de la justice sociale et entre le développement économique et l'instauration d'un équilibre optimal au niveau des investissements.

Ce choix crée aussi une opportunité susceptible d'inciter toutes les catégories sociales et toutes les entreprises des différents secteurs à contribuer avec force à consolider la cohésion sociale et à accroître le développement économique. En outre, le choix de l'ESS constitue un préalable fondateur pour traiter les obstacles au développement dans



notre Région, obstacles résultant d'abord de la fermeture des frontières, à l'Est et au Sud, sans oublier la sécheresse, devenue structurelle.

Sur ces bases, conformément aux compétences des Conseils Régionaux pour promouvoir l'ESS et sur le socle de la vision adoptée par le Conseil Régional de l'Oriental en ce sens, nous avons organisé un premier débat régional au sujet de l'ESS le 13 mai 2016, en présence du Ministre de tutelle de ce secteur.

Ce débat a connu une réussite notoire avec la participation de nombreuses entités de la Région aux journées préparatoires tenues dans les Provinces de l'Oriental, en présence de maints experts, Coopératives et autres instances concernées. Il a offert une occasion favorable pour mettre en exergue la diversité et la richesse qui ont marqué les expériences de l'ESS au sein de notre Région, ce qui nous a permis de mettre en relief minutieusement les avantages, les faiblesses, les opportunités à saisir et les contraintes à dépasser. S'en est suivie la mise en place d'une feuille de route collective renfermant les points essentiels suivants :

- 1- privilégier la dimension de la durabilité de l'action économique au sein de la Région ;
- 2- consolider et renforcer les relations et les outils de coordination et coopération avec les partenaires régionaux institutionnels ;
- 3- instaurer un cadre régional de coordination et de dialogue pour promouvoir et qualifier l'ESS et lui faire revêtir un caractère professionnel ;

M. Abdenbi BIOUI,
Président du Conseil Régional
de l'Oriental, présente à Madame
Fatima MAROUANE, Ministre
de l'Artisanat et de l'ESS,
les productions régionales issues
de cette économie participative

*Le Conseil
Régional
entend
instaurer des
dispositifs
financiers
propices et
intégrés... par
l'élargissement
des compé-
tences du FIRO
afin d'y inclure
le secteur
coopératif.*

FOCUS

L'Oriental primée lors de la VI^{ème} édition du Prix National des meilleurs artisans

Le Salon Régional de l'artisanat (25 000 visiteurs) offre l'opportunité à tout un secteur d'activité crucial (80 000 emplois) de faire connaître et reconnaître ses produits, ses savoir-faire et les personnes qui les portent. L'artisanat est une composante essentielle de l'Economie Sociale et Solidaire et son développement ne peut plus aujourd'hui reposer uniquement sur les traditions et la qualité des réalisations.

Formation et promotion sont donc aussi au programme des actions de développement et la distinction des artisans les plus talentueux en fait partie.

Pour la première fois en 2016, trois artisans de l'Oriental sont récompensés :

- en couture traditionnelle, Mesdames Souad BENCHAOU (Oujda, 1^{er} Prix) et Fatiha TAAZIOUT (Nador, 3^{ème} Prix) ;
- en tapisserie, Madame Zakia HILALI (Berkane, 3^{ème} Prix).

Ce succès est le résultat de la stratégie d'accompagnement et de soutien menée dans la Région, où d'autres filières paraissent désormais prometteuses (notamment la décoration, l'ameublement, la bijouterie).

120 Conventions de partenariat signées avec des collectivités locales et plusieurs Départements ministériels permettront notamment la création de Centres de formation dans toutes les Provinces et la promotion des sites et activités jugés les plus porteurs par la qualité et l'originalité des produits.

Déjà, l'impact du nouveau complexe intégré (un investissement de 18 MDh) se fait sentir car il contribue activement à mieux positionner l'artisanat dans le tissu économique, à améliorer les conditions sociales et économiques des artisans et à valoriser leurs produits. La formation par l'apprentissage n'est pas étrangère à l'élévation générale de la qualité des productions ; elle s'avère aussi un outil efficace d'insertion pour les jeunes concernés.

- 4- créer un observatoire régional de l'ESS ;
- 5- créer un fonds régional pour soutenir l'investissement social (pour cela, un processus favorisant les projets de Coopératives a été lancé après le débat régional pour l'ESS, du 16 mai au 15 juin 2016, sous le titre **Coop**

Oriental ; plus de 191 projets et 191 Coopératives appartenant à divers secteurs y ont été accueillis, qui sont en cours d'étude et de traitement aux fins de financement) ;

6- soutenir l'accès aux financements afin de promouvoir le secteur coopératif dans l'Oriental (en ce sens, le Conseil Régional entend instaurer des dispositifs financiers propices et intégrés qui soient en phase avec toutes les étapes du développement des Coopératives - création, développement, expansion - par l'élargissement des compétences du Fonds d'Investissement de la Région de l'Oriental (FIRO) afin d'y inclure le secteur coopératif, une décision cruciale prise lors du Conseil d'Administration du FIRO tenu le 10 juin 2016) ;

7- aider les Coopératives à commercialiser leurs produits, une volonté renforcée par la présence importante des Coopératives de la Région aux journées de l'ESS récemment organisées à Casablanca (le Conseil Régional institutionnalisera prochainement la Foire Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire, des marchés forains dans les différentes Provinces, et la création de boutiques de solidarité dans ces Provinces).

Tels sont les principaux chantiers que le Conseil Régional a lancé dans la foulée du débat sur l'Economie Sociale et Solidaire.

Des décisions en synergie avec le modèle national de développement

Le Conseil Régional de l'Oriental mise principalement sur l'Economie Sociale et Solidaire en tant que domaine participant à l'élaboration d'une image civilisationnelle, tant sur le plan régional qu'aux niveaux national et international.

Elle contribue également à la réduction du taux de chômage et de la pauvreté et cherche à instaurer un développement régional cohérent basé sur la justice sociale et sectorielle ainsi que sur l'investissement optimal du capital immatériel. Tout ceci nous interpelle tous et nous pousse à déployer davantage d'efforts et à faire face à tous les besoins que nécessite la mise en place des programmes stratégiques.

En plus de la priorité donnée aux projets générateurs de revenus, ceux-ci exigent l'adoption d'une gouvernance visant principalement l'appui aux Associations et aux Coopératives artisanales et la nécessité de travailler de concert avec toutes les parties pour fixer des visions claires pour le développement durable, sur les plans social, économique, aussi bien qu'environnemental.

Convention cadre portant sur le financement et l'exécution du programme du développement économique, social et solidaire de l'Oriental, entre le Ministère de l'Artisanat, de l'Economie Sociale et Solidaire, le Conseil de l'Oriental & la Wilaya de l'Oriental / Mai 2016

Article 1 : Objet de la Convention

La présente Convention fixe les conditions et règles régissant l'entrepreneuriat dans le but de financer et exécuter les projets et programmes de développement de l'Economie Sociale et Solidaire dans la Région de l'Oriental.

Article 2 : Projets de l'Economie Sociale et Solidaire

Le présent article comprend les projets ci-après :

- consolider les potentialités des titulaires des projets de l'ESS (la gouvernance et les techniques de gestion) ;
- mettre en place une maison de l'ESS pour agir en harmonie avec le tissu coopératif régional ;
- appuyer et être en harmonie avec les Coopératives et les établissements de l'ESS de la Région ;
- organiser des journées d'étude et chantiers de formation et de sensibilisation dans les différents domaines du secteur (marketing, financement, gestion et management, etc.) ;
- consolider les réseaux constituant les composantes du secteur ;
- mettre en place un observatoire régional de l'ESS ;
- organiser les marchés forains et une foire professionnelle au profit de l'ESS dans la Région.

Article 3 : Coût financier des projets et ressources de financement

Une Commission est créée entre les parties pour proposer un programme d'actions détaillé, avec les coûts financiers prévisionnels, pour réaliser les projets et programmes de l'ESS, objets de la présente Convention.

Article 5 : Gestion du projet

5-1- Gestion organisationnelle :

Le Ministère se charge de ce qui suit :

- préparer le lancement des projets intégrés à la présente Convention en coordination avec le Conseil de la Région ;
- approuver les cahiers de charges avant les avis d'appel d'offres relatifs aux études, aux travaux et aux aménagements ;
- participer aux Commissions d'appel d'offres et à la Commission de suivi et coordination mentionnée à l'article 5-3.

La Wilaya se charge de ce qui suit :

- participer aux commissions d'appel d'offres et à la Commission de suivi et coordination mentionnée à l'article 5-3 ;
- faciliter toutes les formalités et procédures administratives au sein de la Région.

Le Conseil de la Région s'occupe de ce qui suit :

- présider la Commission de suivi et coordination mentionnée à l'article 5-3 ci-après ;
- établir les dossiers de conseil et les appels d'offres relatifs aux projets programmés en coordination avec le Ministère ;
- contribuer au lancement des appels d'offres, réaliser les marchés publics et conclure les contrats ;
- établir les documents nécessaires pour obtenir les autorisations administratives relatives aux travaux ;
- approuver les charges relatives à la réalisation des projets ;
- établir les rapports tous les trois mois sur l'avancement des projets, aux niveaux financier et réel, et les adresser à la Commission de suivi et coordination mentionnée à l'article 5-3 ci-après.

5-2- Tenue de la comptabilité

Le Conseil de Région s'engage à tenir une comptabilité dédiée aux projets afin de garantir la traçabilité de toutes les opérations effectuées dans le cadre de la réalisation des projets.

5-3- Conduite et coordination des projets

Une Commission de suivi et coordination est créée, présidée par Monsieur le Président du Conseil de l'Oriental ou par son substitut, composée des parties concernées, qui se charge de :

- suivre opérationnellement la réalisation et la coordination des projets intégrés à la présente Convention ;
- résoudre les problèmes faisant obstacle à la réalisation des projets objets de la présente Convention ;
- évaluer le degré d'avancement des travaux programmés ;
- fixer les mesures rectificatives nécessaires pour intégrer les projets programmés en vertu de la présente Convention.

Ladite Commission est régulièrement tenue au moins une fois tous les trois mois et autant que de nécessaire. Elle veille à l'application des conditions et dispositions mentionnées aux marchés et au respect des Lois en vigueur en la matière.

Mme le Ministre de
l'Artisanat et de l'Economie
Sociale et Solidaire

M. le Wali de l'Oriental
et Gouverneur de la
Préfecture d'Oujda-Angad

M. le Président
du Conseil de la Région
de l'Oriental

La rédaction a pris l'initiative de traduire en français le texte de la Convention et de choisir les extraits présentés ici.



Le stand de la Région de l'Oriental au Salon 2016 de l'ESS : probablement le plus animé de l'évènement

Assises Nationales de l'ESS : une seconde édition axée sur : Région et développement durable

Du 14 au 18 juillet 2016, Casablanca accueillait la 5^{ème} édition du Salon de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) et la 2^{ème} édition des Assises Nationales de l'Economie Sociale et Solidaire. Conjointement organisées en un même lieu par le Ministère de l'Artisanat et de l'Economie Sociale et Solidaire - en l'occurrence au Parc des expositions de l'Office des Foires et Expositions de Casablanca (OFEC) - ces deux manifestations ont donné l'occasion aux acteurs (notamment les Coopératives, Associations, Mutuelles, Groupements d'Intérêt Economique (GIE), opérateurs de la micro-finance, experts, de la société civile et partenaires internationaux du Maroc) d'échanger leurs produits, connaissances et expériences pour hisser un peu plus ce secteur au rang de levier économiques du Royaume, conformément aux ambitions et attentes des pouvoirs publics.

En effet, si le Maroc en général (les responsables en charge de ce secteur en particulier) peuvent se réjouir d'avoir engrangé de bons résultats en peu de temps au prix d'énormes efforts d'investissement, orientation et encadrement, pour valoriser et promouvoir les produits issus de l'ESS, améliorer la qualité et faciliter l'accès au marché, il faut bien reconnaître qu'un long chemin reste à parcourir pour atteindre la contribution attendue au PIB, soit 10%.

À titre d'exemple, le secteur coopératif, l'un des plus représentatifs de l'ESS :

- compte aujourd'hui seulement un peu plus de 7 000 coopératives encadrant près de 360 000 personnes ;
- représente ainsi 3% de la population active (1,6% de la population totale) ;
- génère un chiffre d'affaires cumulé de

plus de 7 milliards de Dh produit par 50 000 emplois.

A l'horizon 2020 (voir entretien avec M. Abdelkrim AZENFAR, Directeur Général de l'ODCO en page 15), ce secteur devra :

- porter le nombre de ses adhérents à 7,5% de la population active ;
- élever ses emplois à 175 000 personnes ;
- hisser sa contribution au PIB à 3,9%.

En attendant, ce sont bien les Coopératives qui répondent le plus massivement à l'appel du Ministère de l'Economie Sociale et Solidaire, notamment pour participer aux salons qu'il organise dans les différentes Régions du Royaume.

En ce mois de juillet à Casablanca, elles n'ont pas dérogé à la règle : selon le prestataire mandaté par le Ministère pour organiser la 5^{ème} édition du Salon de l'ESS dans la capitale économique, les Coopératives ont représenté 90% des exposants sur un total de 400 qui ont présenté leurs produits sur une superficie de 6 000 m² dans le grand palais de l'OFEC.



Dr. Najia RAHMANI,
Présidente de la
Coopérative Al Bacharq
à Oujda

«Nous participons pour la deuxième fois au Salon de l'Economie Sociale et Solidaire à Casablanca. En ce qui concerne nos objectifs - rencontrer des gens, parler de nos projets et de nos produits - nous pouvons dire qu'ils sont globalement atteints. Nous aimerions toutefois rencontrer des artistes pour avoir des idées et améliorer nos produits qui sont tous issus du recyclage. En effet, nous avons constaté que nos produits ne trouvent pas de marché dans ce Salon, encore moins au Maroc. Nous avons besoin d'être accompagnés pour trouver des gens intéressés à l'extérieur, ou pour nous repositionner».



Au Salon de l'ESS tenu en parallèle des Assises, parmi plus de 20 stands affectés aux Associations et Coopératives de la Région de l'Oriental, celui dédié aux productions d'amandes et dérivés de Sidi Bouhria

De Dakhla à Tetouan, en passant par Souss-Massa-Draâ, Marrakech-Tensift, Fès-Boulmane, l'Oriental... toutes les 12 Régions du Maroc étaient représentées à cette grand-messe des produits de terroir.

A cette occasion, 6 d'entre elles ont signé une convention de partenariat avec le Ministère de l'Artisanat, de l'Economie Sociale et Solidaire : les Régions de Tanger-Tétouan-Al Hoceima, Fès-Boulmane, Marrakech-Ten-

sift-El Haouz, Casablanca-Settat, Beni Mellal et Souss-Massa-Drâa (voir la convention avec la Région de l'Oriental en page 7).

En nombre de participants, la ville blanche, cité hôte, était la plus représentée. Par contre, pour ce qui est de l'animation et de l'affichage de l'attachement des autorités à ce secteur, la palme est revenue à la Région de l'Oriental marocain. En effet, la délégation de l'Oriental avait à sa tête la plus haute

Mme Fatima MAROUANE,
Ministre de l'Artisanat et
de l'Economie Sociale et Solidaire,
aux côtés de MM. Mohamed
MBARKI, Directeur Général de
l'Agence de l'Oriental et Abdenbi
BIOUI, Président du Conseil
Régional de l'Oriental devant le
stand de la Région de l'Oriental



autorité de la Région. M. Abdenbi BIOUI, Président du Conseil Régional de l'Oriental, qui a tenu lui-même à être présent lors de l'inauguration du Salon. Accompagné de son premier Vice-Président et du Directeur Général de l'Agence de l'Oriental, il a parcouru tous les stands avant de mobiliser les exposants à travers une réunion de sensibilisation aux enjeux du Salon et aux retombées qui en sont attendues pour l'appui à leurs activités. M. BIOUI leur a notamment précisé que leur présence est le résultat d'une sélection exigeante effectuée sur la base de la qualité de leurs produits.

Néanmoins, a-t-il poursuivi : «Vous devrez faire le tour du Salon pour vous inspirer des autres Régions et améliorer vos produits». Le Président du Conseil Régional de l'Oriental leur a également conseillé de s'inscrire aux séances de renforcement de capacité des Coopératives organisées lors du Salon. Il a tenu à leur préciser sa prédisposition - personnelle ainsi que celle de son équipe - à

les aider dans leur développement, notamment pour satisfaire les besoins en équipements : machines, moyens de transport, matières premières, etc.

Au total 21 exposants de l'Oriental ont participé au Salon. Parmi eux, on trouve pratiquement toutes les spécialités régionales : transformation de produits (couscous, huile d'olive, huile d'argan, miels, confitures, fruits séchés, gâteaux...), élevage, alphabétisation, couture, coiffure, décoration, recyclage, etc. La plupart des participants se sont dits satisfaits de leur présence, mais beaucoup déplorent la faiblesse des ventes comme le soulignent les témoignages restitués ci-inclus.

Signalons également que trois troupes folkloriques venues de Taourirt, Figuig et Berkane ont assuré l'animation de pratiquement tout le Salon.



Mme Naïma ABDENNOUR,
Trésorière de la
Coopérative «Confiance»
de Guercif

«Nous sommes contents d'exposer nos produits cosmétiques, de tissage et de couscous aromatisés à ce Salon. Malheureusement, nous n'avons encore rien vendu. A mon avis, c'est dû au manque de promotion du Salon à la télévision et dans les médias en général. Je pense aussi que le timing n'est pas approprié. Il vaut mieux tenir le Salon avant Ramadan pour susciter l'intérêt des consommateurs».



M. Salah ABOUBOU,
Président de la
Coopérative OFOQ
de traitement et de
valorisation du romarin
de Talsint à Figuig

«C'est notre deuxième participation à ce Salon où nous venons pour faire connaître notre produit et nouer des relations de partenariat. Nous avons eu de bons contacts qui ont débouché sur des ventes de grosses quantités. Nous avons par exemple signé un contrat de 300 tonnes de feuilles séchées».

En matière de conférences et d'échanges d'idées et d'expériences, la tendance enregistrée lors de la première édition des Assises de l'Economie Sociale et Solidaire (les 20 et 21 novembre dernier à Skhirat) a été accentuée, notamment en leur accordant une importante place dans le programme d'animation. C'est ainsi qu'en plus d'intervenants nationaux, les organisateurs ont fait appel à plusieurs experts venus de Suisse, Malaisie, Luxembourg, France, Québec, Brésil, Colombie, Mali... et Sénégal, pour animer trois séances plénières.

La première a porté sur la présentation du projet de Loi cadre Economie sociale et solidaire - éducation - formation - recherche - promotion - accompagnement des acteurs de l'ESS avec cinq panélistes, dont M. Houcine GABI, Directeur de la Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire au Ministère



M. Hassan AMRAOUI,
Président de la
Coopérative Sidi Bouhria
de Berkane

«Cette année, c'est notre deuxième participation au Salon. Comme en 2011, nos résultats sont moyens : nous ne vendons pas beaucoup d'amandes, parce qu'il n'y a pas de publicité à la télé, dans les journaux et surtout pas d'affichage dans les grandes avenues. Selon moi, pour nous permettre de bien vendre, le Salon doit se tenir au centre de la ville comme à Meknès, Laâyoune et Dakhla».

de tutelle, qui a présenté le projet de Loi cadre de l'Economie Sociale et Solidaire du Maroc (voir article en page 12).

Dans la deuxième séance, axée sur le renforcement des compétences - financement - gouvernance des acteurs de l'ESS, les expériences malaisienne, brésilienne, colombienne et québécoise ont été présentées. M. Jean-Louis BANCEL, Président du Crédit Coopératif en France, a éclairé l'assistance sur les financements locaux et internationaux disponibles pour financer l'ESS, tandis que Mme Chiyoge B. SIFA, Directrice de l'Alliance Coopérative Internationale - Afrique a présenté son expérience dans le domaine de la création et de la gestion de coopératives de capital.

Dans la troisième séance plénière - dédiée au thème du rapport entre régionalisation avancée et développement durable, trois expériences ont été présentées au public :



Mme Nezha MOSSADEK,
Présidente de la
Coopérative féminine
agricole Attahadi Madagh
de Berkane

«Nous participons au Salon de l'Economie Sociale et Solidaire depuis la 1ère édition en 2011. Ce Salon nous aide à promouvoir, à valoriser et à faire connaître nos produits. Nous avons le grand besoin de recevoir des formations pour créer de nouveaux produits dérivés du miel, de la cire, de la gelée royale...».

- comment les Coopératives de santé et les Coopératives de service québécoises contribuent à dynamiser les territoires et à favoriser une prise en charge citoyenne ;
- comment l'ESS contribue au développement durable des territoires en Colombie ;
- comment l'ESS participe à la transition écologique citoyenne au Luxembourg.

Lors de cette séance, M. Karim TOUMI, de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), a présenté le rapport : «Développement économique et plan d'action régional pour la création d'emplois décents pour les jeunes en Tunisie». M. Abdou Salam FALL, Président du Comité Scientifique des Rencontres de Mont Blanc en France a traité de «L'ESS et les pôles régionaux de développement».

Tous ces travaux sont destinés à parfaire l'encadrement et la dynamisation du secteur de l'ESS au Maroc. Ils constituent une suite logique des recommandations des premières Assises de l'ESS reproduite ci-après.

Recommandations des 1ères Assises de l'Economie Sociale et Solidaire dédiées au thème : «Quels référentiels pour le développement et la mise en cohérence» (20 et 21 novembre 2015 à Skhirat)

Les 1ères assises de l'ESS au Maroc ont permis des échanges et débats d'une grande richesse. Plusieurs recommandations ont été formulées par les participants :

1. Œuvrer pour le développement de la culture de l'ESS, par l'éducation et la formation ;
2. Renforcer et promouvoir le partenariat (plus particulièrement) et le réseautage ;
3. Mettre en place des conditions favorables à la facilitation de la commercialisation des produits de l'ESS ;
4. Adopter des Lois cadres selon un modèle approprié, ainsi qu'une complémentarité législative et réglementaire ;
5. Favoriser le financement des activités de l'économie sociale à travers des leviers de fonds dans le cadre de partenariats bilatéraux et multilatéraux, la création de banques coopératives ;
6. Élaborer des stratégies et des plans d'actions spécifiques à l'ESS, en accordant une place importante aux jeunes et aux femmes, et en intégrant dans les plans régionaux et locaux, notamment les conseils régionaux de l'ESS ;
7. Développer ensemble un mode de communication sur l'ESS ;
8. Renforcer les formations universitaires et soutenir les communautés de recherche en ESS aux niveaux national et régional.



M. Houcine GABI,
Directeur de la Promotion de l'Economie Sociale,
Ministère de l'Artisanat et de l'Economie Sociale
et Solidaire

L'ESS a son Ministère et l'auteur y est chargé de la promouvoir. Proche du terrain, il y a mis en œuvre une démarche bottom-up assise sur une large concertation. Au final, une Loi cadre soucieuse de facilitation plus que de tutelle, le cadre en question visant plus l'épanouissement des initiatives et des acteurs de la société civile organisée, que l'exercice de contraintes obligées.

Les grandes lignes de la **Loi cadre marocaine** de l'**Économie Sociale et Solidaire**

*...corriger les
insuffisances de
cette économie,
en favoriser le
développement.*

L'Économie Sociale et Solidaire connaît, depuis plusieurs décennies, une véritable dynamique dans notre pays. En l'espace de quelques années, le nombre des acteurs de l'ESS - que sont les Coopératives, les Mutuelles et les Associations - est passé du simple au double, voire au triple. Les chiffres sont révélateurs :

- les Coopératives comptent 15 700 unités actuellement, contre 4 827 en 2004 ;
- les Mutuelles sont au nombre de 50 au lieu d'une douzaine dans les années 70 ;
- les Associations sont approximativement 120 000, contre 45 000 en 2009 et à peine 30 000 en 1990.

Niches de développement et d'emplois, dont le potentiel est loin d'être encore suffisamment exploité, ces entités sont pourtant sources d'activités économiques importantes :

- les Coopératives regroupent 450 000 adhérents, plus de 25 000 salariés, et génèrent un chiffre d'affaires cumulé de plus de 6 milliards de Dh ;
- les 12 AMC ont 900 000 clients actifs, comptent plus de 6 000 employés, et ont permis la création d'un million de micro-entreprises en 10 ans (l'objectif est de financer la création de 2 millions de micro-entreprises à l'horizon 2022) ;

- les Mutuelles de santé couvrent 4 millions de bénéficiaires pour un montant total de cotisations de 5 milliards de Dh.

Ce développement remarquable est dû essentiellement à la conjonction de trois conditions favorables :

- la volonté renouvelée des pouvoirs publics de favoriser l'implication de la société civile organisée dans les efforts de développement ;
- le dynamisme de la société civile organisée, dont la mobilisation est motivée par une profonde culture de l'initiative collective, de l'entraide et de la solidarité, enracinée dans le corps social ;
- la disponibilité de plus en plus manifeste des organismes de financement et d'appui au développement humain et durable, qui s'avèrent de moins en moins réticents à l'égard des acteurs de l'économie sociale et solidaire.

Pourquoi une Loi cadre de l'Économie Sociale et Solidaire ?

L'objectif est double ; il consiste à la fois à valoriser les acquis, mais aussi tout autant à corriger les insuffisances de cette économie, afin d'en favoriser le développement, à travers :

- son identification et sa reconnaissance officielle comme composante significative de notre économie nationale ;
- la mise en place d'un système de gouvernance générateur de cohérence, de pérennité et d'efficacité pour ses activités ;
- la promotion des organisations de l'ESS, en tant que leviers importants de développement national, régional et local.

Sept étapes majeures sont à retenir dans la démarche d'élaboration de la Loi cadre sur l'Economie Sociale et Solidaire au Maroc :

- le 18 juin 2015, signature de la convention entre le Ministère de l'Artisanat et de l'Economie Sociale et Solidaire et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) pour l'assistance technique ;
- le 16 octobre 2015, organisation d'un atelier de lancement, de rencontres et discussions avec les acteurs de l'ESS ;
- le 30 mars 2016, premier atelier de concertation autour des premiers rapports et des questions à traiter par la Loi cadre ;
- en avril 2016, rédaction d'une première

version du texte de projet de Loi cadre,

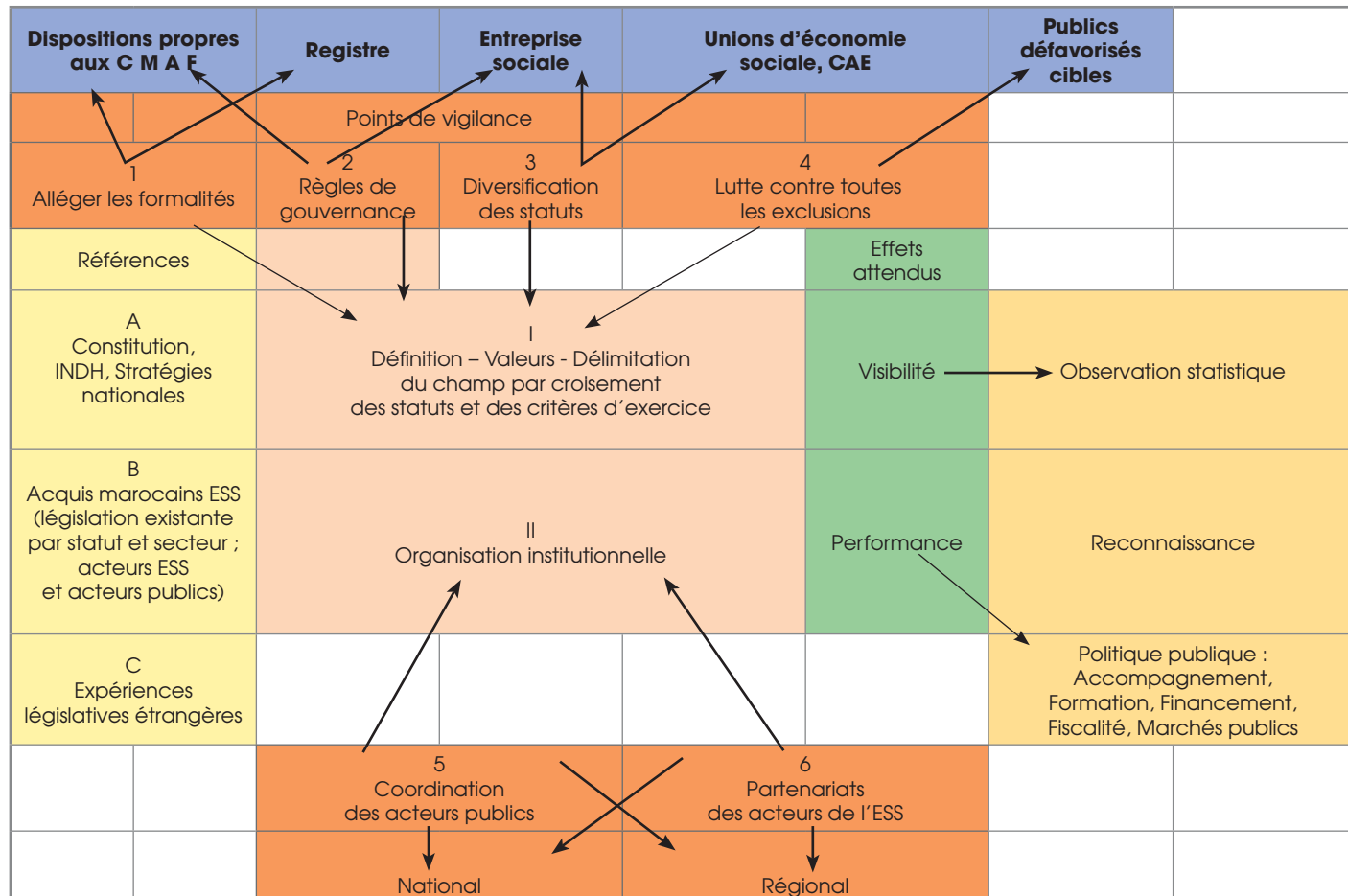
- les 30 et 31 mai 2016, organisation de deux ateliers régionaux de concertation sur la première mouture de la Loi, à Casablanca et Tanger ;
- le 1^{er} juin 2016, organisation d'un atelier thématique à Rabat ;
- le 3 juin 2016, organisation d'un atelier national de présentation du projet de Loi sur l'ESS à Rabat ;
- mi-juin 2016, rédaction de la proposition définitive de texte.

Ces différentes étapes ont permis d'affiner davantage l'approche méthodologique d'élaboration de la Loi cadre axée sur six points de vigilance (voir tableau joint).

Au final, le projet de Loi cadre se compose de 28 Articles répartis en trois Titres :

- le Titre I comporte 3 Articles sur les définitions, les valeurs et les principes de l'ESS ;
- le Titre II compte 11 Articles dédiés aux organisations de l'ESS ;
- le Titre III regroupe 14 Articles sur les mesures d'accompagnement et de promotion des organisations de l'ESS.

Approche méthodologique d'élaboration de la Loi cadre marocaine



Source : Ministère de l'Artisanat et de l'Economie Sociale et Solidaire

Article 1

L'Économie Sociale et Solidaire est constituée de l'ensemble des activités économiques, marchandes ou non marchandes, créatrices de valeur, de revenus et d'emplois, assurées par des personnes morales de droit privé qui poursuivent l'intérêt collectif de leurs membres, de leurs bénéficiaires et/ou qui contribuent à l'intérêt général. Ces activités concernent notamment, la production, la transformation, la distribution, la commercialisation, le financement et la consommation de biens ou de services.

Article 2

Les activités de l'ESS ont pour finalité primordiale de servir la personne humaine, en combinant engagement social et initiative économique et en se référant aux principales valeurs suivantes :

1. l'initiative collective de vivre et d'agir ensemble dans un esprit de coopération, d'équité, de transparence et de responsabilité citoyenne ;
2. la solidarité interne et externe au service du développement humain, durable, facteur de progrès, de stabilité et de cohésion sociale ;
3. l'absence ou la limitation de l'esprit de lucre comme finalité des activités économiques de production de biens ou de services ;
4. la satisfaction des besoins des populations et de leurs aspirations à l'autonomie et à la dignité, en complémentarité avec les politiques publiques de développement humain et durable et de protection de la nature.

Article 3

En sus des principes qui leur sont propres en raison de leurs statuts juridiques spécifiques,

les entités de l'ESS doivent se conformer aux principes suivants :

1. la primauté de la personne et de l'objet social sur le capital ;
2. la liberté d'adhésion et de retrait ;
3. le contrôle démocratique par les membres ;
4. la conjonction des intérêts des membres, des usagers, des bénéficiaires et de l'intérêt général ;
5. la défense et la mise en œuvre des principes de solidarité et de responsabilité ;
6. l'autonomie de gestion et l'indépendance par rapport aux pouvoirs publics ;
7. l'affectation de l'essentiel des excédents, s'il y a lieu, au développement des activités de l'organisation et/ou à l'intérêt général ;
8. la coopération entre les OESS au niveau local, national et international ;
9. l'éducation et la formation des membres, des dirigeants élus, des salariés, des bénéficiaires et l'information du grand public.

Sont directement concernées de droit par cette Loi cadre : les Coopératives, les Mutuelles, les AMC (Associations Marocaines de Consommateurs), les fondations créées par Dahir ou par la Loi et les nouvelles formes d'entreprise collective partagée.

Sont éligibles à la Loi cadre : les sociétés à finalité sociale, les Associations à utilité économique et sociale et les innovations sociales.

Au sens de la Loi cadre de l'ESS, l'Association d'utilité économique et sociale est celle dont l'objectif est de contribuer, soit à l'amélioration des conditions de vie et de travail de leurs membres et de leurs bénéficiaires par le développement humain durable, soit à la lutte contre les exclusions, les inégalités, les fragilités sanitaires, économiques et sociales, soit à la protection de la nature.

Les conditions et les formalités de reconnaissance d'une Association en tant qu'Association d'utilité économique et sociale sont fixées par décret.

Tandis que, l'entreprise à finalité sociale est celle dont l'objectif principal est d'avoir une incidence sociale, qui opère sur le marché en fournissant des biens et des services de façon entrepreneuriale et qui affecte ses excédents principalement à des fins sociales. Elle est soumise à une gestion responsable et transparente, notamment en associant ses employés, ses clients et les parties prenantes concernées par ses activités économiques. Les conditions et les formalités de reconnaissance d'une société commerciale en tant qu'entreprise à finalité sociale sont également fixées par décret.

M. GABI a également présenté le projet de Loi cadre ESS lors des Assises Nationales de l'ESS, tenues du 14 au 18 juillet 2016 à la Foire de Casablanca





M. Abdelkrim AZENFAR,
Directeur Général de l'Office
du Développement de la Coopération

Un ingénieur d'Etat issu des Eaux et Forêts, où il a déjà fait une brillante carrière, était bien placé pour comprendre et faire avancer le mouvement coopératif, une forme associative très ancienne dans son univers d'origine où la nature et le développement vont de pair. L'ODCO bénéficie depuis 2013 de son expérience et de ses compétences.

Coopératives : un Office dédié au demi-siècle d'expérience

1- L'ODCO est chargé de mettre en œuvre la politique gouvernementale dans le secteur des coopératives. Pouvez-vous nous préciser ses missions et attributions ?

Depuis les années 60 du siècle dernier, avec la prise de conscience de l'importance du secteur coopératif par les pouvoirs publics, l'Office du Développement de la Coopération (ODCO) est chargé de promouvoir les coopératives. Ses attributions ont évolué au fil du temps, mais demeurent axées principalement sur l'accompagnement des coopératives et sur l'encadrement des campagnes de sensibilisation et de vulgarisation visant à encourager le travail coopératif.

Ces axes d'intervention traduisent, bien entendu, sa mission centrale, qui est de consolider le secteur coopératif marocain dans l'esprit des valeurs et principes coopératifs universels, via le contrôle du respect des dispositions légales par les Coopératives.

La nouvelle Loi n° 112.12 relative aux Coopératives (promulguée fin 2014) a apporté un grand changement dans les missions de l'ODCO, en remplaçant la procédure d'agrément pour la constitution des nouvelles Coopératives - qui était consommatrice de beaucoup de temps et de moyens - par une simple procédure d'enregistrement. Cette Loi offre ainsi une opportunité pour l'ODCO de se concentrer sur les missions

d'accompagnement des Coopératives en allégeant la mission administrative, autrefois dominante. Ainsi, selon la nouvelle Loi n° 112.12 relative aux Coopératives, l'ODCO est chargé de :

- valider l'appellation des Coopératives ;
- tenir le registre central des Coopératives ;
- accompagner les Coopératives et leurs unions dans les domaines de la formation, de l'information et de l'assistance juridique ;
- financer des campagnes de vulgarisation et de formation au profit des coopérateurs ;
- aider à la réalisation d'œuvres sociales au profit des coopérateurs ;
- s'assurer que les Coopératives et leurs unions sont gérées conformément à la législation en vigueur ;
- collecter et diffuser la documentation de l'information relative à la coopération ;
- étudier et proposer toutes réformes législatives ou réglementaires et toute mesure à caractère particulier concernant la création et le développement des Coopératives.

2- Des réformes législatives et réglementaires sont en cours dans le domaine de l'ESS et dans celui des Coopératives. Quels rôles joue l'ODCO dans ces dossiers ?

Au niveau de la nouvelle Loi sur les Coopératives, l'ODCO a apporté sa contribution, en parfaite concordance avec notre tutelle,



Les femmes artisanes attestent du renouveau et de l'expansion des Coopératives féminines

le Ministère de l'Artisanat et de l'Economie Sociale et Solidaire, à toutes les phases de son élaboration, de ses textes d'application et à sa présentation dans le cadre des campagnes de sensibilisation auprès de tous les acteurs. Pour l'application de cette Loi, l'ODCO a mis en place un certain nombre de mesures, dont principalement :



Mme Fatima MAROUANE, Ministre de l'Artisanat, de l'Economie Sociale et Solidaire, découvre les produits des terroirs de l'Oriental avec le Président du Conseil Régional de l'Oriental, M. Abdenbi BIOUI, et M. Abdelkrim AZENFAR, Directeur Général de l'ODCO, en présence de M. Mohamed MBARKI, Directeur Général de l'Agence de l'Oriental

- le développement de systèmes d'information (pour la gestion des demandes d'approbation des appellations des Coopératives, la tenue du registre central des Coopératives, la gestion des dossiers des Coopératives...) ;
- la mise en place d'outils de communication (guides, site web, écrits aux Coopératives et aux différents partenaires, rencontres de sensibilisation...) ;

- l'encadrement des assemblées générales extraordinaires des coopératives existantes (pour l'adaptation à la nouvelle Loi...).

L'ODCO a contribué au projet de Loi cadre de l'ESS aux côtés du Ministère de tutelle, depuis le lancement de l'étude préliminaire (participation à la définition des termes de références, au recrutement des experts chargés de l'étude, à l'organisation du séminaire de lancement de l'étude, à l'encadrement des entretiens et échanges avec les experts, à l'analyse des rapports et aux ateliers de concertation avec les différents partenaires, aux plans national et régional, et jusqu'à l'analyse de la mouture finale du projet.

3- Quelles sont les retombées attendues de ces réformes sur le tissu national des Coopératives et plus généralement sur l'ESS en termes d'emploi et de participation au PIB ?

Certes, les Coopératives ont démontré leurs capacités de création de l'emploi direct ou indirect et, plus particulièrement, pour une partie de la population fragile et/ou sensible, en l'occurrence les jeunes diplômés en quête d'emploi et les femmes, essentiellement celles issues du milieu rural.

Cette inclusion économique revalorise le travail de la femme qui n'était généralement pas pris en considération malgré son importance en termes d'incidence économique. De plus, certaines activités qui relèvent de l'informel ont épousé le cadre coopératif, ce qui a permis à plusieurs métiers de s'organiser et de se structurer à travers les coopératives. Donc, mieux comptabiliser le travail de la femme, surtout rurale, et structurer davantage le secteur informel, auront assurément un impact sur la formation et comptabilisation du PIB.

Les apports de la nouvelle Loi sur les coopératives contribueront, nécessairement, à la création de plus d'emplois et apporteront une valeur ajoutée, notamment grâce au caractère motivant des nouvelles dispositions : allègement de la procédure administrative de création des Coopératives, possibilité de participation aux marchés publics... Au niveau du projet de Loi cadre de l'ESS, plusieurs mesures incitatives et de promotion sont proposées, qui auront des répercussions positives directes et indirectes sur l'économie nationale : mise en place de stratégies ESS au niveau national et régional, convergence des efforts des différents acteurs de l'ESS, création de fonds de développement de l'ESS...

De même, pour pallier la rareté des indicateurs socio-économiques dans le champ de l'ESS, le projet de Loi cadre de l'ESS a prévu la mise en place d'un observatoire de l'ESS et d'un compte satellite pour :

- centraliser toutes les données en lien avec l'ESS ;
- produire des indicateurs d'impact de cette économie, dont notamment l'emploi et la contribution au PIB.

Actuellement, la contribution du secteur coopératif au PIB est estimée à environ 2% ce qui reste très en deçà des niveaux enregistrés par certains pays, notamment européens, qui dépassent 10%.

4- Les Coopératives trouvent beaucoup de difficultés à écouler leurs productions. Ces textes prévoient-ils d'élargir les actions de l'ODCO un peu plus vers l'aval des activités des Coopératives ?

Pour commercialiser les produits et services des Coopératives, plusieurs initiatives sont mises en place par divers intervenants :

- appui à l'amélioration de la qualité des produits et services (techniques de production, emballage...) ;
- labellisation et certification ;
- plateformes informatiques dédiées à l'e-commerce ;
- organisation de salons des produits et services des Coopératives (aux plans national, régional et local, voire international)...

Par rapport au développement et la réorganisation futurs de l'ODCO, une proposition d'étendre les missions actuelles de l'Office à toute la chaîne de valeur pour couvrir le volet promotion des produits et services des Coopératives est conçue et sera soumise à l'appréciation des différentes instances compétentes.

5- Sinon, en plus du Salon de l'ESS, que pensez-vous qu'il faut faire pour accroître les opportunités de débouchés des Coopératives ?

Au niveau de la production, il y a encore beaucoup d'efforts à déployer pour assurer une quantité et une qualité suffisantes pour être plus concurrentiel (techniques de production, de présentation des produits...) sachant que des efforts sont en cours dans le cadre des différents programmes nationaux, tels que l'INDH, le Plan Maroc Vert, la Vision 2015 de l'Artisanat... (agrégation, certification, labellisation, organisation de rencontres d'exposition des produits ...).

Au niveau du consommateur, il faut l'encourager à inclure ces produits de Coopératives dans ses habitudes de consommation en mettant ces produits à sa disposition dans un cadre de proximité, sous une forme plus attrayante, avec des garanties sur la qualité et la traçabilité.

L'élaboration d'une législation relative au commerce équitable va sans aucun doute venir appuyer et renforcer l'attractivité des produits des Coopératives et leur donner une place plus privilégiée.

L'innovation, pour une meilleure valorisation des produits en adéquation avec les attentes des consommateurs, demeure un champ peu exploité et donc avec beaucoup d'opportunités à défricher.

De même, le recours aux NTIC est aussi prometteur notamment pour développer l'e-commerce au niveau national et international.



Mme Rachida MALKI,
Présidente de l'Union
des Coopératives Artisanales
du Maroc Oriental

L'Union des Coopératives Artisanales du Maroc Oriental (UCAMO) a été créée en 2014. Elle est composée de 6 Coopératives :

- Al Manal et Afak à Oujda ;
- Afak a Tandrara ;
- Al Assala wal Mouasara et Al Yassami à Nador ;
- Al Ibda Al Khirafi à Berkane.

Selon Mme Rachida MALKI, Présidente : «L'Union compte 50 Coopératives ; chacune dégage un chiffre d'affaires moyen de 10 000 Dh». Elles sont actives dans plusieurs domaines, notamment :

- la production de couscous et ses dérivés ;
- la productions de gâteaux traditionnels ;
- la décoration ;
- la couture ;
- la peinture sur tissus.

L'UCAMO a connu un démarrage tardif : ses activités n'ont commencé qu'en 2015, avec le grand projet de création de sacs écologiques pour remplacer les sacs de plastique. Conjointement lancé par le Ministère de l'Artisanat et de l'ESS et le Secrétariat d'Etat à l'Environnement, ce projet national était doté d'un budget de 700 millions de Dh, soit une moyenne de 58 millions de Dh à chacune des 12 Régions du Royaume. Dans l'Oriental, 16 groupements de Coopératives, dont l'UCAMO, en ont bénéficié.

La procédure de mise en place par les promoteurs était la même pour tous les réseaux de Coopératives sollicités à travers le Maroc. Après avoir validé ensemble les modèles, les partenaires ont défini les quantités de sacs que chaque réseau devait produire. Pour l'UCAMO : 150 000 sacs écologiques de différents formats.

Ces deux étapes franchies, les bailleurs libèrent 25% du montant total affecté à chaque réseau. Avec ce premier apport, le réseau doit fournir 50% de sa commande, utiliser ces fonds pour acheter sa matière première (tissus, fil, emballages, petits outillages, etc.) et en affecter une partie pour rémunérer sa main d'œuvre. Ce n'est qu'après signature des PV de réception que la deuxième tranche de 50% du montant total de la commande est versée.

«L'ODCO, choisi comme interlocuteur des réseaux de Coopératives, a beaucoup tardé», déplore la Présidente de l'UCAMO, qui explique que les PV de son organisation ont été signés début janvier 2016 et que le second apport n'est arrivé qu'en juillet.

Actuellement, l'UCAMO, comme certainement les autres réseaux, finalise les 50% restants de sa commande, à livrer d'ici au plus tard deux mois, avant d'encaisser le troisième et dernier apport de 25%. Ces sacs écologiques sont gracieusement distribués aux populations par l'ODCO qui passe par des Associations relais.

L'objectif des deux Ministères et de l'ODCO était de sensibiliser les populations sur la nouvelle alternative : l'usage de ces sacs plutôt que de ceux en plastique, officiellement interdits par la Loi depuis début juillet 2016.



M. Ahmed AÏT HADDOUT,
Président de l'Association Marocaine d'Appui à
la Promotion de la Petite Entreprise

Lorsqu'on parle d'«action sociale», on pense bienfaisance. En face de la «RSE», on place développement durable. Qu'est-ce que l'ESS ? Que recouvre ce concept et quelles sont ses frontières par rapport à l'action sociale, la RSE, l'ES... ?

L'auteur revêt ici son costume de consultant/formateur, qu'il n'a jamais quitté depuis 2005, pour clarifier ces concepts.

Économie Sociale et Solidaire : clarification des concepts

*L'entrepreneu-
riat social
a montré
son efficacité
dans le
développement
territorial de
plusieurs pays.*

Les évolutions liées à la mondialisation des économies et aux crises, ont contribué à déstabiliser les systèmes économiques, engendrant des problèmes socio-économiques, écologiques et environnementaux. Face à ces mutations profondes, certains acteurs repensent le modèle économique avec une dimension sociale et environnementale accrue, en imposant l'idée qu'une entreprise quelle que soit sa forme, ne peut être durable et pérenne sans combiner profit et impact social positif. Dans ce cadre, l'entrepreneuriat social a montré son efficacité dans le développement territorial de plusieurs pays, en apportant une véritable contribution à l'émergence d'un modèle social renouvelé et modernisé.

Au Maroc l'entrepreneuriat social est encore embryonnaire ; il n'existe pas encore de statut d'Entreprise Sociale alors que certaines activités déjà à l'œuvre s'apparentent à cela (Coopératives, Associations et autres sous statut de SARL...). Ces structures recouvrent diverses causes sociales, comme le support à une communauté, le soutien aux femmes, l'éducation et la formation, la santé, l'insertion professionnelle des jeunes, etc. Aujourd'hui, les structures dépendantes des dons caritatifs sont invitées à :

- repenser leur modèle, en conciliant lucrativité, ou lucrativité limitée, et impact social

pour survivre et assurer leur pérennité sans dépendre de mannes publiques et privées ;

- se renouveler en ancrant la responsabilité sociale dans leurs actions, leurs façons d'entreprendre, leurs objectifs de performances, en se structurant pour être plus efficaces et plus efficientes.

Le paysage pour le développement de l'entreprise sociale est favorable, au vu des chantiers, événements, et programmes, jusqu'au climat législatif favorisant son essor.

En évoquant l'entreprise sociale, vocable très peu connu et peu usité dans notre pays, plusieurs concepts créent la confusion, ce qui nécessite la clarification qui suit.

Florilège conceptuel

1. Entreprise Sociale

Cette manière d'entreprendre place l'efficacité économique au service de l'intérêt général. Quel que soit le statut, les dirigeants font du profit un moyen, non une fin, et placent l'innovation au cœur de l'action. Elle s'organise autour de 4 principes simples⁽¹⁾ :

- projet économiquement viable induisant une prise de risque, une réponse à un besoin et la création de richesses et d'emplois ;
- profitabilité encadrée mettant la rentabilité au service de la finalité ;

- finalité sociale et/ou environnementale ;
- gouvernance participative.

En situation de compétition, seule l'innovation au niveau du produit ou service, du mode d'organisation et de distribution, peut garantir la pérennité de l'entreprise sociale.

2. Action sociale

C'est l'ensemble des moyens mis en œuvre par les acteurs du champ social - dont les collectivités territoriales et l'État - pour garantir une cohérence et une harmonie optimales au sein de la société, notamment par des dispositifs législatifs ou réglementaires et par des actions et soutiens matériels ou financiers, visant à aider les personnes en difficulté à vivre dans des conditions suffisantes et dignes, à acquérir ou préserver leur autonomie, et à s'adapter à leur environnement.

3. Responsabilité Sociale des Entreprises

Les dirigeants s'engagent à intégrer les préoccupations afférentes aux valeurs universelles fondamentales, aux ressources humaines et aux intérêts de toutes les parties prenantes. Une entreprise socialement responsable s'oblige, au-delà de ses obligations légales, à considérer tous les intérêts affectés par son fonctionnement afin d'obtenir le meilleur impact de ses activités sur ses travailleurs, ses partenaires et sur le développement. Il s'agit de combiner entre :

- efficacité économique (nécessité du profit et de l'optimisation des inputs, mais prise en compte du long terme conditionné au respect des Hommes et de l'environnement) ;
- respect des droits de l'Homme (selon l'OIT, la RSE est inconciliable avec le travail des enfants, les obstacles au droit syndical, etc.) ;
- respect de l'environnement et de la santé (une production efficace en termes d'énergie et d'émissions polluantes, avec des mécanismes incitatifs et répressifs pour réduire les émissions ou valoriser les rejets, etc.).

4. Responsabilité Sociétale et Environnementale

La déclinaison des principes du développement durable à l'échelle de l'entreprise est une approche globale qui permet à une entreprise de se positionner sur ce plan et de favoriser ainsi sa croissance.

5. Economie Sociale et Solidaire

C'est l'ensemble des activités organisées en structures formelles ou groupements de personnes physiques ou morales, avec une finalité d'intérêt collectif et sociétal, indépendantes et jouissant d'une gestion autonome, démocratique et participative, où l'adhésion est libre. Font aussi partie de

l'ESS toutes les institutions ayant une finalité principalement sociale, proposant de nouveaux modèles économiquement viables et inclusifs en produisant des biens et services centrés sur l'élément humain et inscrits dans le développement durable et la lutte contre l'exclusion⁽²⁾. Ce secteur regroupe⁽³⁾ :

- les Coopératives constituées conformément à la nouvelle Loi 112-12 ;
- les sociétés mutualistes constituées conformément à la Loi portant statut de la mutualité et les sociétés d'assurances mutualistes régies par le Code des assurances ;
- les Fondations créées par Dahir ou par la Loi ;
- les Associations employeuses ayant des activités économiques, marchandes ou non ;
- les autres entités à vocation économique et sociale régulièrement constituées, répondant aux dispositions de l'Entreprise Sociale et aux principes suivants :
 - primauté de la personne et de l'objet social sur le capital ;
 - adhésion volontaire et ouverte ;
 - contrôle démocratique par les membres ;
 - conjonction des intérêts des membres usagers et de l'intérêt général ;
 - défense et la mise en œuvre des principes de solidarité et de responsabilité ;
 - autonomie de gestion et l'indépendance par rapport aux pouvoirs publics ;
 - affectation de l'essentiel des excédents au développement de la structure et/ou à l'intérêt général ;
 - coopération entre entités d'ESS aux niveaux local, régional, national et international ;
 - éducation et formation des membres, des dirigeants élus, des salariés, et information du grand public.



Formation des femmes travailleuses dans le secteur agricole à Loukkous, en partenariat avec Intermon Oxfam

Ces différents concepts se recoupent dans les valeurs et les principes. Ils montrent une diversité positive utile au modèle social, économique et environnemental du Maroc.

- 1- Livre blanc des entrepreneurs sociaux : L'efficacité économique au service de l'intérêt général.
- 2- Conseil économique, social et environnemental.
- 3- Projet de Loi cadre de l'ESS.



M. Abdeljalil CHERKAoui,
Ex-Président
du REMESS

Cela fait bien 35 ans que l'auteur promeut la dignité, l'Entraide Nationale (institutionnelle ou pas), et l'entrepreneuriat au service des Hommes qui y sont impliqués, conçu et dirigé avec leur participation active. Infatigable défenseur du concept de l'ESS, on le retrouve au cœur de son développement, au Maroc bien sûr, et sur tout le continent africain.

Le REMESS, un réseau d'expertise juridique très consulté

Au début des années 90, l'Afrique et le Maghreb ne faisaient pas partie du débat sur la démocratie économique. Il a fallu attendre 2005, précisément lors du Forum social international organisé à Porte Allegre au Brésil par le Réseau Intercontinental pour la Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire (RIPESS), pour voir émerger pour la première fois l'idée de bâtir un Réseau d'ESS en Afrique. Le projet était notamment porté par un groupe de Marocains, Sénégalais, Maliens et Français qui avait pris part à cette rencontre ; ils choisirent Dakar, la capitale sénégalaise, pour abriter le premier Forum qui allait jeter les fondations des Réseaux d'ESS en Afrique. À la clôture des travaux, auxquels plusieurs experts avaient activement participé, figurait au nombre des recommandations la création des Réseaux d'ESS dans chaque pays représenté du continent.

Ainsi, le 26 février 2006, le Réseau Marocain de l'Economie Sociale et Solidaire (REMESS), premier réseau d'ESS d'Afrique, est né, suite à la décision des 7 Associations d'appui à la petite entreprise regroupées sous la bannière d'AMAP. Très vite, les Associations fondatrices sont rejointes par 17 autres, portant ainsi l'effectif à 24 associations nationales. Pour se faire davantage connaître et se donner de l'impulsion, le REMESS organise ses premières assises, où sont invités les pouvoirs publics marocains ainsi que plusieurs experts d'Amérique Latine (Colombie), d'Europe (France et Espagne) et d'Afrique (Sénégal

et Mali). Depuis lors, l'objectif du REMESS est resté le même : promouvoir l'ESS.

Le REMESS a retenu quatre axes d'intervention prioritaires, notamment :

- le développement des compétences à travers la formation ;
- la sensibilisation ;
- l'élaboration d'outils de travail ;
- l'accompagnement des bonnes initiatives territoriales.

Un premier partenariat avec Oxfam Québec a permis de faire un film institutionnel. Ensuite ont démarré les échanges avec les institutions publiques, telles que le Ministère de l'Agriculture, le Ministère de l'Economie Sociale et Solidaire, l'Agence de Développement Social (ADS), l'Entraide nationale et l'Office de Développement de la Coopération (ODCO), pour identifier ensemble comment bien travailler.

Une implantation progressive, forte et durable au Maroc

Suite à ces contacts, le REMESS s'est trouvé directement associé à tous les projets de démocratie économique au Maroc conduits par les pouvoirs publics qui le consulte pour son expertise juridique acquise grâce à son important réseau international. Parmi les projets, on peut citer, entre autres :

- la création de la plateforme de commerce équitable ;
- la Loi cadre de l'ESS ;
- la Loi sur les Coopératives.

Les valeurs du REMESS

- la solidarité ;
- la dignité ;
- la justice sociale ;
- l'égalité ;
- la démocratie.

Le REMESS est aussi le fondateur du Réseau Africain de l'ESS, dont l'Assemblée Générale constitutive a eu lieu à Kenitra en 2010 en présence de 24 pays. Ce réseau fut basé au Maroc jusqu'en 2015 avant d'être transféré à Bamako, la capitale malienne.

Dans le cadre des Objectifs du Développement Durable (ODD), le REMESS a activement participé aux travaux du Réseau Africain de l'ESS «Dialogue Europe-Afrique sur le développement», sur trois thèmes : les migrations, les changements climatiques et le co-développement.

Le REMESS a également travaillé aux niveaux méditerranéen et maghrébin en intégrant le Réseau Méditerranéen de l'ESS (ESMED) basé à Barcelone. Une collaboration qui connaît des évolutions remarquables.

Douze pôles territoriaux

Au Maroc, le REMESS a développé une organisation en 12 pôles territoriaux visant à soutenir les initiatives locales, notamment les plans de développement communautaires.

Le Réseau des Associations de la Réserve de Biosphère Arganeraie de Tiznit (RARBA) a développé un partenariat avec les institutions publiques et privées nationales et étrangères, dont le Conseil Provincial de Tiznit, le Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte contre la Désertification, le Ministère de l'Education Nationale, l'Entraide Nationale, l'ADS, le Conseil de la Région Souss-Massa-Drâa, la coopération allemande GIZ, le Fonds Mondial de l'Environnement, etc. Ce partenariat lui a permis d'apporter l'appui et l'accompagnement nécessaires aux projets de ses membres.

Le Réseau des Associations de Développement des Oasis du Sud Est (RADOSE) fait partie des membres fondateurs du REMESS. Son statut de membre du réseau thématique national lui permet de renforcer ses capacités dans le domaine de l'ESS.

Le Réseau des Associations de Développement d'Ait Sougou M'ritt (RADAM) a rejoint le REMESS en 2010 pour le partage d'expériences du terrain, la formation et la coordination qui sont essentiels pour développer et promouvoir l'ESS dans son territoire.

Le Réseau des Associations de Développement (RADEV) est aussi membre fondateur du REMESS. Ce pôle du Nord croit en l'ESS et en l'appui et l'accompagnement que lui apporte le REMESS et son réseau international, propices aux échanges d'informations



et profitables à l'action du RADEV dans l'animation de son territoire d'action.

Le Réseau Associatif Local Missour (RALM) a adhéré au REMESS en 2006. Depuis, la dynamique enclenchée lui permet de mobiliser la société civile et lui offre une opportunité de répondre aux besoins en formation et en recherche de partenariat de ses membres.

L'Union des Coopératives Apicoles du Tadla Azilal (UCATAZ) a adhéré au REMESS en 2011. Depuis, ce pôle de Béni Mellal a sollicité le soutien du réseau, son encadrement et ses formations, pour mieux promouvoir les produits des coopératives apicoles de sa région.

Le Réseau Associatif de Développement (RADEP) de Meknès a adhéré au REMESS en 2008, rejoignant ainsi un réseau important qui rayonne au-delà du pays, pour accéder à l'information sur le secteur et participer à des projets nationaux de l'ESS.

Le Réseau d'Espace Civil de Fès (RECF) estime que son adhésion au REMESS en 2011, lui permet de bénéficier de son expertise et de ses formations, qu'il dispense à ses membres.

Le Réseau des Associations de Développement de l'Oriental (RADO) est également membre fondateur du REMESS. C'est un réseau multi-sectoriel très dynamique, qui travaille sur plusieurs priorités : femmes, jeunes, enfants, migration, environnement, finances solidaires, commerce équitable et plaidoyer pour la participation de la population dans les politiques publiques.

Appui de l'Agence Française de Développement et de l'Ambassade de France : un chèque de 10 000 euros pour démarrer le projet pilote de Coopérative de services à domicile

Objets du REMESS

1. développer le commerce équitable.
2. promouvoir la finance solidaire.
3. développer le tourisme durable.
4. soutenir les organismes membres, les mettre à niveau et promouvoir la coordination entre lesdits membres.
5. répandre les valeurs et les principes de l'ESS.
6. encourager la recherche scientifique et la formation dans le domaine de l'ESS.
7. veiller à participer au développement de l'ESS et soutenir le développement durable.

Le Réseau des Associations et Coopératives Locales de Tinghir (RACOLE) a adhéré au REMESS en 2013. Ce pôle œuvre aussi dans plusieurs secteurs d'activité, principalement dans les oasis - pour la production de dattes et le changement climatique - où il mène des actions de sensibilisation pour le développement de cultures permettant de préserver les ressources hydriques.

Le Réseau Initiative de l'Economie Sociale et Solidaire de Goulmime (RIESS) a rejoint le REMESS en 2015. Il regroupe des coopératives actives dans plusieurs domaines, principalement la pêche artisanale où les projets portent sur la fourniture d'équipements aux pêcheurs, le développement de techniques de préservation des ressources halieutiques et l'appui à la commercialisation.

Le Réseau Associatif de développement FERKLA-Tinjdad (RADEF) est membre du REMESS depuis 2015. Ce réseau multi-sectoriel travaille surtout sur les oasis et sur l'appui à la transformation des dattes par des coopératives féminines.

Pour multiplier ses actions sur le terrain, le REMESS s'est appuyé sur son important réseau international en signant plusieurs conventions de partenariat :

- en 2011, un partenariat avec l'Institut Panafricain pour le Développement (IPD), une université privée (présente au Cameroun, au Burkina Faso et en Zambie, avec un siège à Genève), qui a permis au REMESS de renforcer ses relations avec les pays africains et d'ouvrir une antenne de l'IPD à Salé pour ré-

pondre aux besoins des acteurs de l'ESS en développement de compétences, réalisation de projets pilotes et coaching territorial ;

- avec Oxfam Italie, une démarche novatrice par la création de comités de concertation (aujourd'hui, le REMESS a monté 14 entités dans autant d'endroits différents), qui sont des plateformes multi-acteurs facilitant la mise en place de programmes partagés en matière de développement ;

- le REMESS a également initié un projet novateur autour de la corderie, inspiré de l'expérience internationale et basé sur la valeur temps consacré à un service (comme monnaie partageable entre les membres), avec une association créée pour promouvoir ce modèle de développement (l'Association de corderie de Salé, qui compte actuellement 66 membres).

Parmi nos autres projets développés localement au Maroc, citons :

- l'Association Villageoise d'Épargne et de Crédit (AVEC), créée à Oujda et déjà étendue à Meknès et au Tafilalet, qui compte 60 groupements de femmes (20 à 25 femmes chacun) et gère une épargne tournante pour réaliser des Activités Génératrices de Revenus (440 AGR réalisées en 2 ans) ;

- le projet lancé dans le cadre d'un partenariat avec le Ministère de la Jeunesse et des Sports et la Banque Mondiale pour accompagner les jeunes (50 personnes de 7 Régions en ont déjà bénéficié) ;

- le projet MOBNET (Mobilité Networking), d'échange de jeunes entrepreneurs entre Rives Nord et Sud de la Méditerranée (12 sont partis vers le Nord et 8 vers le Sud) ;

- la création de coopératives de femmes pour délivrer des services à domicile (déjà 47 femmes à Salé) ;

- le projet Oxfam Italie pour l'appui institutionnel aux Associations ;

- le projet SwitchMed avec le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) portant sur la formation de 160 entrepreneurs aux métiers verts ;

- le projet NEF (Network Foundation) d'appui à l'entrepreneur avec la Coopération Internationale Américaine qui a déjà accompagné 200 jeunes à la gestion directe de franchises dans la restauration, la distribution et le commerce à Safi et El Jadida ;

- le projet (genre) avec SEFA, organisation italienne d'accompagnement de coopératives féminines ;

- le projet lancé en partenariat avec les collectivités locales pour accompagner les marchands ambulants de Salé regroupés en association, afin de leur trouver des places en conformité avec la réglementation.

M. Salhi Mohamed, Cordonateur du REMESS visitant un stand d'une Coopérative du Sud du Maroc lancée dans la cadre du Projet Genre





M. Ahmed NOUH,
Président de l'Association
Baroual pour le
développement social,
culturel et environnemental

L'Association Baroual pour le développement social, culturel et environnemental a été créée le 11 février 2003 dans le douar de Baroual, situé dans la Commune rurale Balissidal Jbel à 14 km de Nador. Elle compte 9 membres (8 femmes et un homme) et sa mission est de promouvoir la femme et l'enfant rural en les sortant de la précarité et de la marginalisation pour les intégrer dans le développement local. Dès sa création, elle s'est fixé un premier objectif stratégique : lutter contre l'analphabétisme dans le milieu rural.

Pour relever ce défi, ô combien crucial, elle a été entendue par le Ministère de l'Éducation Nationale et l'Agence de Développement Social (ADS) qui, via une convention de partenariat, l'ont aidé à réaliser un Centre socio-éducatif en 2004. Doté d'une salle de cours (40 places), une salle de couture et une garderie d'enfants, ce Centre fut une réussite avant même la création

de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH).

En effet, selon M. Ahmed NOUH, Président de l'Association *«En l'espace de deux années, 500 femmes ont bénéficié de l'appui du centre, 170 filles qui avaient abandonné l'école de ses cours et 300 enfants sont passés par sa garderie»*.

D'ailleurs, c'est fort de ce succès que le Ministère de l'Éducation Nationale a confié à l'Association la mission de multiplier l'expérience dans toutes les Communes rurales de Balissidal Jbel et Balissidal Lota, avec pour objectif de toucher 4 000 personnes. *«Ce qui a été fait sur une durée de deux années, où 38 classes ont été ouvertes dans les deux Communes»*, se réjouit M. NOUH, qui ajoute que *«le taux d'analphabétisme a considérablement reculé dans nos Communes»*.

L'Agence de l'Oriental a activement participé à ce projet à travers un apport financier qui a renforcé l'indemnité allouée aux enseignants des centres.

Ce n'est pas tout, l'Agence a également accompagné l'Association Baroual dans d'autres projets. Car après un diagnostic dans le douar, elle s'est rendu compte que les femmes voulaient gagner de l'argent pour faire face à leurs besoins : elle a donc apporté son appui au lancement de plusieurs Activités Génératrices de Revenus (AGR).

C'est ainsi qu'en 2006, avec l'ADS, 15 femmes ont bénéficié d'un programme d'élevage d'ovins destinés à l'engraissement et à la commercialisation.

En 2009, avec l'INDH, 39 nouvelles bénéficiaires ont investi ce même créneau d'élevage d'ovins.

En 2012-2013, avec l'Agence de l'Oriental, 4 licenciés chômeurs ont été accompagnés par des crédits sans intérêt pour lancer leurs projets.

Dans cet élan de création d'AGR, l'Association Baroual a construit une unité de production de boulangerie et pâtisserie au niveau de son centre socio-éducatif à Balissidal Jbel. Financée par ses moyens propres, cette boulangerie-pâtisserie a par la suite eu l'appui de l'INDH qui a financé l'acquisition et l'installation d'un four rotatif d'un coût de 160 000 Dh. Ensuite, grâce à l'Agence de l'Oriental, qui a financé l'achat des équipements manquants (pétrin, fa-

çonneuse, chariots et plaques), la production a commencé en janvier dernier. Le projet étant ainsi lancé, l'Association a constitué une coopérative gérante (Coopérative Femmes Baroual pour la production de pain de pâtisserie) et lui a officiellement cédé les équipements et le fond de commerce.

Poursuivant son rôle d'encadrement de la Coopérative, l'Association s'est mise



Le personnel de la boulangerie-pâtisserie à l'œuvre

en recherche d'un partenaire (pour l'aider à former le personnel de la boulangerie-pâtisserie à l'amélioration de la qualité des produits) et dans l'achat d'un véhicule (pour faciliter la distribution du pain dans les différents points de vente relais).

Finalement, M. NOUH et son équipe ont trouvé une oreille attentive à la Fondation de France. L'ONG a financé l'achat du véhicule et a dépêché un formateur expert qui a séjourné 3 mois au Centre pour dispenser tous les modules de formation théorique et pratique aux 13 femmes boulangères de la Coopérative.

Aujourd'hui, ces dernières tirent chacune un revenu mensuel de 800 Dh de cette AGR qui connaît un grand succès. Selon M. NOUH, *«sur demande de la Fondation de France, l'Association Baroual est déjà allée présenter son projet à Assous à Tunis. La prochaine destination ce sera Alger. L'objectif de la Fondation est de créer un réseau maghrébin pour l'essaimer et l'idée fait son chemin»*.



M. Driss BOUJOUALA,
Président de la Chambre d'Artisanat
de l'Oriental

Prendre en main les destinées de la Chambre Régionale de l'Artisanat n'a pas fait oublier au Vice-Président du Conseil Régional de l'Oriental qu'il était élu autant qu'acteur, un lien permanent entre options gouvernementales et politiques régionales, entre choix nationaux et spécificités de la Région, porté par ses mandants. Un chemin s'est dégagé, cadré par les Lois et Règlements en vigueur, la Constitution en premier lieu.

La stratégie de la **Chambre d'Artisanat** de l'Oriental dans la **Régionalisation Avancée**

*Le secteur
de l'artisanat
véhicule un
contenu
civilisationnel
et artistique.*

L'avènement de la régionalisation avancée constitue un tournant majeur dans le paysage politique et démocratique du Maroc. En effet, grâce à la volonté Royale et à la large adhésion du peuple marocain, cette réforme institutionnelle et territoriale a débouché sur un nouveau découpage territorial où le Maroc compte désormais douze Régions.

Suite à cette réforme stratégique, la Région de l'Oriental est maintenant composée d'une Préfecture et de sept Provinces (les Provinces de Berkane, Driouch, Figuig, Guercef, Jerada, Nador, Taourirt et la Préfecture de Oujda-Angad).

Cette réforme a également été à l'origine de la création de la Chambre d'Artisanat de l'Oriental. Créée en août 2015, elle est constituée de 39 membres. Son organisation administrative comporte une direction et trois services :

- un Service de la Promotion, du Suivi des Infrastructures et de la Formation ;
- un Service de la Revitalisation, des Affaires des Artisans et des Organismes Professionnels ;
- un Service Administratif, Financier et des Affaires juridiques.

Cette réforme a, par ailleurs, offert aux

Chambres d'Artisanat en général et à celle de l'Oriental en particulier, des champs et des prérogatives plus larges pour la gestion des affaires des artisans relevant de leurs territoires respectifs. C'est ainsi qu'en plus de la représentation des artisans, le rôle de la Chambre de l'Artisanat de l'Oriental porte sur l'orientation, l'accompagnement et la mise en place de programmes promotionnels au profit des artisans, qu'il s'agisse de mono-artisans, d'entreprises naissantes ou de Coopératives.

La Chambre leur apporte son soutien à toutes les étapes de leur existence, à travers une aide à la création, l'organisation de cycles de formation, et en créant des espaces de commercialisation de leurs produits, visant à relever leurs niveaux socio-économiques et à faire d'eux une catégorie active capable de contribuer au développement de la Région.

Ces actions sont rendues possibles :

- d'une part, grâce à la dynamique créée par l'Initiative Royale pour le Développement de la Région de l'Oriental, dont l'objectif est de stimuler l'investissement et l'emploi et de favoriser la création de petites et moyennes entreprises par les jeunes entrepreneurs ;

- d'autre part, à l'engagement soutenu du gouvernement, à qui l'on doit la création d'un pôle de développement régional - le «Pôle Méditerranée Est» - ainsi que la mise en place de l'Agence pour la promotion et le développement économique et social de la Préfecture et des Provinces de la Région orientale du Royaume (dite Agence de l'Oriental).

Ces actions sont, d'autre part, facilitées grâce au partenariat noué entre la Chambre d'Artisanat de l'Oriental et sa tutelle, le Ministère de l'Artisanat et de l'Economie Sociale et Solidaire, axé sur une approche stratégique de développement du secteur de l'artisanat dans la Région. Les deux partenaires ont organisé des réunions de travail avec toutes les Communes des sept Provinces de l'Oriental, pour les sensibiliser sur la nouvelle stratégie régionale de développement du secteur de l'artisanat, réunions au cours desquelles la Chambre a signé des conventions avec chacune de ces Communes dont le personnel a suivi des sessions de formation pour s'approprier le contenu de la stratégie.

Pour diffuser sa nouvelle stratégie à une plus grande échelle, la Chambre d'Artisanat de l'Oriental a organisé dernièrement, en partenariat avec le Ministère de l'Artisanat et de l'Economie Sociale et Solidaire et en coopération avec la Fédération des Chambres d'Artisanat, sous la direction de son Président M. Driss BOUJOUALA (également premier Vice-Président de la Fédération des Chambres d'Artisanat), une rencontre nationale au niveau de la ville d'Oujda sur : «La Chambre d'Artisanat dans le cadre de la régionalisation avancée : comment s'insérer de manière efficace et productive dans le système de la régionalisation avancée ?». Madame Fatima MAROUANE, Ministre de l'Artisanat et de l'Economie Sociale et Solidaire, M. Mohamed MHIDIA, Wali de la Région de l'Oriental, M. CHEGUAF, Président de la Fédération des Chambres d'Artisanat, ainsi qu'un représentant du Conseil Régional de l'Oriental, ont suivi cette manifestation et y ont activement participé.

En parallèle à cette rencontre, la Chambre a organisé des ateliers réservés aux artisans sous la direction de professeurs et spécialistes. L'objectif était précisément de parvenir à des recommandations concernant le développement socioéconomique du secteur de l'artisanat, notamment en matière d'encouragement, d'encadrement et d'appui aux artisans pour préserver la diver-



M. BOUJOUALA devant le chapiteau du Salon Régional de l'Artisanat à Oujda

sité de leurs savoir-faire, protéger le patrimoine culturel et historique et promouvoir la qualité des produits de l'artisanat de la Région de l'Oriental.

En effet, le secteur de l'artisanat est un secteur dynamique et porteur pour notre économie. Outre la place importante qu'il occupe dans le tissu économique national, il a la particularité de véhiculer un contenu civilisationnel et artistique propre à notre pays. La nouvelle stratégie nationale de développement de l'artisanat vise à répondre à un double objectif :

- d'une part, adopter une politique volontariste pour créer suffisamment de nouveaux emplois ;
- d'autre part, constituer une illustration du nouveau rôle de l'administration, qui doit passer d'une administration de gestion à une administration de développement.

Le stand de l'une des exposantes, spécialisée dans la couture





M. Issam Eddine SELLIKA,
Chargé de Projets du Programme DÉLIO
Agence de l'Oriental

L'auteur est ingénieur agronome et son souci des produits alimentaires issus des terroirs est donc tout aussi naturel qu'empreint de compétences. Tous les efforts du secteur convergent vers les fourches caudines de l'ONSSA, sécurité du consommateur et graal du producteur qui entend commercialiser sa production. Le soutien public aide à franchir cette étape.

Le Programme DÉLIO en cohérence et synergie avec le Plan Maroc Vert

Le Programme de Développement Local Intégré de l'Oriental (DÉLIO) agit dans sa zone d'intervention selon quatre axes, dont celui du développement des filières agricoles organisées selon les principes de l'Économie Sociale et Solidaire. Aligné avec la stratégie nationale agricole, le Plan Maroc Vert (PMV), le Programme DÉLIO opte pour des actions qui lui sont complémentaires.

Ainsi ont été réalisés deux systèmes d'irrigation collective à pompage solaire au profit de deux Associations de producteurs. Le premier, à Berkane, a permis une meilleure rentabilité et la valorisation du néflier, produit du terroir, ainsi que la disparition des coûts de pompage. Le second, à Figuig, en plus de l'annulation des coûts de pompage, a permis à 42 jeunes de déverrouiller 42 hectares de terres collectives et de démarrer une production de palmiers dattiers. Par ailleurs, pour le secteur coopératif, trois Coopératives ont déjà bénéficié du réaménagement de leurs unités de production et d'équipements nécessaires.

Avec le PMV et l'ONSSA

Outre les objectifs d'accroître les productions et d'améliorer les revenus des ruraux, le PMV entend aussi élever la qualité des produits agricoles, garantir la sécurité sani-

taire des produits alimentaires, accroître la compétitivité et consolider la confiance du consommateur. Ces missions sont notamment confiées à l'Office National de Sécurité Sanitaire des produits Alimentaires (ONSSA), qui porte la Loi 28-07 obligeant les unités de transformation à obtenir une autorisation sanitaire pour la mise en marché de leurs produits. Cette Loi édicte les principes généraux de sécurité sanitaire des produits alimentaires. Elle fixe les conditions dans lesquelles les produits primaires, les produits alimentaires et aliments pour animaux, doivent être manipulés, traités, transformés, emballés, conditionnés, transportés, entreposés, distribués, exposés à la vente et exportés, pour être qualifiés de produits sûrs, qu'ils soient frais ou transformés et quels que soient les procédés et systèmes de conservation, transformation et fabrication utilisés. La Loi stipule que la mise sur le marché de produits sûrs est conditionnée par des prescriptions générales, notamment : les règles d'hygiène, de salubrité, d'utilisation des produits de nettoyage et désinfection, les seuils de contamination admissibles. Sans oublier les obligations d'information du consommateur, notamment par l'étiquetage.

Jusqu'à 2015, 69 autorisations et agréments sanitaires ont été délivrés (unités agro-industrielles, entreprises et Coopératives cumu-





M. Youssef AÏSSA,
Vice-Président de la
Coopérative Alkousour
des dattes et ses dérivés

La Coopérative Alkousour a été créée en 2012 à Lamragoub, Route d'El Arja, dans le Cercle de Figuig. Composée de 19 membres (12 femmes et 7 hommes), elle est spécialisée dans la production, le conditionnement et la transformation de dattes de différentes variétés : Aziza, Majhoul, Assian, Boufagous, Boufagous gharas et khalt.

Selon son Vice-Président, M. Youssef AÏSSA *«la Coopérative n'est pas encore tout à fait opérationnelle, surtout pour son activité de valorisation des dattes. L'unité de transformation n'est pas encore entrée en service. Et il n'est pas question pour nous de démarrer l'activité tant que nous n'avons pas reçu les agréments de l'ONSSA»*.

En 2014, la Coopérative a bénéficié de l'appui du Programme DÉLIO qui lui a financé, à hauteur de 2,5 millions de Dh, la construction et l'équipement d'une unité industrielle de transformation des dattes en sirop, confiture, pâte et décaféiné avec les noyaux. Actuellement, ce projet, qui a porté sur la construction d'un édifice et l'achat de machines (trieuse, dénoyauteur, cuiseur, stérilisateur, bouchonneuse, chambre froide d'une capacité de 4 tonnes, four, balance, transpalette et caissons), attend l'agrément de l'ONSSA de Bouarfa. La Coopérative y a introduit une demande avec le concours des experts de l'Agence de l'Oriental, qui assure l'assistance technique précisément pour obtenir l'agrément des produits selon les normes d'hygiène alimentaire en vigueur.

«Le dossier a été retourné à l'Agence de l'Oriental qui, en accord avec les membres du bureau de la Coopérative, a répondu à toutes les remarques des experts de l'ONSSA, par la mise en conformité des termes de référence et quelques modifications au niveau de l'unité», explique M. AÏSSA, qui ajoute : «désormais, la balle est dans le camp de l'ONSSA. Nous n'attendons qu'elle pour démarrer».

L'unité aura une capacité de production de 3 tonnes de pâtes et 2 000 litres de sirop et confiture. Pour la faire tourner, la Coopérative compte embaucher 5 à 6 techniciens spécialisés de l'Ecole nationale des dattes et dérivés de Figuig. Pour cela, elle va signer prochainement une convention avec le Centre de formation professionnelle de Figuig.

Pour la distribution, la Coopérative mise sur l'accompagnement pour acheter un camion frigorifique qui lui facilitera l'acheminement des produits car elle compte un important réseau de clients. Selon les prévisions du bureau de la Coopérative, l'unité permettra de générer annuellement 2 millions de Dh, ce qui doublera le chiffre d'affaires de la Coopérative dès son entrée en service. En attendant, la Coopérative Alkousour vit de la seule vente de sa production de dattes fraîches, qui avoisine les 100 tonnes, écoulées notamment à l'approche des pics de consommation, comme le mois de Ramadan.

Selon M. AÏSSA : *«L'activité de production de dattes fraîches a aussi besoin d'être accompagnée. Actuellement, nous n'avons pas de chambre froide de stockage. On aimerait trouver un bailleur de fonds pour nous financer l'achat d'un autre frigo d'une capacité de 50, voire 100 tonnes»*.

A moyen terme, pour tourner à plein régime, la Coopérative entend solliciter l'appui de l'Agence de l'Oriental en général et du Programme DÉLIO en particulier pour :

- améliorer sa production de dattes qui passe par la fumigation tous azimuts, une technique chimique d'éradication du parasite pival qui endommage la qualité des dattes ;
- améliorer le packaging de ses produits ;
- participer plus fréquemment aux salons et foires organisés aux niveaux national et international pour faire davantage connaître ses produits.

lées), sur 88 unités recensées par l'Office dans le secteur végétal de l'Oriental.

Obtenir ces agréments passe par le respect strict des conditions instituées par la Loi et son décret d'application. Beaucoup de Coopératives ne disposent pas des moyens financiers et humains pour suivre une telle procédure, car elle nécessite des investissements très importants pour elles : souvent le réaménagement de leurs locaux, le changement de leurs équipements, voire parfois la construction de nouveaux locaux. Les procédures administratives pour obtenir ces agréments sont aussi très lourdes. Elles nécessitent des formations en gestion ainsi que sur les normes de qualité et règles d'hygiène pour les adhérents des Coopératives.

Dans ces circonstances, le Programme DÉLIO peut intervenir, en référence à son plan

de travail intitulé Produit Spécifique N4 visant la valorisation des filières des produits locaux.

Des projets à valeur d'exemple

Pour débiter, DÉLIO a lancé un projet pilote au profit de trois Coopératives (Al-Kousour des dattes et dérivés à Figuig, Al Wifak de trituration d'huile d'olive sur la Commune rurale de Tafoughalt et le Groupement d'Intérêt Economique Miel de l'Oriental sur la Commune rurale de Rislane). Les actions ont porté sur le renforcement des capacités, l'aménagement et l'équipement. Ces Coopératives ont bénéficié d'abord d'un diagnostic pour définir les besoins de mise à niveau des infrastructures et des compétences, puis des réaménagements



et des formations nécessaires. Des guides de bonnes pratiques pour chaque cas et les formulaires nécessaires au dépôt du dossier ont été élaborés.

La maîtrise d'un processus de production pour un aliment conforme à certaines conditions de sécurité sanitaire et alimentaire (enregistrées pour dépôt) donnera aux producteurs les moyens de maîtriser les coûts, les expliquer et les corriger, et de définir le manque à gagner en limitant les pertes et en optant pour le triage.

Ces agréments favorisent les circuits courts de commercialisation, plus lucratifs pour l'ESS et moins coûteux pour les consommateurs,

l'étiquetage et la traçabilité pour rassurer le consommateur toujours plus soucieux de la sécurité des aliments et de leur provenance. Cette action permet de :

- renforcer le lien entre producteur et consommateur ;
- participer aux foires internationales ;
- rendre aux producteurs «la fierté de leur métier» et d'être reconnus et valorisés ;
- donc, d'attirer de nouveaux installés ou, mieux encore, d'encourager les enfants d'agriculteurs à continuer les exploitations ;
- d'intégrer les retours des consommateurs et ainsi d'améliorer la qualité et les pratiques ;
- d'éduquer au goût et à l'environnement.

TÉMOIGNAGE



Mme Fatima BEZZA,
Présidente de la
Coopérative
Otchou de Figuig

La Coopérative Otchou a été créée à fin 2012 au Ksar Ouled Slimane dans la Province de Figuig. Elle compte 7 membres, tous issus de l'Association pour le Développement de l'Oasis de Figuig (APDOF). Pourquoi quitter l'APDOF pour créer une Coopérative ? Mme Fatima BEZZA, Présidente fondatrice de la Coopérative, répond : «Nous sommes un groupe qui a travaillé sur le projet de création de la Coopérative Otchou depuis 2009. Notre principale motivation était d'aller vers une activité génératrice de revenus pour subvenir à nos besoins, ce que l'Association APDOF ne nous permettait pas de faire en raison de son statut d'association à but non lucratif. Partant, nous avons décidé d'investir le créneau du couscous que nous connaissions un peu à travers l'APDOF».

Fortes de l'expérience tirée de l'Association, l'objectif de Mme BEZZA et ses camarades était clair : mettre en place un dispositif pour répondre à toute commande de tous types de couscous et pâtes alimentaires dans la Province de Figuig et au Ksar Ouled Slimane en particulier.

«Nos pics de commandes sont le mois de Ramadan, la fête de Mawlid Nabaoui et d'autres organisées dans le Ksar. A ces occasions, nous faisons appel à des saisonniers pour nous aider», note Mme BEZZA, qui ajoute : «Globalement, la Coopérative fait vivre à temps plein une trentaine de personnes, sans oublier les saisonniers qui occupent une partie non négligeable de leur temps chez nous».

Dans le cadre du Programme de réparation communautaire financé par l'Union Européenne et l'ONG Africa'70, la Coopérative Otchou a bénéficié de la rénovation et de l'équipement de son local en 2013 : «À cette occasion, nous avons rencontré l'Agence de l'Oriental qui nous a par la suite accompagné dans des formations», explique la Présidente. Les membres de la Coopérative Otchou ont aussi bénéficié de formations qu'elles ont elles-mêmes payées et d'autres grâce aux Coopératives voisines. Ces formations, en moyenne 3 à 4 sessions par an, ont porté sur plusieurs thèmes dont :

- la création, le fonctionnement et la gestion des Coopératives et Associations ;
- les techniques de création de nouveaux produits à partir du couscous.

Depuis sa création, la Coopérative Otchou dégage une moyenne de 30 000 Dh de chiffre d'affaires annuel. «Les deux tiers couvrent les achats de matières premières, les indemnités allouées aux membres et aux saisonniers et quelques charges fixes d'entretien de notre lieu de travail ; 4 000 Dh sont versés à l'Office de Développement des Coopératives au titre du remboursement des frais de constitution et d'équipement initial et à l'Association qui nous aide à bénéficier des appuis venant de l'Etat. Vous voyez qu'il ne nous reste au final que 6 000 Dh dans notre caisse pour toute une année», se désole la Présidente.

Actuellement, face à la concurrence de trois autres entités dans l'Oasis de Figuig, la Coopérative Otchou souffre de problèmes de financement pour acheter la matière première. S'y ajoute un problème de commercialisation des produits sur lesquels d'importants efforts d'élaboration et de packaging ont pourtant été déployés. Mme BEZZA et ses camarades ont trouvé la parade : les ventes peuvent facilement être développées en participant au maximum de salons dédiés où les stands sont gracieusement offerts. «Mais pour cela, il nous faut un moulin pour produire en grande quantité, mais également un moyen de transport pour faciliter les déplacements de nos produits dans les zones d'exposition et de vente», explique la Présidente.



Dr. El Kébir HANNOU,
Directeur du Développement Local
Agence de l'Oriental

Docteur en Aménagement et Développement, l'auteur n'a jamais changé de préoccupation et sans cesse enrichi son expérience. D'abord homme de réflexion et de dossiers auprès des Départements ministériels concernés ou de l'INDH, il est depuis une décennie sur le terrain régional de l'Oriental où il met en œuvre ses convictions et son savoir-faire.

Développement local et promotion des territoires

Cas de l'Oriental Marocain

Le développement local est un processus de transformation et d'enrichissement des activités socio-économiques des territoires, avec mobilisation des ressources matérielles et immatérielles. Pour l'Oriental Marocain, l'Initiative Royale, énoncée par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, à Oujda, le 18 mars 2003, a constitué le fer de lance du développement des différents territoires de la Région.

Dans le sillage de cette Initiative, l'Agence de l'Oriental a été créée pour accompagner les collectivités territoriales, les entreprises, et un large éventail de la population dans un esprit d'inclusion sociale.

Les actions de proximité et l'amélioration des conditions de vie des populations

1- Une démarche participative et concertée

Pour élaborer son plan d'action et le faire évoluer, l'Agence a organisé dès sa création des ateliers et des caravanes de communication et de proximité à travers de nombreuses localités urbaines et rurales de la Région. Il s'agit d'abord d'écouter les attentes des citoyens, de débattre ensuite avec les élus, les autorités locales et les responsables des administrations décentralisées, les axes de sa stratégie d'intervention ainsi que les meilleures voies pour soutenir les projets.

2- Les Activités Génératrices de Revenus et de Développement (AGRD), nouveau levier pour améliorer les revenus des populations démunies

Afin d'encourager l'auto-emploi des jeunes et des femmes, l'Agence a veillé non seulement à l'appui financier des AGRD, mais aussi à sensibiliser les porteurs de projets, par des sessions de renforcement des capacités, aux techniques d'emballage, stockage, conditionnement, design, récolte préservant l'environnement... Elle a également accordé un grand intérêt aux activités innovantes pour la Région, comme l'extraction des huiles essentielles des plantes aromatiques et médicinales, le développement des gîtes ruraux, le recyclage des produits usés, etc.

Pour le suivi permanent des activités financées, l'Agence a développé des partenariats avec des Associations relais aux échelles intercommunale et provinciale et avec des Associations locales (incubatrices) prenant en charge l'encadrement des porteurs de projets et leur financement en mode revolving. Ces Associations constituent un véritable prolongement territorial de proximité de l'Agence, notamment dans les localités les plus éloignées : zones frontalières, montagnes, hauts plateaux... À ce jour, ces Associations ont encadré plus de 4 000 bénéficiaires, dont 43% de femmes.

Alphabétisation
fonctionnelle
à Figuig



*L'Agence a
lancé une
démarche
innovante dans
laquelle le
territoire
devient la cible
de l'action
publique,
l'acteur central
étant désormais
l'entreprise.*

A l'appel du Conseil Régional et de l'Agence de l'Oriental, la société civile régionale est venue en force pour promouvoir ses réalisations

Le financement peut atteindre 50% du coût global et le remboursement, sans intérêt, bénéficie d'une période de grâce allant jusqu'à 12 mois selon la nature du projet, et s'effectue entre 6 et 36 mois.

De même, l'Agence a également conclu un partenariat avec la Fondation Attawfiq Micro-Finance pour co-financer les porteurs de projets sensibles aux activités prioritaires de l'Agence de l'Oriental. La contribution de l'Agence atteint 40% du total du besoin de financement, remboursable sans intérêt, et ce après la liquidation de la quote-part de la Fondation. Cette opération a connu un grand succès ; elle a permis de financer à ce jour 1 128 porteurs de projets.

Pour conduire une nouvelle conception du développement, l'Agence a lancé une démarche innovante, dans laquelle le territoire devient la cible de l'action publique, l'acteur central étant désormais l'entreprise et les opérateurs économiques. Cette opération a démarré à Bouârfa avec l'organisation d'une trentaine de menuisiers, en réseau. Le but est de partager ou mutualiser des actions de mise en commun des compétences, des moyens, des actions commerciales, de formation ou d'innovation. L'Agence a mis du matériel à la disposition de ce réseau, assuré son encadrement et facilité les relations avec d'autres partenaires pour la mise en place d'un noyau de Cluster du Bois dans cette Province.

tutions onusiennes basées au Maroc (PNUD, ONUDI, UNICEF) pour apporter le soutien nécessaire aux Coopératives et Associations œuvrant dans ce domaine. L'objectif est de labelliser et valoriser ces produits, d'utiliser des emballages modernes et capables d'affronter une concurrence rude, nationale et internationale.

L'Agence participe également à la structuration et au renforcement du secteur de l'artisanat en construisant des complexes dans les différentes Provinces de l'Oriental. Le but est de promouvoir et valoriser les produits artisanaux locaux, de structurer des réseaux de Coopératives, et d'améliorer les possibilités d'insertion des jeunes dans le monde du travail. A cet effet, pour renforcer son effet de levier, l'Agence a tissé des partenariats avec des organismes nationaux et internationaux. Ainsi, le partenariat avec la Région italienne Lombardie et l'ONG (COOPI) a mobilisé 18 MDh de la coopération italienne et 3 MDh du budget de l'Agence pour développer ce secteur dans les Provinces de Nador et Driouch.

Par ailleurs, malgré les efforts déployés dans le secteur de l'artisanat et à l'instar de beaucoup d'autres Régions du Royaume, la commercialisation reste un grand problème qui freine l'amélioration des conditions des populations. L'Agence ne ménage donc aucun effort pour contribuer à l'organisation des Salons de l'Économie Sociale et Solidaire aux échelles régionale et nationale. L'objectif escompté est triple :

- commercialiser les produits exposés par les Coopératives de l'Oriental ;
- faire connaître les produits des terroirs de la Région ;
- s'enquérir aussi des expériences des autres Régions dans ce domaine.

3- L'appui des équipements sociaux de base

Le sous-équipement des quartiers périphériques - voire l'absence de certains services de base dans des Communes rurales - a poussé l'Agence de l'Oriental à inscrire ce volet parmi ses priorités. Elle intervient directement auprès des Associations mais aussi en partenariat avec des collectivités territoriales, l'INDH, la Fondation Mohammed V pour la Solidarité, les administrations décentralisées, pour la réalisation des équipements sociaux de base.

Consciente des apports de tous en tant que participants et acteurs du développement territorial et convaincue de l'importance d'un développement sensible au genre,



Pour la valorisation de certains produits de terroir (miel, dattes, huile d'olive...), l'Agence a développé des partenariats avec des insti-

L'Agence a entrepris différentes actions de proximité ayant un fort impact sur les femmes, les hommes, les filles, les garçons, les personnes à mobilité réduite et les personnes âgées, parmi lesquelles :

- la réalisation de «Dar Al Oumouma» à Talsinnt, Aïn-Bni-Mathar et Debdou (photos ci-contre) ;
- la mise en place de crèches dans les différentes Provinces ;
- la construction des écoles «medersa.com» à Figuig et Beni Chiker ;
- l'équipement de Dar taliba à Oujda, Ben Tayeb, Melg El Ouidane... ;
- l'équipement d'un Centre de formation professionnelle au sein de la Maison carcérale de Bouârfâ ;
- la réalisation du premier terrain de sport de proximité dans l'Oriental, au Ksar Hemam Foukani à Figuig, et l'équipement des clubs de rugby à Beni Drar et Kariat Arekmane ;
- la construction de maisons des personnes âgées à Oujda et Berkane ;
- la formation de personnes handicapées mentales à Berkane et Oujda ;
- l'appui à la lutte contre l'analphabétisme et l'abandon scolaire ;
- la distribution des kits solaires pour les nomades de Mâatarka et Bni Guil.

Guidée depuis sa création par l'Initiative Royale pour le Développement de l'Oriental et fidèle aux principes de l'INDH, l'Agence de l'Oriental a contribué au renforcement de la participation des habitants au développement de leurs territoires, à la valorisation des systèmes productifs localisés et à l'ancrage d'une gouvernance territoriale sensible au genre, prenant en compte les spécificités et les besoins des populations démunies, en installant les conditions d'un meilleur bien-être.

L'Agence a encadré les champs d'activités des Associations et des Coopératives pour qu'elles gagnent en efficacité, efficience, pertinence, économie et durabilité de leurs produits de terroir. Elle a sensibilisé les populations à la préservation de l'environnement, aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique. De même, elle a soutenu et encouragé les bonnes initiatives des jeunes diplômés en recherche d'emploi, en installant un climat favorable à la créativité, l'entrepreneuriat, et le travail.

Malgré tous les efforts déployés, la Région de l'Oriental demeure dans le besoin de nouvelles actions et initiatives susceptibles de relancer son décollage économique et social pour pouvoir rivaliser avec les grandes Régions méditerranéennes.



Dar Al Oumouma de Aïn-Bni-Mathar, Province de Jerada



Dar Al Oumouma de Talsinnt, Province de Figuig



Dar Al Oumouma de Debdou, Province de Taourirt



Mme Saida MAHIR,
Directrice de la Coopération Internationale
à l'Agence de l'Oriental

Toutes les analyses convergent, au Maroc ou ailleurs : les femmes sont des vecteurs de développement des territoires et leur trop faible représentation coûte en points de P.I.B. L'efficacité économique et sociale de l'Agence de l'Oriental passe aussi par l'entrepreneuriat féminin, voire familial, dont il faut donc soutenir le développement dans la logique des programmes «genre».

Initiative nouvelle en faveur des artisanes et des jeunes

Le projet est porté par le Réseau des femmes artisanes du Maroc / Réfam Dar Maalma. Il s'agit de soutenir la commercialisation des produits de ces femmes par des entreprises à créer par les jeunes issus de l'entourage familiale de l'artisane. Ce projet prolonge le partenariat établi en 2009 entre l'Agence de l'Oriental et le Réseau Réfam, avec la mobilisation d'un nouveau partenaire : la Fondation de France.

De fait, les artisanes du Maroc souffrent d'un réel problème de commercialisation de leurs produits. Elles sont exploitées par des intermédiaires et, malgré la richesse de leur

production, elles gagnent très peu eu égard aux efforts fournis et aux articles qu'elles réalisent. Les plus défavorisées reconduisent le cycle de la pauvreté vers leurs enfants, avec toutes les conséquences qui en découlent : misère, chômage, sous-éducation...

Par ailleurs, de nombreux jeunes (des enfants de ces artisanes ou de leur famille parfois) éprouvent un désintérêt pour cette richesse nationale. Certains sont en situation de chômage. D'où l'idée du Réfam, dans le cadre du projet «Dar Maalma», d'élaborer un nouveau concept qui ferait le lien entre ces deux composantes. Selon M. Abdelkrim AOUAD, Président fondateur du Réfam Dar Maalma : «le projet "Les jeunes leaders d'entreprises", sensibilise les jeunes et les encadre afin qu'ils portent de l'intérêt à la production des femmes artisanes en tant qu'outil économique».

Le projet a été lancé le 29 décembre 2015 dans la Commune de Beni Tajjit (Province de Figuig) par un premier cycle de formation, suivi d'un second dans d'autres villes du Royaume.

Atelier 1 : formation à l'entrepreneuriat

Cet atelier était orienté sur quatre questions :

- en quoi consiste la création d'entreprise, les différentes formes juridiques ?
- comment effectuer une étude de marché ?
- financement et procédure de création ?
- nouveau statut d'auto-entrepreneur ?

Les produits de terroirs
(ici Beni Tajjit) affichent
une dynamique exemplaire



Résultats immédiats :

- prise de conscience que le patrimoine régional peut faire objet de promotion et constituer un sujet de création d'entreprise ;
- élaboration d'un premier recensement du potentiel de la Région de l'Oriental en matière de capital immatériel et d'artisanat ;
- plusieurs secteurs mis en exergue (tapis et tissage, prêt-à-porter - surtout la tenue de l'Oriental, dite blouza oujdia - art culinaire et tourisme écologique).

Sur ces bases, plusieurs idées de projets :

- réaliser des unités de tourisme solidaire dans les territoires de l'Oriental, entièrement équipées par les produits de l'artisanat local ;
- créer une centrale d'achat-vente pour équiper les centres du tourisme solidaire ;
- produire des plats de la cuisine régionale de l'Oriental, distribués entre autres au niveau des unités touristiques ;
- créer un site marchand pour la blouza ;
- créer une agence publicitaire spécialisée dans la promotion des produits artisanaux et services proposés par l'Oriental, notamment pour les centres de tourisme solidaire.

La seconde partie de l'atelier consistait en un jeu de simulation. Les participants ont constitué 5 groupes et chaque groupe a développé un projet, qu'il a ensuite présenté et défendu.

Cet atelier se poursuit via Internet et une seconde session est prévue à Marrakech.

Atelier 2 : dynamique de groupe, développement personnel, technique de communication et PNL

Résultats immédiats

Les participants sont fiers de leur appartenance à la Région de l'Oriental. Ambitieux, ils ont manifesté un grand intérêt pour ces formations dédiées à les outiller afin de créer des unités de commercialisation : boutique, site web, foire, etc. Elles seront aussi très utiles pour renforcer les relations interpersonnelles et optimiser la production de leur activité.

Des séances d'évaluation ont suivi les cycles de formation et, devant la sincérité et la pertinence des participants, un atelier d'expression écrite a permis aux jeunes de rédiger leurs témoignages ; il en sera tiré un livre à éditer à la fin de ce programme.

En marge, des visites ont été rendues à des ONG actives à Casablanca, notamment : Théâtre Nomade, le Bibliobus et la Fabrique Artistique des anciens abattoirs de Casablanca. L'objet était de montrer que la force de la créativité permet, avec peu de choses de réaliser des projets intéressants avec un impact fort sur les bénéficiaires.

Les jeunes ont dialogué avec les dirigeants de ces ONG pour étudier la faisabilité de projets à réaliser en commun.

Premières conclusions

Des jeunes talentueux, mais déficients en termes de communication, en manque de confiance et peu aptes à gérer le travail en groupe peuvent renouer avec leurs performances, leur créativité, et améliorer leurs capacités à s'adapter aux groupes, car ils auront à travailler dans des unités de production ou à créer leur propre Coopérative ou entreprise. L'intégration a été favorisée par la présence d'un chanteur et d'une comédienne d'Oujda qui ont créé une ambiance joyeuse et beaucoup dialogué.

La formation a apporté de l'espoir à ces jeunes. Tous sont motivés et veulent conduire un projet de vie. Pour faire déplacer les filles hors de leur ville, un dialogue direct avec leurs parents et l'accompagnement par les artisanes a réglé la question.

Les jeunes maîtrisent mieux les spécificités des produits de l'artisanat. Ils ont compris que l'artisane (mère, sœur, voisine, etc.) possède un réel outil économique, un levier de développement et de création d'entreprise.

Commentaires

Les participants ignoraient que culture et patrimoine pouvaient fonder des projets susceptibles d'assurer leur autonomie, mais aussi participer au développement de leur Région et à la préservation de leur patrimoine identitaire. Ils avaient aussi une vision erronée de l'entrepreneuriat ; ils ont désormais tous l'envie et la volonté d'entreprendre. Le suivi des participants est recommandé jusqu'au terme de leurs projets.

Pour créer une entreprise de promotion et commercialisation de produits des femmes artisanes, deux bénéficiaires sont encadrés par une artisane sur son lieu de travail.



A Casablanca, les participants dans le Bibliobus

Villes représentées

Guercif, Oujda, Bni-Mathar, Jerada, Taourirt, Berkane, Figuig, Nador, Driouch, Guenfouda, Talsinnt, Bouarfa. La priorité a été donnée aux artisanes et aux enfants de leur famille.

Certaines femmes artisanes sont très expérimentées ; des exemples de savoir-faire





M. Abdeslam AMAKHTARI,
Président de l'Association
ASTICUDE, Nador

L'Association Thissaghnasse pour la culture et le développement (ASTICUDE), fondée le 04 avril 1999, vise l'accès inclusif, égalitaire et équitable à la décision politique, économique et culturelle, en contribuant à produire une élite locale à même de relever les défis du développement, conformément à une approche participative, basée sur les droits, sensible au genre et à la diversité culturelle et linguistique, dans la perspective de réaliser la justice sociale, la dignité et la modernité comme piliers du développement. Elle encourage l'inter-culturalité et le dialogue. Pour cela, ASTICUDE a développé une organisation en 3 pôles :

- Genre, Culture et Éducation ;
- Migration et Droits de l'Homme ;
- Gouvernance, Développement territorial et Environnement.

ASTICUDE s'appuie sur ces structures : Assemblée générale, Conseil administratif, Bureau exécutif (7 membres, 5 hommes et 2 femmes) et l'équipe de travail de 7 salarié(e)s (2 hommes et 5 femmes). Les objectifs :

- faire participer les citoyens et les élites locales à l'élaboration, le suivi et l'évaluation des politiques publiques ;
- participer à créer un modèle de développement dédié à l'Homme et à fonder une société moderne ;
- travailler au renforcement des capacités des acteurs ;
- sensibiliser les citoyens aux valeurs citoyennes et soutenir l'alphabétisation et l'éducation non formelle ;
- influencer les politiques publiques vers la justice sociale, l'équité, l'égalité, la démocratie et les droits de l'Homme ;
- participer à créer un environnement culturel diversifié, moderne, ouvert, varié, favorable au dialogue des cultures ;
- contribuer à la protection de l'environnement.

Pour cela, ASTICUDE établit des partenariats diversifiés, à différents niveaux, notamment avec l'Agence de l'Oriental, partenaire privilégié de plusieurs réalisations depuis le premier projet en 2008 («Amélioration des conditions socio-éducatives et sanitaires des habitants des Communes d'Ihaddaden, Oulad Daoud Zkhanine et Beni Chiker, Province de Nador») et l'apport considérable des équipements pour 12 classes des écoles Al Khandak, Beni Chiker Centre, et école El Garma pour un budget de 0,3 MDh.

En 2012, l'Agence a promu la 4^{ème} édition de la Semaine des 2 Rives, à Nador et Driouch, tandis qu'une autre convention portait sur l'insertion de la femme rurale dans l'économie à travers l'élevage ovin et la commercialisation des produits, cofinancé par l'Agence et l'INDH dans le

cadre de la création des AGRD, afin d'améliorer le revenu de 48 familles, d'appuyer l'ESS comme outil d'investissement juste, et de former les femmes bénéficiaires.

En 2014, 4 femmes de Nador ont participé au 1^{er} Salon National des Produits de Terroir à Settat et, à Casablanca, une exposition a été réalisée autour du «Renforcement des capacités et encadrement pour développer les produits locaux et promouvoir leur commercialisation», liant ASTICUDE et l'Agence de l'Oriental. En octobre 2015, 17 artisanes de Nador, Driouch, Berkane, Taourirt et Oujda ont participé à la 4^{ème} édition du Salon National de l'ESS de Casablanca.

Dès 2013, ASTICUDE avait signé une convention annuelle de partenariat avec l'Agence de l'Oriental «Pour le programme des activités culturelles et scientifiques», qui a permis de réussir plusieurs projets présentés ci-après.

• Année 2013 :

- Capitalisation du processus de renforcement de la société civile du Nord Oriental à travers l'intégration du genre ;
- Séminaire international «Accroître le nombre des élues locales, un enjeu pour l'Oriental Marocain» ;
- «Les cultures et mémoires de l'émigration», semaine tenue à Amiens (France), 5^{ème} édition.

• Année 2014

- «Mémoire du lieu, un reflet du développement continue», activités culturelles et artistiques sur la mémoire et l'histoire ;
- Événements culturels des jeunes créatifs pour promouvoir la diversité culturelle et linguistique dans l'Oriental ;
- «Vivre et agir ensemble», 6^{ème} édition de la Semaine des 2 Rives (semaine du Maroc à Amiens) ;
- «La régionalisation démocratique : le droit au développement et les rôles de la société civile», séminaire régional ;
- Capitalisation du processus de renforcement des capacités des institutions publiques et ONG du secteur socio-éducatif pour prévenir la migration clandestine des mineurs ;
- Forum régional «Gouvernance et responsabilités locales, redevabilité publique et évaluation» ;
- Les jeunes, acteurs de la bonne citoyenneté.

• Année 2015

- Appui social des migrants ;
- Renforcement des capacités des jeunes leaders sur les droits des migrants et la communication responsable ;
- Appui à l'État de droit par la participation des femmes et des jeunes au processus politique dans les Provinces de Nador, Driouch, Taourirt et Oujda ;
- «Vivre et agir ensemble», 7^{ème} édition de la Semaine des 2 Rives (semaine du Maroc à Nador et Driouch) ;
- Séminaire régional d'étude sur l'intégration de la diversité linguistique et culturelle dans les collectivités territoriales ;
- Capitalisation du processus de renforcement de la participation politique des femmes ;
- Événements culturels des jeunes créatifs pour la promotion de la diversité culturelle et la valorisation de l'amazigh
- Rencontre nationale sur «Les zones montagneuses et les politiques sociale, financière et fiscale» ;
- Colloque International sur la traduction du culturel ;
- Capitalisation du projet «Pour un Maroc pluriculturel, riche de son patrimoine culturel Africain».

ASTICUDE ne rencontre aucune difficulté à réaliser ses projets, fruits d'études approfondies des besoins de la Région, de la faisabilité de l'action et de la durabilité de l'impact.



Dr. El Hachmi BENTAHAR,
Professeur à l'Université Mohammed 1^{er}
Oujda

Entre l'acteur associatif, l'expert en vie associative et développement humain, membre du Conseil de l'Observatoire National du Développement Humain, et le Professeur, nous avons choisi l'universitaire qui nous entretient des mécanismes de financement par l'Etat des projets sociaux et solidaires.

Les **mécanismes** du financement des projets de l'**ESS**

*Rendre les
organisations
de l'ESS
capables de
lutter contre
la pauvreté,
la précarité
et l'exclusion
sociale.*

La crise mondiale a exigé la révision du modèle économique marocain. Malgré ce processus en cours depuis deux décennies et les efforts déployés, les indicateurs négatifs s'affichent clairement, dont principalement :

- la difficulté à trouver la nécessaire allocation optimale et équilibrée des ressources, surtout envers les jeunes et les femmes ;
- le déficit permanent de création d'emplois pour absorber le chômage structurel ;
- la pauvreté extrême et non éradiquée ;
- l'analphabétisme, qui touche encore plus du tiers de la population ;
- le fléau récurrent de l'abandon scolaire ;
- l'accès non assuré aux services sanitaires ;
- les autres indicateurs relatifs aux catégories défavorisées et marginalisées.

Les difficultés propres à l'Oriental se sont répercutées sur sa population. En réponse, les responsables se devaient de rechercher, au plan régional, des moyens de faire face.

Les recommandations du Conseil de Région, rendues lors de sa session extraordinaire du 21 janvier 2016, affirment avec force la décision de développer l'Economie Sociale et Solidaire (ESS), d'où les questions suivantes :

- l'ESS est-elle capable de constituer un levier du développement régional ?
- peut-elle ouvrir des horizons ?
- est-elle apte à porter l'innovation sociale ?
- peut-elle inclure les catégories exclues ?

L'ESS peut :

- constituer une force de proposition considérable, basée sur les principes de proximité, solidarité et participation ;

- assurer la diversification et la multiplication des solutions face à l'insuffisance sociale ;
- refonder la solidarité intergénérationnelle ;
- constituer une école des valeurs de solidarité, participation et citoyenneté.

Le Conseil de l'Oriental, en organisant un atelier sur l'ESS, entendait donc lui conférer un nouveau rôle : transformer une économie « consumériste » en économie productive basée sur la solidarité et la coopération, susceptible de rendre les organisations de l'ESS capables de lutter contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale.

L'option du Conseil Régional s'avère compatible avec les directives royales aussi bien qu'avec les recommandations du Conseil Economique, Social et Environnemental.

Restent à mesurer les besoins en financement des organisations de l'ESS pour faire face aux projets de développement susceptibles de répondre aux besoins sociaux.

L'ESS dans l'Oriental

Quel est le volume de l'ESS au Maroc ? Jusqu'où miser sur l'ESS et la considérer en tant que levier du développement ?

La réponse suppose de connaître le nombre des Associations, Coopératives et Mutuelles, leur capital, et le nombre d'emplois créés.

Au Maroc, les organisations de l'ESS impliquent différentes catégories sociales et plusieurs domaines. Elles sont devenues, grâce à l'Initiative Nationale de Dévelop-

Au plan international

Selon certaines sources :

- l'ESS produit en France environ 6% du PIB et constitue 20% des 27 000 entreprises qui emploient 50 salariés au plus ;
- aux Pays-Bas, l'Economie Sociale emploie plus de 14.4% de la main d'œuvre.

pement Humain, un partenaire reconnu par l'Etat pour promouvoir le développement et éradiquer la pauvreté et la précarité.

En revanche, leur contribution au développement économique demeure dérisoire et ne dépasse pas 1.6% du PIB et 3.1% de la population active ou environ 50 000 emplois (24 719 en Coopératives et 33 846 dans les Associations, dont 5 582 stables). Le Département de l'ESS prévoit (rapport établi par le Ministère en 2013) que ces indicateurs vont augmenter à l'horizon 2020 pour atteindre 7.5% de la population active, ou 175 000 emplois et une contribution au PIB de 3.9%.

Dans l'Oriental

Le monde associatif et coopératif montre un dynamisme notoire. Nonobstant, des études sérieuses sont nécessaires. Sur 116 836 Associations dans le Royaume en 2014 (plus de 130 000 en 2016), 14 604 travaillent dans l'Oriental, soit 8%. Sur 8 000 Coopératives recensées par le Bureau du Développement de la Coopération au niveau national, l'Oriental en compte 1 073.

Néanmoins, dans l'Oriental, il est impossible d'estimer la contribution de l'ESS à la production et à la création des emplois et donc sa capacité à faire face au fléau de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Tous les acteurs publics (Agence de l'Oriental, Agence du Développement Social, Bureau du Développement de la Coopération, Services du Travail Social des Provinces et Préfectures, Services extérieurs, Conseil Régional et Conseils locaux) établissent des rapports périodiques sur les projets qu'ils soutiennent en partenariat avec les acteurs de la société civile, mais ces rapports sont insuffisants pour évaluer la contribution de l'ESS au développement régional.

Bien que l'ESS occupe le devant de la scène (nationale et régionale) et au sein des médias, cet intérêt n'a pas encore été traduit en cadre légal et institutionnel unissant toutes ces volontés individuelles, collectives et institutionnelles. L'action du Conseil Régional pourrait être une démarche audacieuse à cet égard. En fait, l'ESS souffre d'un ensemble d'insuffisances :

- les initiatives individuelles, collectives et institutionnelles, n'entrent pas dans le cadre d'une vision claire et partagée ;
- l'ESS a besoin d'une structuration spécifique mettant en exergue ses particularités, ses potentialités et ses contributions ;
- l'ESS souffre de l'absence de moyens et d'outils d'accompagnement.
- l'absence de stratégies nationales et locales pour développer l'Economie Sociale.

Que faire ?

Que faire pour promouvoir la performance des acteurs de ce domaine et anéantir l'exclusion sociale et économique des classes touchées par la précarité ?

La solution réside dans l'investissement dans le potentiel existant chez les individus et collectivités, ainsi que dans le renforcement et l'encadrement de ce potentiel en vue d'en faire un levier véritable et efficient de développement local et d'inclusion.

Nous ne croyons ni dans les modèles en prêt-à-porter, ni au profit à retirer des expériences des autres ; les véritables solutions exigent l'implication de tous et la création de l'accumulation nécessaire. Cette approche pourrait être celle du Conseil Régional.

Le financement de l'ESS

La multiplication des Associations et Coopératives à tous les niveaux, si elle exprime une volonté citoyenne de contribuer au développement local, souffre du manque d'accompagnement, car plus le nombre de ces entités augmente, plus les besoins en financement croissent pour répondre aux besoins des projets, ce qui pose plusieurs questions :

- la mise en place de fonds suffisants, d'où la nécessité de connaître les sources de financement ainsi que leur disponibilité réelle ;
- les résultats de cet appui, souvent pluri-annuel, quand il n'a pas atteint ses objectifs, réduit la pauvreté et la précarité ou contribué à créer des activités génératrices de revenus ;
- l'attribution des fonds, parfois ambiguë par absence de mécanismes précis assurant l'équité, la transparence et l'efficacité.

On comprend ainsi l'importance de la question du financement des organisations de l'ESS, qui comporte plusieurs nécessités :

- rationaliser l'emploi de ces fonds ;
- veiller à ce qu'ils contribuent à la création de la richesse et des emplois, et à la lutte contre la pauvreté et la précarité ;
- veiller à ce que la distribution des fonds soit équitable, efficiente et basée sur des règles claires et transparentes.

Ceci suppose :

- une base légale encadrant la subvention publique des organisations de la société civile et définissant la nature du partenariat entre l'Etat et ses organisations (Loi 75-00) ;
- un minimum de coordination entre tous les intervenants de l'ESS, avec plusieurs volets :
 - conditions à satisfaire par les organisations pour bénéficier de fonds publics ;
 - volume de l'appui à chaque bénéficiaire ;
 - procédure pour en bénéficier.



Le «revival» de l'artisanat, l'un des premiers supports de création d'organisations de la société civile pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion

Ceci nécessite une évaluation objective des actions passées, notamment quant à la liquidation des subventions apportées par différents intervenants, selon les principes de coordination, partage de l'information et unification de la vision, en connaissant :

- les montants consacrés à la subvention ;
- les organisations bénéficiaires ;
- les objectifs atteints suscitant la liquidation de la subvention ;
- les mécanismes ayant conduit à distribuer la subvention ;
- les modes de suivi/évaluation des résultats.

Pour cela, il faut déterminer :

- les opportunités de mener cette évaluation et les obstacles qui la compromettent ?
- les données et références disponibles ?
- la méthodologie opportune à suivre ?

Vu les besoins croissants, il faut trouver les solutions propices, ce qui conduit à s'interroger sur la nature des financements disponibles.

Les sources de financement directes

Elles peuvent être limitées aux :

- cotisations d'adhésion à l'association ;
- contributions fixées par la gestionnaire.

Ces ressources étaient, et sont encore, les principaux financements de nombreuses Associations. Des subventions publiques peuvent être accordées aux Associations déclarées, par les administrations ou les établissements publics ou semi-publics, ou par les instances locales et régionales, en vertu de la clause 6 de la Loi n°75-00.

Les contributions du secteur privé sont autorisées par la Loi (clause 6 de la Loi n°75-00), pour des montants non assujettis à l'impôt.

La générosité publique peut être sollicitée d'après la clause 9 de la Loi n°75-00, mais seulement au profit des Associations reconnues d'utilité publique.

La Loi permet l'aide d'Associations étrangères ou d'organismes internationaux, à déclarer auprès du Secrétariat Général du Gouvernement dans un délai d'un mois à compter de la date de perception, sous peine de dissolution de l'Association.

Les sources indirectes

On peut considérer les dépenses non fiscales comme ressources ajoutées à l'actif de l'Association. En fait, le financement des acteurs de la société civile est souvent réduit au financement public malgré la multiplicité des sources. Obtenir d'autres financements nécessite soit de satisfaire certaines conditions, soit une compétence de mobilisation de ces fonds.

Les sources de financement étrangères

Le Maroc est ouvert à la coopération étrangère ; parmi les principaux intervenants, les organismes du **système des Nations Unies : PNUD, UNICEF, Banque Mondiale**, qui ont leur succursale au Maroc et affectent de fortes sommes à la coopération bilatérale avec l'Etat marocain, pour une grande part dédiée aux organisations de la société civile.

L'**Union Européenne** permet aux organisations de la société civile l'accès à plusieurs programmes, tels le fonds «Démocratie et des Droits de l'Homme» ou le programme «Migration et Développement», entre autres.

Beaucoup d'**ambassades** mettent à la disposition un budget supervisé par l'administration marocaine dont les activités dépendent. Des organismes français consacrent des subventions au profit d'organisations de la société civile (par exemple, le Fonds Social pour le Développement, l'AFD) tout comme l'Agence américaine (USAID), l'allemande (GTZ), les coopérations espagnole (AECI), belge, italienne (COOPI), la coopération canadienne (ACDI), japonaise, etc.



Le financement extérieur est souvent difficile car il suppose de satisfaire des conditions souvent jugées inéquitables par des Associations qui ne disposent pas de l'expertise nécessaire. Ce financement pose aussi un problème d'ordre public dû à l'absence d'informations précises, notamment sur les sources, ce qui pose plusieurs questions :

- quels sont les montants concernés ?
 - à quoi sont utilisés ses fonds ?
 - ces subventions étrangères respectent-elles les orientations associatives du Maroc ?
 - jusqu'à quel point les Associations sont-elles immunisées contre toute intervention étrangère ciblant leur indépendance ?
- Beaucoup de questions nécessitent une analyse en profondeur, impossible ici.

Les intervenants nationaux

Plusieurs acteurs financent le développement social, dont les principaux ci-après.

Formation et concertation : à l'exemple des femmes artisanes, les réunions, séminaires, session, et dialogues en assemblées se multiplient dans l'Oriental autour des projets de développement de l'ESS

Chaque **Ministère** a un programme d'action du ressort de ses compétences : le Ministère de l'Enseignement intervient pour lutter contre l'analphabétisme, celui de l'Agriculture appuie le développement de l'agriculture solidaire, le Ministère en charge de l'Economie Sociale intervient dans le domaine social, celui de la Jeunesse et des Sports soutient l'auto-emploi, etc.

Les **Agences** publiques et semi-publiques agissent dans les domaines précis de leurs champs de compétences : l'Agence de Développement Social, l'Agence de l'Oriental, la Coopération nationale, assurent un appui au profit des organisations de l'ESS dans le cadre de programmes spécialisés.

Quelle que soit leur nature, les **collectivités locales** consacrent une partie de leurs ressources à l'appui de l'action sociale sous forme de subventions, selon leurs moyens. Déterminer le mode de distribution et le choix des Associations et des Coopératives bénéficiaires est une charge significative.

On ne peut réduire l'**Initiative Nationale pour le Développement Humain** à son rôle de financeur des projets, alors qu'elle est une philosophie et un choix stratégique pour offrir des solutions efficaces de développement humain au Maroc. Néanmoins, c'est aussi une source de financement que les organisations de la société civile peuvent solliciter suivant un programme déterminé.

En réalité, le financement intérieur et le financement public renvoient à la problématique du partenariat entre l'Etat et la société civile. La nature de cette relation est marquée par une certaine ambiguïté, encore dominante. Malgré l'évolution notoire de la relation de partenariat sur le terrain, celle-ci reste cadrée par la Circulaire n°7/2003 de la Primature. Le partenariat entre la partie gouvernementale et la partie civile a connu une évolution spécifique et un développement accru avec l'INDH.

Ce partenariat reste parfois objet de controverses. Récemment encore, la relation a connu des tensions lorsque la partie gouvernementale a critiqué la gestion des subventions publiques, jugées bénéficier à un petit nombre d'Associations. Celles-ci se sont engagées à établir un rapport annuel, rapport resté lettre morte à ce jour.

La préoccupation du gouvernement tient en deux chiffres : 20% des Associations ont reçu 80% des subventions publiques, qui ont dépassé 2 milliards de Dh en 2014. L'objet, pour la partie gouvernementale, est de

consolider la transparence dans les milieux de la société civile et de mettre fin à la captation des subventions de l'Etat par quelques Associations, qui les recouvrent de plusieurs instances, alors que la grande majorité des Associations ne reçoit aucune subvention.

Pour dépasser les problèmes

Pour éviter ces tensions, il faut expliquer les conditions à satisfaire pour bénéficier des subventions publiques, ainsi que les domaines de priorité. La société civile doit être plus transparente pour répondre aux normes internationales, sans pour autant porter atteinte à son intégrité ni délimiter sa liberté d'entreprendre les initiatives opportunes face à la pauvreté et à la précarité.

La société civile souhaite que l'Etat accomplisse ses engagements internationaux en matière d'aides et reconnaisse le droit de la société civile au financement public. Elle cherche également la transparence dans les formalités et les critères d'aptitude au financement, ainsi que l'observation des règles de gestion des biens publics.

Face aux difficultés de l'économie régionale, des mesures pour bien investir les fonds publics s'imposent, d'une manière assurant l'efficacité et encourageant la création de richesses et d'emplois pour les catégories visées, en évitant la ségrégation, le clientélisme et les considérations politiques lors de l'attribution des subventions. Quelques mesures opportunes :

- adopter une conception claire du partenariat entre l'Etat, représenté par les Ministères, les Services extérieurs, les Agences et les Collectivités locales, sur une base contractuelle prévoyant les droits et obligations des parties contractantes, avec mise en place de conditions et critères à observer lors de l'attribution des subventions ;
- établir un rapport annuel détaillé sur les subventions publiques, avec les montants et les parts de chaque organisme bénéficiaire ;
- fixer des critères sur les conditions pour bénéficier des subventions publiques, qui doivent être préalablement connus de tous ;
- faire participer la société civile aux comités de sélection des bénéficiaires des fonds publics (principe de participation).

Pour les Associations et Coopératives :

- respect des principes de transparence et de gestion démocratique en leur sein ;
- diffusion de rapports annuels aux assemblées générales (copies aux partenaires) ;
- édition de rapports financiers si un seuil de chiffre d'affaires convenu est dépassé.



Bientôt, une foire régionale de l'ESS à l'image du Salon national tenu en 2016 à Casablanca

المتدخلون الوطنيون

يوجد على الصعيد الوطني عدد من المتدخلين في مجال التنمية الاجتماعية يمكن حصرهم في الأصناف التالية :

الوزارات : كل وزارة من الوزارات لها برامج تدخل في نطاق اختصاصاتها كوزارة التعليم التي تتدخل في مجال محو الأمية ووزارة الفلاحة التي تتدخل في مجال الفلاحة التضامنية ووزارة الاقتصاد الاجتماعي التي تتدخل في المجال الاجتماعي ووزارة الشبيبة والرياضة التي تتدخل في مجال التشغيل الذاتي، الخ.



قريبا ينظم المعرض الجهوي للاقتصاد الاجتماعي والتضامني على غرار المعرض الوطني المنعقد سنة 2016 بالدار البيضاء

2014. و يهدف هذا التقرير حسب الجانب الحكومي إلى تقوية الشفافية في أوساط المجتمع المدني والعمل على الحد من احتكار دعم الدولة من طرف بعض الجمعيات التي تحصل عليه من عدة أطراف في حين أن عددا كبيرا من الجمعيات لا تتوصل بأي دعم.

الحلول المقترحة لتجاوز الإشكالات المطروحة

تقديرا لهذا التجاذب بين الحكومة وبين منظمات المجتمع المدني نحن في أمس الحاجة إلى توضيح شروط الاستفادة من الدعم العمومي وتحديد المجالات ذات الأولوية. إن المجتمع المدني في حاجة أكثر إلى النزاهة لكي يستجيب للقواعد الدولية ودون المساس باستقلاليتة أو الحد من حريته إزاء اتخاذ جميع المبادرات التي يراها مناسبة للتصدي للفقر والهشاشة. كما أنه يسعى إلى أن تستجيب الدولة إلى التزاماتها الدولية في مجال تقديم المساعدات الرامية إلى تحقيق التنمية والاعتراف بحقه في التمويل العمومي والدولي، كما يصبو المجتمع المدني إلى تحقيق الشفافية في إجراءات ومعايير الأهلية للتمويل وإلى احترام قواعد تدبير الأموال العمومية.

وفي ظل الأوضاع المتأزمة التي تميز الاقتصاد الجهوي لا بد من اتخاذ التدابير الضرورية أثناء توظيف المال العمومي بشكل يضمن الفعالية ويحفز على خلق الثروة وفرص الشغل لدى مختلف الشرائح الشبابية وعلى تجنب المحسوبية والزيونة والابتعاد عن الحسابات السياسية في توزيع الدعم.

ومن بين هذه التدابير التي نراها ضرورية نجد ما يلي :

- تبني تصور واضح لمفهوم الشراكة بين الدولة المتمثلة في الوزارات والمصالح الخارجية والوكالات والجماعات المحلية وقائم على قاعدة التعاقد الذي ينص على حقوق وواجبات الأطراف المتعاقدة مع وضع الشروط والمعايير الواجب احترامها عند تقديم الدعم ؛

- وضع تقرير سنوي مفصل حول الدعم العمومي يشتمل على المبالغ التي تم توزيعها و الحصص التي استفادت منها كل هيئة من الهيئات ؛

- تحديد مقاييس ومعايير تتعلق بشروط الاستفادة من الدعم العمومي تكون معروفة مسبقا لدى الجميع ؛

- إشراك المجتمع المدني في لجان اختيار المستفيدين من الدعم العمومي عملا بمبدأ التشاركية.

كما أن على الجمعيات والتعاونيات أن تحترم ما يلي :

- مبادئ الشفافية والتسيير الديمقراطي داخل كياناتها ؛
- نشر تقارير سنوية للجموع العامة وتسليم نسخ منها للشركاء ؛

- نشر التقارير المالية عند تجاوز حد أدنى من رقم المعاملات المتفق عليه.

الوكالات : عدد كبير من الوكالات العمومية أو شبه العمومية المعروفة التي استحدثت من أجل التكفل بمجالات محددة كوكالة التنمية الاجتماعية ووكالة تنمية جهة الشرق والتعاون الوطني والتي توفر الدعم المادي والغير والتقني لمنظمات الاقتصاد الاجتماعي في إطار برامج متخصصة.

الجماعات المحلية : تخصص الجماعات المحلية بمختلف أنواعها كذلك جزء من إمكانياتها لدعم العمل الاجتماعي في شكل منح وذلك حسب الإمكانيات المتاحة لديها مما يشكل بالنسبة لها عبئ من حيث كيفية التوزيع واختيار الجمعيات والتعاونيات المستفيدة.

برنامج المبادرة الوطنية للتنمية البشرية : من البديهي أنه لا يمكن اختزال المبادرة الوطنية للتنمية البشرية في دورها كمصدر لتمويل المشاريع من حيث أنها فلسفة و خيار استراتيجي للنهوض بإشكالية التنمية البشرية بالمغرب، إلا أننا في إطار ما نحن بصده لا بد أن ننظر إليها مع ذلك كمصدر تمويل يمكن أن تلجأ إليه منظمات المجتمع المدني وفق برامج محددة.

وفي الحقيقة، إن التمويل الداخلي العمومي على الخصوص يحيلنا على إشكالية الشراكة المبرمة بين الدولة والمجتمع المدني.

وتسود طبيعة العلاقة المبرمة بين الدولة بالمجتمع المدني بعض الغموض الذي لا يزال سائدا، ورغم التطور النوعي لعلاقة الشراكة على أرض الواقع. فهذه الأخيرة تظل مؤطرة بموجب دورية الوزير الأول رقم 2003/7. كما أن الشراكة بين الطرف الحكومي والطرف المدني عرفت تطورا نوعيا وزخما ملحوظا موازاة مع المبادرة الوطنية للتنمية البشرية، غير أن هذه الشراكة لا تزال تشكل موضوع جدل كبير، وقد شهدت هذه العلاقة في الآونة الأخيرة نوعا من التوتر عندما انتقدت الأطراف الحكومية تدبير الدعم العمومي الذي استفاد منه عدد قليل من الجمعيات والتي وعدت بإعداد تقرير سنوي إلا أن هذا الأخير لم يصدر إلى حد اليوم. وما أثار قلق الأطراف الحكومية هو استحواذ 20% من الجمعيات على 80% من الدعم العمومي الذي يتعدى ملياري درهم في سنة

الأمم المتحدة للتنمية وصندوق الأمم المتحدة للطفولة والبنك العالمي وكل هذه الهيئات لها فروع في المغرب وتخصص مبالغ مهمة للتعاون الثنائي مع الدولة المغربية يذهب معظمها إلى منظمات المجتمع المدني.

الاتحاد الأوروبي : يسمح الاتحاد الأوروبي بالنسبة لمنظمات المجتمع المدني من الاستفادة من العديد من البرامج كصندوق «الديمقراطية و حقوق الإنسان» او برنامج «هجرة و تنمية» الخ....

السفارات : يضع عدد من السفارات الأجنبية، رهن إشارة الجمعيات و التعاونيات، برامج تشرف على إدارتها مؤسسات تابعة لها.

فعلى سبيل المثال، نجد مؤسسات فرنسية توفر دعم لمنظمات المجتمع المدني كالصندوق الاجتماعي للتنمية (و نفس الشيء بالنسبة لوكالة التعاون الأمريكي (USAID) والألماني (GIZ) والتعاون الإسباني (AECI) والتعاون البلجيكي والإيطالي (COOPI) والتعاون الكندي (ACDI) والتعاون الياباني، الخ.

وهذا يتطلب تقييما موضوعيا للأنشطة الماضية وبالخصوص لتلك المتعلقة بتصفية المساعدات التي يقدمها مختلف المتدخلون وذلك استنادا إلى مبادئ التنسيق واقتسام المعلومات وتوحيد الرؤى عبر الاطلاع على ما يلي :

- المبالغ المخصصة للمساعدات ؛
 - المنظمات المستفيدة ؛
 - الأهداف المحققة والتي تتطلب تصفية المساعدات ؛
 - الآليات التي أدت إلى توزيع المساعدات ؛
 - كيفية تتبع وتقييم النتائج.
- ولأجل بلوغ هذه الغاية يجب التساؤل عما يلي :
- ما هي فرص إنجاز هذا التقييم وما هي العراقيل التي تعترضه ؟
 - ما هي المعطيات والمراجع المتوفرة ؟
 - ما هي المنهجية السليمة التي يجب اتباعها ؟
- ونظرا للحاجيات المتزايدة، يجب إيجاد حلول مناسبة وهو الشيء الذي أفضى إلى التساؤل عن طبيعة التمويل المتوفر.

مصادر التمويل المباشرة

يمكن لهذه الموارد أن تنحصر في مساهمات الانخراط في الجمعية وفي المساهمات التي يحددها المدير. كانت هذه الموارد تمثل ولا تزال أهم موارد التمويل بالنسبة للعديد من الجمعيات، ويمكن للمساعدات العمومية أن تمنح لفائدة الجمعيات المصرح بها، من لدن الإدارات أو المؤسسات العمومية أو شبه العمومية أو من لدن الجهات المحلية والجهوية بموجب البند 6 من القانون 75-00، ويرخص لمساهمات القطاع الخاص بموجب القانون (البند 6 من القانون 75-00)، وذلك بشأن مبالغ غير خاضعة للضريبة. ويمكن التماس الإحسان العمومي استنادا إلى البند 9 من القانون 75-00، إلا أن ذلك يكون مفتوحا فقط في وجه الجمعيات المعترف لها بالمنفعة العامة. ويجيز القانون الاستفادة من المساعدات التي تقدمها الجمعيات الأجنبية والهيئات الدولية إلا أنه يجب التصريح بذلك لدى الأمانة العامة للحكومة داخل أجل شهر واحد من تاريخ التسلم تحت طائلة حل الجمعية.

الموارد غير المباشرة

تعد المصاريف غير الجبائية موارد مضافة إلى أصول الجمعية. وفي الواقع، فإن تمويل الفاعلين في المجتمع المدني غالبا ما يختزل في التمويل العمومي رغم تعدد الموارد، كما أن الحصول على موارد أخرى يتطلب إما استيفاء بعض الشروط وإما القدرة على تعبئة هذه المبالغ.

مصادر التمويل الأجنبية

يتسم المغرب بانفتاحه على التعاون الخارجي ومن بين أهم المتدخلين نذكر منظومة الأمم المتحدة من قبيل برنامج



التكوين والتنسيق :
على غرار الصناعات التقليدية، تتكاثر الاجتماعات والندوات والدورات والحوارات أثناء الجموع العامة بجهة الشرق حول مشاريع تنمية الاقتصاد الاجتماعي والتضامني

وتجدر الإشارة إلى أن الحصول على التمويل الخارجي يكون في غالب الأحيان صعب المنال حيث يفترض الاستجابة لشروط يحددها الطرف الداعم و غالبا ما تكون هذه الشروط مجحفة بالنسبة للعديد من الجمعيات التي لا تتوفر على الخبرة و المهنية الضرورية للاستفادة منها. ثم إن التمويل الخارجي للجمعيات يطرح إشكالا آخر يمكن أن يتسم ببعض الخطورة. ويعزى هذا الإشكال إلى غياب المعلومات الدقيقة حول المبالغ المحصلة من الخارج من طرف الجمعيات أو حتى مصادرها وهذا ما يطرح العديد من التساؤلات. حيث يمكن أن نتساءل عن :

- ما هي المبالغ التي تحصل عليها الجمعيات من الخارج؟
- في ماذا تستعمل هذه الأموال ؟
- إلى أي حد يمكن التأكد من أن الحصول على الدعم الخارجي لا يؤدي إلى اختراق توجهات الحركة الجمعوية في المغرب ؟
- إلى أي حد يمكن اعتبار الجمعيات محصنة بما فيه الكفاية من أي تدخل أجنبي يستهدف استقلاليتها ؟
- إلى غير ذلك من التساؤلات التي تحتاج إلى تحليل أعمق لا يتسع المقام هنا للخوض فيها.

على المستوى الدولي

استنادا إلى بعض المصادر :

- ينتج الاقتصاد الاجتماعي والتضامني بفرنسا 6% من الناتج الداخلي الإجمالي ويشكل 20% من أصل 27 000 شركة توظف 50 أجيرا على الأكثر.

- في هولندا، يشغل الاقتصاد الاجتماعي 14,4% من اليد العاملة.

- تسلب الضوء على خصوصياته ومؤملاته ومساهماته ؛
- أن الاقتصاد الاجتماعي والتضامني يعاني من غياب وسائل وآليات المراقبة ؛
- غياب الاستراتيجيات الوطنية والمحلية لتنمية الاقتصاد الاجتماعي.

ما العمل ؟

ما العمل من أجل دعم أداء الفاعلين في هذا المجال والتصدي للإقصاء الاجتماعي والاقتصادي للفئات التي تعاني من الهشاشة ؟

يمكن الحل في الاستثمار في المؤهلات المتوفرة لدى الأفراد والجماعات وكذا في تعزيز وتأطير هذه المؤهلات بهدف جعلها رافعة حقيقية وناجعة للتنمية المحلية وللإدماج. نحن لا نثق في النماذج الجاهزة ولا في الأرباح التي نجنيها من تجارب الآخرين لأن الحلول الحقيقية تتطلب إشراك الكل وخلق التجارب اللازمة، ولعل هذه المقاربة هي تلك التي تبناها المجلس الجهوي.

تمويل الاقتصاد الاجتماعي والتضامني

- إذا كان تكاثر الجمعيات والتعاونيات على جميع المستويات يعبر عن الإرادة المواطنة الهادفة إلى المساهمة في التنمية المحلية، فإنه يعاني من المراقبة لأنه كلما تزايد عدد الكيانات تزايدت معه حاجيات التمويل اللازمة لتمويل المشاريع وهو ما يطرح مجموعة من الأسئلة :
- اعتماد مبالغ كافية ومن ثم ضرورة معرفة موارد التمويل وكذا وفرتها الحقيقية ؛
 - وغالبا ما تشمل نتائج هذا الدعم عدة سنوات عندما لا يحقق هذا الأخير الأهداف المتوخاة ولا يحد من الفقر والهشاشة أو يساهم في خلق أنشطة مدرة للدخل ؛
 - وغالبا ما يكون توظيف هذه المبالغ غامضا نظرا لغياب آليات دقيقة تضمن العدالة والنزاهة والنجاعة.
 - يتضح لنا من ذلك أهمية مسألة تمويل منظمات الاقتصاد الاجتماعي والتضامني والذي يضم العديد من الحاجيات :
 - ترشيد توظيف المبالغ المالية ؛
 - السهر على أن يكون توزيعها عادلا وناجعا ومؤسسا على قواعد واضحة وشفافة.
 - وهذا يقتضي ما يلي :
 - وجود قاعدة قانونية تؤطر الدعم العمومي المخصص لمنظمات المجتمع المدني وتحدد طبيعة الشراكة المبرمة بين الدولة ومنظماتها (القانون 75-00) ؛
 - وجود أدنى حد من التنسيق بين المتدخلين في الاقتصاد الاجتماعي والتضامني مع مراعاة مجموعة من الجوانب منها :
 - الشروط التي يجب على المنظمات استيفائها من أجل الاستفادة من الدعم العمومي، حجم الدعم المخصص لكل مستفيد والمسطرة الواجب اتباعها للاستفادة من ذلك.

يفترض الجواب على هذين السؤالين معرفة عدد الجمعيات والتعاونيات والتعاضديات وعدد مناصب الشغل. وفي المغرب، تشترك منظمات الاقتصاد الاجتماعي والتضامني فئات اجتماعية مختلفة والعديد من المجالات. وأصبحت بفضل المبادرة الوطنية للتنمية البشرية شريكا معترفا به لدى الدولة لأجل دعم التنمية واجتثاث الفقر والهشاشة. وفي المقابل، فإن مساهمته في التنمية الاقتصادية تظل زهيدة ولا تتعدى 1,6% من الساكنة النشيطة أو حوالي 25 000 منصب شغل (24 719 على مستوى التعاونيات و33 846 بالجمعيات منها 5 582 منصب شغل قار)، ويتوقع قسم الاقتصاد الاجتماعي والتضامني (استنادا إلى التقرير الذي أعدته الوزارة سنة 2013) أن هذه المؤشرات ستعرف ارتفاعا ملحوظا في أفق سنة 2020 لتصل إلى 7,5% من الساكنة النشيطة أو 175 000 منصب شغل ومساهمة بنسبة 3,9% في الناتج الداخلي الإجمالي.

على مستوى جهة الشرق

يعرف النسيج الجمعي والتعاوني حركية مهمة ورغم ذلك فإن الضرورة ملحة إلى إجراء دراسات جدية، حيث أن من أصل 116 836 جمعية بالمملكة خلال سنة 2014 (أكثر من 130 000 خلال سنة 2016)، تنشط 604 14 جمعية فقط بجهة الشرق أي بمعدل 8% . ومن أصل 8 000 تعاونية التي تم إحصاؤها من لدن مكتب تنمية التعاون على المستوى الوطني فإن 1 073 تعاونية فقط هي التي تنشط بجهة الشرق. ومع ذلك، لا يمكن التكهّن، على مستوى جهة الشرق، بقدر المساهمة التي يضيفها الاقتصاد الاجتماعي والتضامني إلى حصيلة الإنتاج وخلق فرص الشغل وبالتالي قدرته على مواجهة آفة الفقر. ينسج جميع الفاعلين العموميين (وكالة جهة الشرق ووكالة التنمية الاجتماعية ومكتب تنمية التعاون وخدمات العمل الاجتماعي للأقاليم والعمالات والمصالح الخارجية والمجالس الجهوية المحلية) علاقات دورية حول المشاريع التي تدعمها بشراكة مع فاعلي المجتمع المدني، إلا أن هذه العلاقات تظل غير كافية لتقييم مساهمة الاقتصاد الاجتماعي والتضامني في التنمية الجهوية.

ورغم أن الاقتصاد الاجتماعي والتضامني يأتي في الواجهة (الوطنية والجهوية) وفي مركز وسائل الإعلام، إلا أن هذه الأهمية لم تترجم بعد في إطار قانوني ومؤسساتي يوحد بين الإرادات الفردية والجماعية والمؤسسية، ومن شأن نشاط المجلس الجهوي أن يشكل خطوة جريئة بهذا الخصوص، إلا أن الاقتصاد الاجتماعي والتضامني لازال يعاني من مجموعة من النواقص منها :

- أن المبادرات الفردية والجماعية والمؤسسية لا تدخل في إطار رؤية واضحة ومشتركة ؛
- حاجة الاقتصاد الاجتماعي والتضامني إلى بنية خاصة



«إعادة إحياء»
الصانع التقليدي،
أحد أول دعائم تأسيس
منظمات المجتمع المدني
لمكافحة الفقر والإقصاء

فضلا عن كونه فاعلا جمعويا، خبيرا
في الشؤون الجموعية والتنمية البشرية
وعضوا في مجلس المرصد الوطني
للتنمية البشرية وأستاذا، ارتأينا اختيار
هذه الصفة الأخيرة للدكتور الهاشمي
بن الطاهر يدلنا على آليات التمويل
الذي تخصصه الدولة للمشاريع
الاجتماعية والتضامنية.



الدكتور الهاشمي بن الطاهر،
أستاذ جامعي
بجامعة محمد الأول بوجدة

آليات تمويل مشاريع الاقتصاد الاجتماعي والتضامني

- تشكيل قوة اقتراحية مهمة مركزة على مبادئ القرب والتضامن والمشاركة ؛
- ضمان تنوع ومضاعفة الحلول الكفيلة بمواجهة العجز الاجتماعي ؛
- دعم التضامن بين الأجيال ؛
- تأسيس مدرسة تعنى بقيم التضامن والمشاركة والمواطنة.

وبتنظيمه لورش حول الاقتصاد الاجتماعي والتضامني، يزمع مجلس جهة الشرق إسناد دور جديد لهذا الاقتصاد يكمن في تحويله من اقتصاد «استهلاكي» إلى اقتصاد منتج يرتكز على التضامن والتعاون ومن شأنه جعل منظمات الاقتصاد الاجتماعي والتضامني قادرة على مكافحة الفقر والهشاشة والإقصاء الاجتماعي. وجاء اختيار المجلس الجهوي منسجما مع التوجيهات الملكية ومع توصيات المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي. يبقى فقط قياس حجم حاجيات منظمات الاقتصاد الاجتماعي والتضامني من التمويل اللازم للنهوض بمشاريع التنمية التي من شأنها الاستجابة للحاجيات الاجتماعية.

الاقتصاد الاجتماعي والتضامني بجهة الشرق

ما هي أهمية الاقتصاد الاجتماعي والتضامني بالمغرب؟ إلى أي حد يمكن المراهنة على الاقتصاد الاجتماعي والتضامني واعتباره رافعة للتنمية ؟

- فرضت الأزمة العالمية ضرورة إعادة النظر في النموذج الاقتصادي المغربي، ورغم هذه العملية التي تدور أطوارها منذ عقدين من الزمان والجهود المبذولة فإن المؤشرات تبدو سلبية بلاء ومنها بالأساس ؛
- صعوبة تحقيق التوزيع الأمثل والمتوازن للثروات وخاصة إزاء الشباب والنساء ؛
- العجز الدائم المتعلق بخلق فرص الشغل لامتناس البطالة الهيكلية ؛
- الفقر المدقع والمستفحل ؛
- الأمية التي لازالت تطال ثلث الساكنة ؛
- آفة الهدر المدرسي المتزايد ؛
- الولوج غير المضمون للمرافق الصحية ؛
- المؤشرات الأخرى المتعلقة بالفئات المقصية والمهمشة. وانعكست الصعوبات الخاصة بجهة الشرق على ساكنتها، وجوبا على ذلك، رأى المسؤولون ضرورة البحث عن وسائل لمواجهة ذلك على الصعيد الجهوي.
- وتؤكد التوصيات التي خرج بها مجلس الجهة والصادرة خلال الدورة الاستثنائية المنعقدة بتاريخ 21 يناير 2016، القرار الرامي إلى تنمية الاقتصاد الاجتماعي والتضامني ومن تم طرح الأسئلة التالية ؛

- هل باستطاعة الاقتصاد الاجتماعي والتضامني أن يشكل رافعة للتنمية الجهوية ؟
- هل بوسعه فتح آفاق جديدة ؟
- هل من شأنه تحفيز الإبداع على المستوى الاجتماعي ؟
- هل يمكنه إدماج الفئات المقصية ؟
- يمكن للاقتصاد الاجتماعي والتضامني أن يكفل ما يلي :

جعل
منظمات
الاقتصاد
الاجتماعي
والتضامني
قادرة على
مكافحة الفقر
والهشاشة
والإقصاء
الاجتماعي.

النساء المستفيدات. وفي سنة 2014، شاركت 4 نساء من الناظور في المعرض الوطني الأول للمنتجات المحلية بسطات والدار البيضاء. وركز حول «تقوية القدرات والتأطير لتحسين المنتجات المحلية والارتقاء بالتسويق»، والتي تجمع بين جمعية «شغناس» للثقافة والتنمية ووكالة جهة الشرق. وفي سنة 2015، شارك 17 حرفيا من الناظور والدريوش وبركان وتاوريرت ووجدة في الدورة الرابعة للمعرض الوطني للاقتصاد الاجتماعي والتضامني بالدار البيضاء.

توقع، منذ سنة 2013، جمعية «شغناس» للثقافة والتنمية مع وكالة جهة الشرق اتفاقية سنوية حول «من أجل برنامج الأنشطة الثقافية والعلمية، التي سمحت بإنجاح العديد من البرامج الواردة أسفله.

• سنة 2013

- رسملة عملية تقوية قدرات المجتمع المدني بالشمال الشرقي عبر إدماج النوع ؛

- ندوة دولية حول «مضاعفة عدد النخب المحلية، رهان جهة الشرق بالمغرب» ؛

- تنظيم الدورة الخامسة لأسبوع «الثقافات وذاكرة الهجرة» بأمينس فرنسا.

• سنة 2014

- «ذاكرة المكان، إشعاع التنمية المتواصلة»، أنشطة ثقافية وفنية حول الذاكرة والتاريخ ؛

- فعاليات ثقافية للشباب المبدع من أجل الارتقاء بالتعدد الثقافي واللغوي في جهة الشرق ؛

- «العيش والعمل معا»، شعار الدورة السادسة لأسبوع الضفتين (أسبوع المغرب بأمينس) ؛

- «الجهوية الديمقراطية : حق في التنمية وأدوار المجتمع المدني»، شعار الندوة الجهوية ؛

- رسملة عملية تقوية قدرات المؤسسات العمومية وجمعيات العاملة في قطاع السوسيو- تربوي من أجل الحد من الهجرة السرية للناظرين ؛

- منتدى جهوي حول «الحكامة والمسؤوليات المحلية والمساءلة والتقييم» ؛

- الشباب والفاعلون في مجال المواطنة الصالحة.

• سنة 2015

- الدعم الاجتماعي للمهاجرين ؛

- تقوية قدرات القادة الشباب حول حقوق المهاجرين والتواصل المسؤول ؛

- دعم الدولة للحقوق عبر مشاركة النساء والشباب في العملية السياسية في أقاليم الناظور والدريوش وتاوريرت ووجدة ؛

- «العيش والعمل سويا»، شعار الدورة السابعة لأسبوع الضفتين (أسبوع المغرب بالناظور والدريوش) ؛

- ندوة جهوية حول إدماج التنوع اللغوي والثقافي في الجماعات الترابية ؛

- رسملة عملية تقوية المشاركة السياسية للنساء ؛

- فعاليات ثقافية للشباب من أجل الارتقاء بالتنوع الثقافي وتنشيط الأمازيغ ؛

- لقاء وطني حول «المناطق الجبلية والسياسات الاجتماعية والمالية والضريبية» ؛

- ملتقى دولي حول ترجمة الثقافة ؛

- رسملة مشروع «من أجل مغرب متعدد الثقافات وغني بتراته الثقافي الإفريقي».

لا تواجه جمعية «شغناس» للتنمية والثقافة أي صعوبة في تحقيق هذه المشاريع، التي تعد ثمرة دراسات معمقة حول حاجيات الجهة وجدوى العمل واستدامة الأثر.



السيد عبد السلام أمختاري،
رئيس جمعية شغناس
للثقافة والتنمية

تأسست جمعية «شغناس» للثقافة والتنمية بتاريخ 4 أبريل 1999. وتهدف الجمعية إلى إتاحة إمكانيةولوج الشامل والمنصف والمتساوي إلى مراكز القرار السياسي والاقتصادي والثقافي، وذلك بالمساهمة في خلق نخبة محلية تواجه تحديات التنمية وفقا لمقاربة تشاركية قائمة على احترام الحقوق وتأخذ بعين الاعتبار النوع والتنوع الثقافي واللغوي، بهدف ضمان العدالة الاجتماعية والكرامة وخلق مجتمع حديث لتشكيل دعائم للتنمية وتشجيع التعدد الثقافي والحوار. ولتحقيق ذلك، عملت الجمعية على تطوير تنظيم قائم على ثلاثة أقطاب كالاتي :

- النوع والثقافة والتربية ؛
 - الهجرة وحقوق الإنسان ؛
 - الحكامة والتنمية المحلية والبيئية.
- تستند جمعية «شغناس» للثقافة والتنمية إلى الهياكل التالية : الجمع العام والمجلس الإداري والمكتب التنفيذي (7 أعضاء، منهم 5 رجال وامرأتين) وفريق عمل مكون من 7 موظفين (رجلين و5 نساء). وتتمثل أهدافها في :
- إشراك المواطنين والنخبة المحلية في إعداد وتقييم السياسات العمومية ؛
 - المشاركة في خلق نموذج تنموي يستهدف الإنسان وإقامة مجتمع حديث ؛
 - العمل على تقوية قدرات الفاعلين ؛
 - تحسيس المواطنين بقيم المواطنة ودعم برامج محو الأمية والتربية غير النظامية ؛
 - التأثير على السياسات العمومية بحيث تقوم على العدالة الاجتماعية والإنصاف والمساواة والديمقراطية وحقوق الإنسان ؛
 - المشاركة في خلق بيئة ثقافية وتعددية وحداثية متنوعة وملائمة لحوار الثقافات ؛
 - المساهمة في حماية البيئة.

ولتحقيق هذه الأهداف، قامت جمعية «شغناس» للثقافة والتنمية شراكات متنوعة على مستويات مختلفة، لاسيما مع وكالة جهة الشرق، وهو شريك تميز بتحقيق عدة إنجازات منذ انطلاق المشروع الأول عام 2008 (تحسين الظروف السوسيو-تربوية والصحية لسكان جماعات إحدادن وأولاد داود زخاين وبني شيكر وإقليم الناظور)، وكذا مساهمتها بتوفير التجهيزات لإثني عشر قسم داخل مدارس الخندق ومركز بني شيكر ومدرسة الغرمة بميزانية تقدر بـ 0,3 مليار درهم.

في سنة 2012، قامت الوكالة بتنشيط فعاليات الدورة الرابعة لأسبوع الضفتين بالناظور والدريوش، بينما اتفاقية أخرى حول إدماج النساء القرويات في الاقتصاد عبر تربية الأغنام وتسويق المنتجات، وهي مشاريع تقوم كل من وكالة جهة الشرق والمبادرة الوطنية للتنمية البشرية بتمويلها معا في إطار خلق أنشطة مدرة للدخل، وذلك بهدف تحسين دخل 48 عائلة ودعم مشاريع الاقتصاد الاجتماعي والتضامني كأداة للاستثمار منصف وتكوين



بالدار البيضاء،
المشاركون بالمكتبات
المتجولة.

ولقد اختتمت الدورات التكوينية بحصص للتقويم، وأمام جدية واهتمام المشاركين، أقيم ورش للتعبير الكتابي، عبر الشباب من خلاله عن شهاداتهم والتي ستنشر في كتاب يطبع في نهاية البرنامج. وإلى جانب ذلك، تم تنظيم زيارات إلى منظمات غير حكومية نشيطة بالدار البيضاء وخاصة مسرح «نوماد» والمكتبة المتجولة والصناعة الفنية للمسارح العتيقة بالدار البيضاء. وكان الهدف من وراء ذلك هو إبراز أن قوة الإبداع تسمح مع قليل من الإمكانيات بإنجاز مشاريع مهمة تعود على أصحابها بالنفع اليسير. وتجاوز الشباب مع مدراء هذه المنظمات غير الحكومية من أجل تدارس إمكانية إنجاز مشاريع مشتركة.

الاستنتاجات الأولى

شباب موهوب يفتقد إلى آليات التواصل والثقة في النفس وغير مؤهل كفاية لتدبير العمل الجماعي ومن شأنه تطوير إنجازاته وصقل إبداعاته والرفع من مؤهلاته والانسجام داخل فريق العمل، وذلك لأنهم مقبلون على العمل داخل وحدات الإنتاج أو على تأسيس تعاونيتهم أو مقاولتهم الخاصة. وتم الرفع من مستوى الاندماج بفضل حضور مغن وفنانة كوميدية من مدينة وجدة واللذان عملا على خلق جو يسوده المرح والحوار. وكان التكوين مصدر أمل بالنسبة لهؤلاء الشباب الذين عبروا كلهم عن حماسهم ورغبتهم في قيادة مشروع الحياة. ولتسهيل انتقال الفتيات إلى خارج مدنها، تم التواصل مباشرة مع آبائهن ومواكبة الصانعات التقليديات لهن. وهؤلاء الشباب على قدر كبير من إتقان خصوصيات منتجات الصناعة التقليدية وأدركوا أن الصانعة التقليدية سواء أكانت (أما أو أختا أو جارة، إلخ). تملك وسائل اقتصادية حقيقية وتمثل رافعة للتنمية ولتأسيس المقاولات.

تعليقات

يجهل المشاركون أن الثقافة والتراث يستطيعان تأسيس مشاريع تضمن استقلالهم بل وتشارك في تنمية جهتهم والحفاظ على موروثهم الثقافي، وكانت لديهم رؤية مغلوطة عن عالم المقاولات، وتحذوهم جميعا من الآن فصاعدا الرغبة والإرادة لتأسيس المقاولات، وكان تتبع المشاركين إلى غاية إنجاز مشاريعهم من بين التوصيات التي تم التأكيد عليها. ومن أجل تأسيس مقولة لدعم وتسويق منتجات الصانعات التقليديات، توطر كل صانعة تقليدية مستفيدين بمقر عملها.

- في ماذا يتجلى تأسيس الشركة وما هي الأشكال القانونية التي تتخذها ؟
- كيف تجرى دراسة السوق ؟
- ما هو التمويل وما هي مسطرة التأسيس ؟
- ما هو النظام الأساسي الجديد للمقاول الحر ؟

النتائج المباشرة :

- التوصل إلى أن الموروث الجهوي من شأنه أن يكون موضوع دعم وخلق للمقاولات ؛
- القيام بأول تلمين لمؤهلات جهة الشرق بخصوص الرأسمال المادي والصناعة التقليدية ؛
- الكشف عن مجموعة من القطاعات من قبيل (الزراعي والنسج والملابس الجاهزة، وخاصة لباس الشرق المسمى بالبلوزة الوجدية، وفنون الطبخ والسياحة الايكولوجية).
- وعلى هذا الأساس، انبثقت أفكار متعددة ومنها:
- إنشاء وحدات تعنى بالسياحة التضامنية بأقاليم جهة الشرق، مجهزة بالكامل بمنتجات الصناعة التقليدية المحلية ؛
- إحداث مركزية للشراء والبيع لتجهيز مراكز السياحة التضامنية ؛
- إعداد أطباق من المطبخ الجهوي لجهة الشرق، موزعة على مستوى الوحدات السياحية ؛
- إحداث مركز لتسويق البلوزة ؛
- إحداث وكالة إخبارية متخصصة في دعم منتجات الصناعة التقليدية والخدمات التي توفرها جهة الشرق وخاصة لفائدة مراكز السياحة التضامنية. وخصص الجزء الثاني من الورش للعبة تحفيزية حيث شكل المشاركون 5 مجموعات وكل مجموعة بلورت مشروعا وقدمته بعد ذلك ودافعت عنه.
- تتابع أطوار هذا الورش بواسطة الانترنت ويرتقب تنظيم دورة ثانية بمراكش.

الورش 2 : حركية المجموعة والتنمية الشخصية وتقنيات التواصل والبرمجة عصب لغوية

النتائج المباشرة

يشعر المشاركون بالفخر لانتمائهم إلى جهة الشرق، ويسودهم طموح كبير وهم يرحبون ترحابا حارا بهذه التكوينات الرامية إلى تزويدهم بالوسائل اللازمة لإنشاء وحدات التسويق من محلات ومواقع إلكترونية ومعارض... وسيكون هذه التكوينات دور مهم في تعزيز العلاقات بين الأشخاص وفي تحسين إنتاج أنشطتهم.

تتجه جميع التحاليل، بالمغرب وخارجه، إلى جعل النساء في مركز تنمية الأقاليم وتمثليتهن الهزيلة تنعكس سلبا على الناتج الداخلي الخام. إن النجاعة الاقتصادية والاجتماعية لوكالة جهة الشرق مرهونة أيضا بالشراكة النسائية بل والعائلية، ومن تم وجب دعم التنمية ضمن منطق برامج مقاربة «النوع».



السيدة سعيدة ماهر،
مديرة التعاون الدولي
بوكالة جهة الشرق

المبادرة الجديدة لفائدة الصانعات التقليديات والشباب

اليسير من الجهود المبذولة ومن المنتجات المنجزة. وهذه الفئة المحرومة تورث لأطفالها سلسلة الفقر المتواصلة مع جميع انعكاساتها من بؤس وبطالة ونقص في التعليم...

ومن جانب آخر، فإن العديد من الشباب (من أبناء هؤلاء الصانعات التقليديات أو من أبناء عائلتهن أحيانا) لا يولون أية أهمية لهذه الثروة الوطنية، حيث أن بعضهم عاطلون عن العمل، ومن تم جاءت فكرة شبكة الصانعات التقليديات بالمغرب، في إطار مشروع «دار المعلمة»، الرامية إلى تأسيس مفهوم جديد يكون بمثابة صلة وصل بين هذين المكونين، واستنادا إلى السيد عبد الكريم عواد، الرئيس المؤسس لشبكة الصانعات التقليديات بالمغرب، دار المعلمة، فإن «مشروع رؤساء الشركات الشباب»، يعني بتحسيس الشباب ويؤطرهم حتى تتبلور لديهم قناعة راسخة إزاء إنتاج الصانعات التقليديات باعتبارهن فاعلا من الفاعلين الاقتصاديين».

وأعطيت انطلاقة المشروع بتاريخ 29 دجنبر 2015، بجماعة بني تاجيت (إقليم فجيج) مرفقا بدورة تكوينية أولى ومتبوعا بمشروع ثان بمدن أخرى من المملكة.

الورش 1 : من التكوين إلى الشراكة

ينصب هذا الورش على أربعة قضايا وهي :

أعطيت انطلاقة المشروع من لدن شبكة الصانعات التقليديات بالمغرب / ريفام دار المعلمة. ويتعلق الأمر بدعم تسويق منتجات هؤلاء النساء من لدن مقاولات يؤسسها الشباب الوافدين من المحيط العائلي للمرأة الصانعة، ويعد هذا المشروع بمثابة امتداد للشراكة المبرمة خلال سنة 2009 بين وكالة جهة الشرق وشبكة الصانعات التقليديات بالمغرب، إضافة إلى تعبئة شريك جديد وهو المنظمة الفرنسية.

وفي الواقع، تعاني الصانعات التقليديات من مشكل تسويق منتجاتهن، ويستغلن الوسطاء، ورغم إنتاجهن المتنوع، إلا أنهن لا يربحن إلا النزر

المنتجات المحلية
(بني تاجيت هنا)
تعرف حركية متميزة





«دار الأمومة» ببني مطهر، إقليم جرادة



«دار الأمومة» بتالسينت، إقليم فجيج



«دار الأمومة» بدبدو، إقليم تاوريرت

ووعيا منها بمساهمات جميع المشاركين والفاعلين في مجال التنمية الترابية واقتناعا منها بأهمية تنمية قائمة على أساس مقاربة النوع، باشرت الوكالة القيام بعدة أنشطة قرب لها تأثير إيجابي على النساء والرجال والشباب والأشخاص ذوي الاحتياجات الخاصة والأشخاص المسنين ومن بينها ما يلي :

- إنشاء «دور الأمومة» بتالسينت وعين بني مطهر ودبدو (أنظر الصور جانبا) ؛
- إنشاء دور الحضانة في مختلف الأقاليم ؛
- بناء مدارس «medersa.com» بفجيج وبني شيكر ؛
- تجهيز دور الطالبة بوجدة وبن الطيب وبين الويدان... ؛
- تجهيز مركز التكوين المهني داخل المؤسسة السجنية لبوعرفة ؛
- إنشاء أول ملعب رياضي للقرب في جهة الشرق بقصر الحمام الفوقاني بفجيج وتجهيز أندية الكرة المستطيلة ببني درار وقرية أركمان ؛
- إنشاء دور العجزة بوجدة وبركان ؛
- تكوين الأشخاص في وضعية إعاقة ذهنية ببركان ووجدة ؛
- دعم برامج محو الأمية ومحاربة الهدر المدرسي ؛
- توزيع اللوازم المدرسية لفائدة الرحل بمعركة وبني كيل.

منذ تأسيسها، والتزاما بتوجيهات ومبادئ المبادرة الوطنية للتنمية البشرية، ساهمت وكالة جهة الشرق في تقوية مشاركة الساكنة في تنمية المكونات الترابية للجهة وكذا في تثمين الأنظمة الإنتاجية المحلية وتكريس حكمة ترابية تعتمد مقاربة النوع وتأخذ بعين الاعتبار خصوصيات وحاجيات الفئات الهشة، وذلك بتوفير ظروف معيشية أفضل.

وهكذا، قامت الوكالة بتأطير مجالات أنشطة الجمعيات والتعاونيات بغية جعل منتجاتها المحلية فعالة وناجعة ومستدامة. كما قامت بتحسيس الساكنة بأهمية المحافظة على البيئة والطاقات المتجددة والنجاعة الطاقية. كما دعمت وشجعت المبادرات الهادفة لصالح الشباب الحاصل على الشهادات بغية خلق جو ملائم للابتكار والمقاولة والتشغيل الذاتي. وبالرغم من المجهودات المبذولة، مازالت جهة الشرق بحاجة إلى أنشطة ومبادرات من شأنها المساهمة في الإقلاع الاقتصادي والاجتماعي لكي تتمكن من مضاهاة كبريات جهات حوض البحر الأبيض المتوسط.

قامت الوكالة بإطلاق مبادرة ابتكار، بحيث يستفيد الإقليم من خلالها من السياسة الحكومية، لنتمكن بذلك كل من المقاولين والفاعلين الاقتصاديين من لعب أدوار أساسية.

بناء على دعوة من المجلس الجهوي
ووكالة جهة الشرق، حجت فعاليات
المجتمع المدني بغزارة للدفاع
عن منجزاتها

ترايبا للقرب للوكالة، لاسيما في الجماعات النائية، مثل المناطق الحدودية والجبالية... وقد أطررت هذه الجمعيات، إلى يومنا هذا، أزيد من 4 000 مستفيد، منهم 43% من النساء. وتصل نسبة التمويل أحيانا إلى 50% من التكلفة الإجمالية للمشروع، مع تسهيلات في انطلاق عملية الاسترداد لمدة تصل أحيانا 12 شهر حسب طبيعة المشروع.

ومن أجل تشجيع الروح المقاوتية عند الشباب، أبرمت الوكالة شراكة مع مؤسسة التوفيق لتمويل المشاريع الصغرى من أجل تمويل مشترك لحاملي مشاريع تحظى بالأولوية في خطة عمل الوكالة بحيث تصل مساهمة الوكالة إلى 40% من مجموع التمويل، قابلة للاسترجاع بدون فوائد، وذلك بعد استرجاع حصة مؤسسة التوفيق. وقد لقيت هذه العملية نجاحا كبيرا بحيث ساهمت إلى يومنا هذا في تمويل 1 128 حامل مشروع.

وبغية مواكبة تصور جديد للتنمية، قامت الوكالة بإطلاق مبادرة إبداع تستهدف المجال الترابي ليستفيد من السياسة الحكومية، لنتمكن بذلك كل من المقاولين والفاعلين الاقتصاديين من لعب أدوار أساسية. وتجدر الإشارة إلى أن هذه العملية انطلقت ببوعرفة عبر تجميع حوالي 30 نجارا داخل شبكة بغية تقاسم وتبادل المهارات والخبرات والوسائل والأعمال التجارية أو التكوينية أو الابتكارية. ووضعت الوكالة آليات رهن إشارة هذه الشبكة وحرست على تأطيرها وسهلت إقامة علاقات مع شركاء آخرين من أجل تشكيل نواة لصنع المواد الخشبية في هذا الإقليم.

وفيما يتعلق بتثمين بعض المنتجات المحلية (العسل والشور وزيت الزيتون...)، قامت الوكالة بإبرام شراكات مع مؤسسات أممية مستقرة بالمغرب (برنامج الأمم المتحدة الانمائي ومنظمة الأمم المتحدة للتنمية الصناعية واليونسيف) من أجل تقديم الدعم الضروري للتعاونيات والجمعيات العاملة في هذا المجال. والهدف من ذلك هو توسيم وتثمين المنتجات واستخدام التعليل العصري والقادر على مضاهاة المنافسة الشرسة على المستوى الوطني والدولي.

وتساهم أيضا الوكالة في هيكلة وتقوية قطاع الصناعة التقليدية بتشديد مركبات عصرية في جهة الشرق. وذلك من أجل الارتقاء بمنتجات الصناعة التقليدية وتثمينها وهيكلتها شبكات التعاونيات وتحسين إمكانيات إدماج الشباب في سوق الشغل. وفي هذا الصدد، أبرمت الوكالة شراكات مع المنظمات الوطنية والدولية بغية تقوية فعاليتها. هكذا أثمرت شراكاتها مع جهة لومباردي الإيطالية والمنظمة غير الحكومية الإيطالية COOPI على تعبئة 18 مليار درهم من التعاون الإيطالي و3 مليار درهم من ميزانية الوكالة بغرض تنمية هذا القطاع في إقليمي الناظور والديرش.

علاوة على ذلك، ورغم المجهودات المبذولة في قطاع الصناعة التقليدية وعلى غرار العديد من جهات المملكة، مازال التسويق يطرح مشكلا عويصا يعرقل تحسين ظروف عيش الساكنة. غير أن الوكالة لا تذخر أي جهد من أجل المساهمة في تنظيم معارض الاقتصاد الاجتماعي والتضامني على المستوى الجهوي والوطني بغية تحقيق ثلاثة أهداف منشودة من ذلك، وهي كما يلي :

- تسويق المنتجات التي تعرضها تعاونيات جهة الشرق ؛
- التعريف بالمنتجات المحلية للجهة ؛
- التعرف على تجارب الجهات الأخرى في هذا المجال.

3- دعم المرافق الاجتماعية الأساسية

لقد دفع نقص المرافق في الأحياء الهامشية - بما فيها ضعف الخدمات الأساسية في الجماعات القروية - وكالة جهة الشرق إلى إدراج هذا المحور ضمن أولوياتها. فهي تتدخل مباشرة لدى الجمعيات وتقوم بإبرام شراكات مع الجماعات الترابية والمبادرة الوطنية للتنمية البشرية ومؤسسة محمد الخامس للتضامن والإدارات اللامركزية وغيرها، من أجل تشييد مرافق اجتماعية أساسية.



دكتور، متخصص في مجال
التهيئة والتنمية، شغل الكاتب
عدة مناصب بالادارة المركزية،
ساهم من خلالها في تطوير
مشاريع مهيكلية وأنشطة القرب.
يضع، منذ عقد من الزمن، خبراته
رهن إشارة ساكنة جهة الشرق
من أجل المساهمة في تحقيق
النمو المنشود.



الدكتور الكبير حنّو،
مدير التنمية المحلية
وكالة الشرق

التنمية المحلية وإنعاش المجالات الترابية، جهة الشرق نموذجا

استراتيجية تدخلها وكذا أفضل الطرق والوسائل
الكفيلة بدعم المشاريع.

**2- الأنشطة المدرة للدخل والتنمية، رافعة
تنموية جديدة لتحسين دخل الفئات الهشة**
بغية تشجيع التشغيل الذاتي للشباب والنساء،
عملت الوكالة على توفير الدعم المالي، وتحسيس
حاملي المشاريع عبر تنظيم دورات لتقوية القدرات
في مجالات متعددة مثل تقنيات التعليب والتخزين
والتجهيز والتصميم وجني الثمار، بطرق محافظة
على البيئة وغيرها. وأولت أيضا اهتماما كبيرا
لأنشطة الابتكار بالجهة كما هو الشأن بالنسبة
لاستخلاص الزيوت الأساسية من النباتات العطرية
والطبية وتطوير المأوى القروية وتدوير المنتجات
المستعملة...

أما بخصوص التتبع الدائم للأنشطة المدعمة من
قبل الوكالة، قامت هذه المؤسسة بإبرام شراكات مع
جمعيات تلعب دور الجسر على المستوى الجماعي
والإقليمي، وكذا مع جمعيات محلية (حاضنة)، لتأطير
ومواكبة حاملي المشاريع وتقديم الدعم المالي عن
طريق تمويلات مسترجعة بدون فوائد Revolving،
من 6 إلى 36 شهر، بحيث تمنح المبالغ المسترجعة
لحاملي مشاريع جدد. وتمثل هذه الجمعيات امتدادا

تعتبر التنمية المحلية آلية لتطوير وإثراء الأنشطة
السوسيو-اقتصادية للمجالات الترابية عبر تعبئة
الموارد المادية واللامادية. وبخصوص جهة الشرق،
شكلت المبادرة الملكية لتنمية الجهة، التي أعطى
انطلاقها صاحب الجلالة الملك محمد السادس، أيده
الله، يوم 18 مارس 2003 بوجدة، الدعامة الأساسية
التي أعطت انطلاق مسلسل التنمية بمختلف أقاليم
الجهة.

وفي سياق هذه المبادرة، تم إحداث وكالة جهة
الشرق من أجل مواكبة الجماعات الترابية والمقاولات
وشريحة واسعة من الساكنة بروح من الاندماج
الاجتماعي.

أنشطة القرب وتحسين ظروف عيش الساكنة

1- مقاربة تشاركية وتشارورية

منذ تأسيسها، عملت الوكالة على تنظيم ورشات
للحرب وقوافل للتواصل، في العديد من الجماعات
الحضرية والقروية بالجهة بهدف إعداد وتطوير
خطة عملها. إذ قامت أولا بالاستماع إلى انتظارات
المواطنين والتشاور مع المنتخبين والسلطات
المحلية ومسؤولي الإدارات اللامركزية بشأن محاور

برامج محو الأمية
الوظيفية بفجيج



الأكثر ربحية بالنسبة للاقتصاد الاجتماعي والتضامني والأقل تكلفة بالنسبة للمستهلكين، كما تسهل عملية وضع البطاقات التعريفية والمراقبة للتأكد من أن المستهلك يحافظ دائماً على سلامة الأغذية ومصدرها.

ويسمح هذا العمل بما يلي :

- تعزيز العلاقة بين المستهلك والمنتج ؛
- المشاركة في المعارض الدولية ؛
- رد الاعتبار لمهنة المنتجين وإشهارهم والتعريف بهم ؛
- جلب المستثمرين الجدد أو بالأحرى حث أبناء الفلاحين على الاستمرار في الاستغلال ؛
- إعادة الثقة إلى المستهلكين العائدين والرفع من الجودة والممارسات المتعلقة بالنشاط ؛
- التربية على الحس الرفيع وعلى الاعتناء بالبيئة.

تعزيز المؤهلات والمعدات والتجهيزات، واستقادات هذه التعاونيات في البدء من تشخيص يرمي إلى الوقوف على الحاجيات اللازمة للنهوض بالبنيات التحتية والمؤهلات ثم اعتماد المعدات والتكوينات الضرورية. وبعد ذلك، تم إعداد دلائل تشرح الاستعمال الجيد المتعلق بكل حالة وكذا الاستثمارات اللازمة ملؤها لتقديم الملف.

إن التحكم في عملية إنتاج منتج معين وفق بعض شروط السلامة الصحية والغذائية (مسجلة للإيداع)، يضع في متناول المنتجين الوسائل الكفيلة للتحكم في التكاليف، وشرحها وتصحيحها والوقوف على الأرباح التي لم يتم جنيها لأجل الحد من الخسارة واعتماد عملية الفرز. وتحفز هذه التراخيص الحلقات القصيرة للتسويق

شهادة

وفي إطار برنامج جبر الضرر الجماعي الذي يموله الإتحاد الأوروبي ومنظمة «أفريقا 70»، استقادات تعاونية أوتشو من تمويل مشروع ترميم وتجهيز مقرها عام 2013. إذ أوضحت رئيسة التعاونية أن : «خلال هذه المناسبة، التقينا بوكالة جهة الشرق والتي عملت على مواكبتنا، بعد ذلك، بتنظيم دورات تكوينية». بحيث استفاد أعضاء تعاونية أوتشو من دورات تكوينية مؤدى عنها ودورات أخرى بفضل التعاونيات المجاورة. وتمحورت هذه الدورات التكوينية، التي نظمت بمعدل 3 إلى 4 دورات في السنة، حول عدة مواضيع كالآتي :

- تأسيس وعمل وتسيير التعاونيات والجمعيات ؛
- تقنيات صناعة منتجات أخرى من الكسكس.

دأبت تعاونية أوتشو، منذ تأسيسها، على تحقيق مبلغ 30 000 درهم كرقم أعمال سنوياً. وقالت الرئيسة متأسفة : «أن ثلثي من المبلغ تغطي مصاريف شراء المواد الأولية والتعويضات المخصصة لأعضاء التعاونية والعمال الموسميين وكذا بعض المصاريف القارة لصيانة مقر عملنا. في حين يتم تسديد مبلغ 4 000 درهم لفائدة مكتب التنمية للتعاونيات فيما يتعلق بتسديد رسوم التأسيس والتجهيزات الأولية والجمعية التي تساعدنا على الحصول على المساهمات التي تمنحها الدولة. كما ترون لا يتبقى في حوزتنا سوى مبلغ 6 000 درهم طوال سنة كاملة».

وأمام تواجد ثلاث كيانات أخرى منافسة تعمل في واحة فجيج، تواجه تعاونية أوتشو حالياً صعوبات مالية من أجل شراء المواد الأولية. هذا علاوة على مشكل تسويق منتجاتها التي تطلبت جهوداً كبيرة لإعدادها وتعليبها. غير أن السيدة بزا وزملائها لجؤوا إلى حل يتمثل في أنه بالإمكان الزيادة في المبيعات بسهولة، وذلك بالمشاركة قدر الإمكان في المعارض حيث الأروقة المجانية. وأوضحت الرئيسة أنه : «تحقيق ذلك، لا بد من اقتناء مطحنة بغية إنتاج كميات كبيرة، وكذا شراء وسيلة نقل لتسهيل نقل منتجاتنا إلى أماكن المعارض والبيع».



السيدة فاطمة بزا،
رئيسة تعاونية
أوتشو فجيج

تم تأسيس تعاونية أوتشو نهاية 2012 بقصر أولاد سليمان بإقليم فجيج. وتضم 7 أعضاء كانوا ينتمون جميعهم لجمعية تنمية واحة فجيج. وهنا يطرح السؤال : لماذا غادروا الجمعية من أجل تأسيس تعاونية ؟ إذ ردت السيدة فاطمة بزا، رئيسة مؤسسة للتعاونية : «نحن نشكل فريق عمل اشتغل على مشروع خلق تعاونية أوتشو منذ سنة 2009. وكان حافظنا أساساً هو الانتقال إلى نشاط مدر للدخل من أجل تلبية حاجياتنا، الأمر الذي لا يمكن تحقيقه بالاستمرار في إطار جمعية تنمية واحة فجيج بسبب وضعها غير الربحي. لذا، قررنا الاستثمار في صناعة الكسكس لما نتوفر عليه من معرفة في هذا المجال، من خلال اشتغالنا داخل الجمعية».

بدافع التجربة التي اكتسبوها داخل الجمعية، كان هدف السيدة بزا وزملائها واضحاً ألا وهو وضع إطار يلبي الطلبات على كل أنواع الكسكس والعجائن الغذائية بإقليم فجيج وبقصر أولاد سليمان خصوصاً. وأشارت السيدة بزا : «أن الطلبات تبلغ ذروتها خلال شهر رمضان وعيد المولد النبوي وأعياد أخرى تنظم بالقصر. وخلال هذه المناسبات، نستعين باليد العاملة الموسمية من أجل تقديم يد العون»، مضيفة : «عموماً، توفر التعاونية ما يناهز 30 منصب شغل لمدة غير محدودة، هذا علاوة على العمال الموسميين الذين يشتغلون لدينا لفترات لا يستهان بها».

مع أعضاء مكتب التعاونية وهو الملف الذي استجاب لجميع الملاحظات التي أثارها خبراء المكتب الوطني للسلامة الصحية للمنتجات الغذائية وذلك عبر احترام البنود المرجعية وبعض التعديلات التي طرأت على مستوى الوحدة»، وأضاف مؤكداً على أنه : «من الآن فصاعداً، توجد الكرة في مرمى المكتب الوطني للسلامة الصحية للمنتجات الغذائية، ولا ننتظر إلا ترخيص المكتب لأجل مباشرة أشغالنا».

وستتسع الوحدة لإنتاج 3 أطنان من عجينة التمر و2 000 لتر من مشروب التمر والمربي، ولتدوير عجلة التعاونية، تزمع هذه الأخيرة تشغيل 5 إلى 6 تقنيين متخصصين من خريجي المدرسة الوطنية لإنتاج التمور ومشتقاتها بفجيج. ولأجل هذه الغاية، ستوقع قريباً اتفاقية مع مركز التكوين المهني بفجيج.

وقصد التوزيع، تراهن التعاونية على المواكبة لشراء شاحنة مبردة تسهل عملية توزيع المنتجات لأنها توجد داخل شبكة كبيرة من الزبناء. وحسب توقعات مكتب التعاونية، فإن الوحدة ستسمح بتحقيق مليوني درهم سنوياً، وهو الشيء الذي يضاعف رقم معاملات التعاونية مباشرة بعد انطلاق الأشغال. وفي انتظار ذلك، تعتمد التعاونية على مداخيل إنتاجها من التمور الطرية فقط والذي يقدر بحوالي 100 طن، تباع أثناء فترات الذروة كشهر رمضان مثلاً.

واستناداً إلى السيد عيسى فإن «نشاط إنتاج التمور الطرية يحتاج أيضاً إلى المواكبة. إننا لا نتوفر حالياً على غرفة تبريد المخزون، ونرغب في العثور على ممول يزودنا بالمال اللازم لشراء مبرد آخر بحجم 50 أو بالأحرى 100 طن».

وعلى المدى المتوسط، وقصد مباشرة سائر الأشغال، وافقت التعاونية على التماس الدعم من وكالة جهة الشرق بصفة عامة، ومن برنامج التنمية المندمج بجهة الشرق بصفة خاصة وذلك لأجل القيام بما يلي :

- الرفع من إنتاج التمور الذي يمر من التبخير الكلي، وهو تقنية كيميائية تهدف إلى إزالة الطفيليات التي تضعف جودة التمور ؛
- الرفع من جودة تغليف المنتجات ؛
- المشاركة باستمرار في الصالونات والمعارض المنظمة على المستويين الوطني والدولي للتعريف بمنتجاتها.



السيد يوسف عيسى،
نائب رئيس تعاونية القصور
للتمور ومشتقاتها

تأسست تعاونية القصور خلال سنة 2012 بـ «لمركوب»، طريق العرجي، دائرة فجيج، وتتكون من 19 عضواً (12 امرأة و 7 رجال)، وهي متخصصة في إنتاج وتكثيف وتحويل التمور من أنواع مختلفة : عزيزة، مجهول، اسيان، بوفكوس، بوفكوس غراس وحالت.

واستناداً إلى رئيس التعاونية، السيد يوسف عيسى : «هنا هذه الأخيرة لا تعمل بكيفية فعلية، وخصوصاً ما يتعلق بنشاطها المتعلق بتقييم التمور، كما أن وحدة التحويل لم تباشر عملها بعد، ولا يجوز لنا مباشرة نشاطنا طالما أننا لم نحصل على الترخيص من المكتب الوطني للسلامة الصحية للمنتجات الغذائية».

خلال سنة 2014، استفادت التعاونية من دعم برنامج التنمية المندمج بجهة الشرق، والذي مول بقيمة 2.5 مليون درهم بناء وتجهيز وحدة لتحويل التمور إلى مشروب ومربي وعجين خالي من الكفيين مع النوى، وهذا المشروع الذي ينصب حالياً على تشييد بناية لشراء آلات (للفرز وإزالة النوى والطهي والتعقيم ووضع السدادات، وغرفة تبريد بسعة 4 أطنان، وفرن وميزان ورافعة وصندوق للتخزين)، لا زال في انتظار الحصول على رخصة برنامج التنمية المندمج بجهة الشرق ببوعرفة. وتقدمت التعاونية بطلب بذلك مع إشراف خبراء من وكالة جهة الشرق وهو الطلب الذي يؤكد المساعدة التقنية الرامية تحديداً إلى الحصول على الترخيص للمنتجات وفق قواعد النظافة الغذائية المعمول بها.

ويشير السيد عيسى قائلاً : «أحيل الملف على وكالة جهة الشرق باتفاق

مخطط عمله المسمى المنتج الخاص N4 الرامي إلى تقييم فروع المنتجات المحلية.

مشاريع ذات قيمة نموذجية

أعطى برنامج التنمية المحلية المندمج بجهة الشرق في البداية انطلاقة مشروع نموذجي لفائدة ثلاث تعاونيات (القصور للتمور ومشتقاته بفجيج، الوفاق لعصر زيت الزيتون بالجماعة القروية بتافوغالت واتحاد المصلحة الاقتصادية لإنتاج العسل بجهة الشرق على مستوى الجماعة القروية لرسلان)، وانصبت هذه الأنشطة على

يراعي الحصول على هذه التراخيص ضرورة احترام الشروط التي ينص عليها القانون ومرسوم تطبيقه، ولا يتوفر العديد من التعاونيات على الإمكانيات المادية والبشرية لأجل سلوك مثل هذه المسطرة كونها تتطلب استثمارات مهمة من جانب هذه التعاونيات من قبيل إعادة تجهيز مقراتها واستبدال معداتها بل وبناء مقرات أو وحدات إنتاج أحياناً، كما تتسم المساطر الإدارية ببطء كبير. وتحتاج التعاونيات كذلك إلى التكوين في مجال التدبير وكذا في مجال قواعد الجودة والنظافة بالنسبة للمخترطين في التعاونيات.

وفي ظل هذه الظروف، يسوغ لبرنامج التنمية المحلية المندمج بجهة الشرق التدخل استناداً إلى



الكاتب مهندس فلاحى يتطلع إلى إنتاج منتجات غذائية محلية وطبيعية، حيث أنه يسخر كل مؤهلاته لهذا المجال. وتسعى كافة الجهود المبذولة في هذا القطاع إلى مساهمة ضوابط المكتب الوطني للسلامة الصحية للمنتجات الغذائية، وسلامة المستهلك وأرباح المنتج الذي يرغب في تسويق منتجاته، لأنه الكل يساهم في تخطي هذه المرحلة.



السيد عصام الدين سليكة،
مكلف بالمشاريع عن برنامج التنمية المحلية المندمج
بجهة الشرق بوكالة جهة الشرق

برنامج التنمية المحلية المندمج بجهة الشرق في تناغم وانسجام مع مخطط المغرب الأخضر

الفئات القروية، يتطلع مخطط المغرب الأخضر إلى ضمان السلامة الصحية للمنتجات الغذائية وإلى النهوض بمؤهلات المستهلك وتعزيز ثقته، ويعهد بهذه المهام بالخصوص إلى المكتب الوطني للسلامة الصحية للمنتجات الغذائية المعني بالقانون 07-28 الذي يلزم وحدات التحويل بالحصول على ترخيص بالسلامة الصحية للمنتجات لأجل تسويق منتجاتها. وينص هذا القانون على المبادئ العامة للسلامة الصحية للمنتجات الغذائية، كما تحدد الشروط التي تصنع فيها المنتجات الأولية والمواد الغذائية وأغلاف الحيوانات وكذا تلك التي تعالج وتحول وتغلف وتحفظ وتنقل وتخزن وتوزع وتعرض للبيع وتصدر وذلك لكي تصنف ضمن قائمة المنتجات أكيدة الصلاحية، سواء أكانت طازجة أو محولة وكيفما كانت طرق وكيفيات تخزينها وتحويلها وتصنيعها.

ينص القانون على أن عرض المنتجات أكيدة الصلاحية بالسوق مرهون بمقتضيات عامة ولاسيما قواعد النظافة والسلامة واستعمال مواد التنظيف والتعقيم وعبوات الاستهلاك المرخص بها، ودون إغفال وجوب إخبار المستهلك عن طريق وضع البطاقات التعريفية. وإلى حدود سنة 2015، تم تسليم 69 رخصة وترخيص بالسلامة الصحية لفائدة (وحدات الفلاحة التصنيعية والمقاولات والتعاونيات مجتمعة) من أصل 88 وحدة تم إحصاؤها من لدن المكتب المذكور داخل القطاع النباتي بجهة الشرق.

يتم تنفيذ برنامج التنمية المحلية المندمج بجهة الشرق، بالاعتماد على أربعة محاور من بينها محور التجمعات الفلاحية المؤسسة وفق مبادئ الاقتصاد الاجتماعي والتضامني. وانسجاما مع الاستراتيجية الفلاحية الوطنية، فإن برنامج التنمية المحلية المندمج بجهة الشرق المدرج في إطار مخطط المغرب الأخضر، نجح في إنشاء نظامين للري الجماعي يعتمدان على المضخات التي تعمل بالطاقة الشمسية وذلك لفائدة جمعيتين من جمعيات المنتجين، حيث تم إحداث النظام الأول بمدينة بركان فساهم في الحصول على إنتاجية مهمة وتعزيز مكانة شجر المزارع باعتباره منتجا محليا، إضافة إلى الإسهام في تكاليف الضخ، وأحدث النظام الثاني بفجيج، وإضافة إلى إسهامه في إلغاء تكاليف السقي، مكن هذا النظام 42 شابا من الولوج إلى 42 هكتار من أراضي الجموع ومباشرة أنشطة رامية إلى إنتاج التمر. أما فيما يخص التعاونيات الفلاحية، فقد مكن برنامج DÉLIO، ثلاث تعاونيات من التزود بوحدات إنتاج وآلات، كل حسب اختصاصه.

**مخطط المغرب الأخضر
والمكتب الوطني للسلامة
الصحية للمنتجات الغذائية**

إضافة إلى الرفع من الإنتاج وتحسين مداخل





السيد بوجواله أمام
خيمة المعرض الجهوي
للصناعة التقليدية
بوجدة

بالفعل، يعد قطاع الصناعة التقليدية قطاعا حيويا ورافعا لاقتصادنا. هذا فضلا عن المكانة المهمة التي يتبوأها في ظل النسيج الاقتصادي الوطني، وكذا الخصوصية التي يتمتع بها في نقل محتوى حضاري وفني خاص ببلدنا.

وتهدف الاستراتيجية الوطنية الجديدة للتنمية إلى تحقيق هدفين :

- يكمن الأول في اعتماد سياسة تطوعية بغية خلق مناصب شغل كافية ؛
- ويكمن الثاني في إثبات الدور الجديد الذي تلعبه الإدارة، من خلال تجاوز أدوار التسيير والتدبير إلى أدوار تنموية.

رواق إحدى العارضات،
وهي حرفية في
مجال الخياطة



• ومن جهة ثانية، الالتزام المتواصل من الحكومة، والتي يرجع لها فضل خلق قطب تنموي جهوي - قطب شرق المتوسط - وكذا إنشاء وكالة الإنعاش والتنمية الاقتصادية والاجتماعية لولاية وأقاليم جهة شرق المغرب «التي تدعى «وكالة الشرق».

ومن ناحية أخرى، تمت بلورة هذه المشاريع بفضل إبرام شراكة طموحة بين غرفة الصناعة التقليدية لجهة الشرق ووزارة الصناعة التقليدية والاقتصاد الاجتماعي والتضامني، والتي ركزت على مقارنة إستراتيجية لتنمية قطاع الصناعة التقليدية في الجهة. وفي هذا الإطار نظمت عدة لقاءات مع كل جماعات الأقاليم السبعة بجهة الشرق بغية تحسيسهم بالإستراتيجية الجهوية الجديدة لتنمية قطاع الصناعة التقليدية.

تخللت هذه الاجتماعات توقيع غرفة الصناعة التقليدية لتفانيات مع كل جماعة، حيث استفاد موظفوها من دورات تكوينية تروم تمكينهم من استيعاب مضمون وأهداف هذه الإستراتيجية.

من أجل تعميم الإستراتيجية الجديدة على نطاق واسع، قامت غرفة الصناعة التقليدية لجهة الشرق، بتعاون مع فيدرالية غرف الصناعة التقليدية وتحت إشراف السيد إدريس بوجواله (الذي يشغل أيضا منصب نائب فدرالية غرفة الصناعة التقليدية) بتنظيم لقاء وطني بمدينة وجدة حول «غرفة الصناعة التقليدية في إطار الجهوية الموسعة: كيف السبيل إلى اندماج فعال ومنتج في نظام الجهوية المتقدمة؟».

قامت السيدة فاطمة مروان وزيرة الصناعة التقليدية والاقتصاد الاجتماعي والتضامني رفقة كل من السيد محمد مهدي والي جهة الشرق والسيد شغاف رئيس فدرالية غرف الصناعة التقليدية وكذا ممثل عن مجلس جهة الشرق، بالمشاركة في هذه التظاهرة والسهر على نجاح فعالياتها.

بالموازاة مع هذا اللقاء، نظمت الغرفة ورشات خصصت للحرفيين، وذلك تحت إشراف أساتذة ومتخصصين. وكان الهدف منها أساسا هو الخروج بتوصيات تخص التنمية الاجتماعية والاقتصادية لقطاع الصناعة التقليدية، لاسيما فيما يخص تشجيع وتأطير ودعم الحرفيين من أجل الحفاظ على تنوع مهاراتهم وحماية التراث الثقافي والتاريخي والارتقاء بجودة منتجات الصناعة التقليدية بجهة الشرق.

بعد توليه زمام أمور غرفة الصناعة التقليدية بجهة الشرق، نسج خيطا دائما بين الخيارات الحكومية والسياسات الجهوية وبين الخيارات الوطنية وخصوصيات الجهة حسب ما تمليه صلاحياته.



السيد إدريس بوجواله،
رئيس غرفة الصناعة التقليدية
بجهة الشرق

إستراتيجية غرفة الصناعة التقليدية بجهة الشرق في إطار الجهوية المتقدمة

علاوة على ذلك، منح هذا الإصلاح لغرف الصناعة التقليدية عموما وجهة الشرق خصوصا، مجالات وصلاحيات واسعة بهدف تولي شؤون جميع حرفيي الأقاليم التابعة لها. وإلى جانب تمثيلية الحرفيين، تضطلع غرفة الصناعة التقليدية بدور التوجيه والمواكبة ووضع برامج للتعريف بمنتجات الحرفيين وتسويقها، سواء تعلق الأمر بالحرفيين المستقلين أو المقاولات الناشئة أو التعاونيات.

وتقوم الغرفة بدعم هذه الفئة أثناء كل مراحل اشتغالها عبر تقديم المساعدة أثناء مرحلة التأسيس وتنظيم دورات تكوينية، وكذا إنشاء فضاءات لتسويق منتجاتهم. وذلك بهدف الرفع من مستواهم الاجتماعي والاقتصادي وجعلهم فئة نشيطة قادرة على المساهمة في تنمية الجهة.

ولقد تم تحقيق هذه الأهداف على أرض الواقع :

- من جهة، بفضل الدينامية التي خلقتها «المبادرة الملكية لتنمية جهة الشرق»، والتي تسعى إلى تشجيع الاستثمار وخلق فرص الشغل وتشجيع المقاولين الشباب على إنشاء المقاولات الصغرى والمتوسطة ؛

يشكل ظهور مفهوم الجهوية المتقدمة تحولا كبيرا داخل المغرب، البلد الذي يتميز بقيم الحكمة والديمقراطية والسياسية. وفي الواقع، أفضت هذه الإصلاحات المؤسساتية والترايبية إلى تقطيع ترابي جديد، ليصبح حاليا المغرب مقسما إلى 12 جهة، وذلك بفضل الإرادة الملكية السامية والانخراط الواسع للشعب المغربي.

وعقب هذه الإصلاحات الإستراتيجية، أصبحت حاليا جهة الشرق تتكون من ولاية واحدة تنضوي تحت لوائها سبعة أقاليم، وهي أقاليم بركان والدريوش وفجيج وكُرسيف وجردة والناظور وتاوريرت وولاية وجدة-أنجاد.

وتعود هذه الإصلاحات في الأصل إلى غرفة الصناعة التقليدية بالشرق، التي تأسست في شهر غشت 2015 وتتكون من 39 عضوا. ويشتمل تنظيمها

الإداري على مديرية وثلاثة مصالح كالاتي :

- مصلحة النهوض وتتبع المنشآت والتكوين ؛
- مصلحة إنعاش الصناعة التقليدية وشؤون الحرفيين والمنظمات المهنية ؛
- مصلحة الإدارة والتمويل والشؤون القانونية.

يتمتع قطاع
الصناعة
التقليدية
في نقل
محتوى
حضاري
وفني

لها أن النساء تحدوهن رغبة جامعة في كسب المال لسد حاجياتهن فقدمت دعمها من أجل إطلاق مجموعة من الأنشطة المدرة للدخل، وبفضل وكالة التنمية الاجتماعية، استفادت، خلال سنة 2006، 15 امرأة من برنامج تربية الخرفان المخصصة للتسمين والتسويق.

وخلال سنة 2009، وبفضل المبادرة الوطنية للتنمية البشرية، استفادت 39 امرأة أخرى من نفس البرنامج الذي يستهدف تربية الخرفان. أما خلال سنة 2012-2013، وبفضل وكالة جهة الشرق، تمت مرافقة 4 موجزين عاطلين عن طريق منحهم قروض بدون فائدة لأجل مباشرة مشاريعهم.

وفي ظل هذه الدينامية الرامية إلى خلق أنشطة مدرة للدخل، أنشأت جمعية بروال وحدة لإنتاج الخبز والحلويات على مستوى مركزها السوسيوي-ثقافي بـ «باسيدال الجبل»، واستفادت هذه المخبزة التي مولتها الجمعية بوسائلها الخاصة من دعم المبادرة الوطنية للتنمية البشرية التي مولت شراء وتركيب فرن دوار بتكلفة 160 000 درهم. وبعد ذلك، وبفضل وكالة جهة الشرق التي مولت شراء التجهيزات المطلوبة جهاز العجين، وجهاز صنع الخبز وعربات وصفائح) انطلقت عملية الإنتاج خلال شهر يناير المنصرم. وهكذا انطلق المشروع وأُسست الجمعية تعاونية ذاتية التدبير (تعاونية نساء بروال لإنتاج الحلويات) وفوتت لها التجهيزات والأصل التجاري بصفة رسمية.

وفي إطار متابعة تأطيرها للتعاونية، سعت الجمعية إلى البحث عن شريك (لأجل مساعدتها في تكوين المستخدمين بالمخبزة والرفع من جودة المنتجات)

وفي شراء سيارة (لأجل تسهيل توزيع الخبز في مختلف نقط البيع باستمرار).

وأخيرا، وجد السيد نوح فريقه ضالته في «مؤسسة فرنسا» حيث أن هذه المنظمة غير الحكومية مولت شراء السيارة وانتدبت خبيرا في التكوين لقضاء 3 أشهر بالمركز لأجل تأطير جميع وحدات التكوين النظري والتطبيقي لفائدة 13 امرأة تصنع الخبز بالتعاونية.

وتجدر الإشارة إلى أنه تحصل حاليا النساء المنخرطات على دخل شهري قدره 800 درهم من هذه الأنشطة المدرة للدخل التي تعرف نجاحا كبيرا، واستنادا إلى السيد نوح فإنه : «بناء على طلب من المنظمة الفرنسية، سافرت جمعية بروال لأجل عرض مشروعها بمدينة «سوسة» بتونس، فيما تمثل الجزائر العاصمة الوجهة المقبلة وتصوب المنظمة إلى خلق شبكة مغربية قصد التعريف بها لتأخذ الفكرة مسارها الصحيح».



السيد محمد نوح،
رئيس جمعية «بروال»
للتنمية الاجتماعية
والثقافية والبيئية

تأسست جمعية بروال للتنمية الاجتماعية والثقافية والبيئية بتاريخ 11 فبراير 2003 بدوار بروال الكائن بالجماعة القروية «باليسدال الجبل» على بعد 14 كلم عن مدينة الناظور، وتضم هذه الجمعية 9 أعضاء (8 نساء ورجل واحد) وتتمثل مهمتها في الرقي بالمرأة والطفل القروي وانتشالهما من الهشاشة والتهميش بغية إدماجهما في التنمية المحلية، وقد رسمت لها في البداية هدفا استراتيجيا يتمثل في مكافحة الأمية بالوسط القروي.

ولرفع هذا التحدي الهام، تم الاتفاق مع وزارة التربية الوطنية ووكالة التنمية الاجتماعية واللذان ساعدتا بموجب عقد شراكة في إنشاء مركز سوسيوي-تربوي سنة 2004، مزود بقاعة دروس (40 مقعد)، وقاعة للخياطة وروض للأطفال، وقد عرف هذا المركز نجاحا مهما حتى قبل المبادرة الوطنية للتنمية البشرية.

وبالفعل، واستنادا إلى السيد أحمد نوح، رئيس الجمعية فإنه «خلال سنتين، استفادت 500 امرأة من دعم المركز، كما استفادت 170 فتاة من اللواتي انقطعن عن الدراسة من الدروس التي يقدمها المركز، كما استفاد 300 طفل من خدمات الروض».

ومن جانب آخر، فإن وزارة التربية الوطنية أناطت بالجمعية مهمة تعميم هذه التجربة على كافة الجماعات القروية بـ «باليسدال الجبل» و بـ «باليسدال لوطا» مع تحديد هدف يروم استفادة 4 000 شخص من هذه الخدمات، ويؤكد السيد نوح قائلاً: «هو ما تم القيام به خلال سنتين، حيث تم فتح 38 قسما بالجماعتين» ويضيف مصرحا أن : «نسبة الأمية تراجعت بشكل ملحوظ بجماعاتنا».

وساهمت جهة الشرق مساهمة فعالة في هذا المشروع عبر تقديم مساهمة مالية عززت التعويض المخصص لأساندة المركز. ولم تقتصر الوكالة على ذلك فحسب، بل واكبت أيضا جمعية بروال خلال مشاريع أخرى، ذلك أنها بعدما أجرت دراسة على مستوى الدوار تبين



مستخدمو مخبزة الحلويات أثناء العمل

وانضمت الشبكة الجمعوية للتنمية بمكناس إلى الشبكة المغربية للاقتصاد الاجتماعي والتضامني خلال سنة 2008، وتكون بذلك قد انخرطت ضمن شبكة مهمة يفوق صداها حدود البلاد وذلك طلبا في الوصول إلى المعلومة المتعلقة بالقطاع وبغية المشاركة في المشاريع الوطنية للتنمية الاجتماعية والتضامنية.

وتعد شبكة جمعيات التنمية بالشرق عضوا مؤسسا أيضا للشبكة المغربية للاقتصاد الاجتماعي والتضامني، إنها شبكة متعددة القطاعات وتتسم بنشاط دؤوب وتضع نصب عينيها مجموعة من الأولويات كالنساء والشباب والأطفال والهجرة والبيئة والتمويل التضامني والتجارة العادلة وتحفز على مشاركة السكان في السياسات العامة.

وانضمت شبكة الجمعيات والتعاونيات المحلية بتغيير إلى الشبكة المغربية للاقتصاد الاجتماعي والتضامني خلال سنة 2013، وينشط هذا القطب داخل مجموعة من القطاعات الحيوية وخاصة بالوحدات - إنتاج التمور والتغير المناخي- حيث يقوم بأعمال تحسيسية للوعي بثقافة الحفاظ على الموارد المائية.

وانضمت شبكة مبادرة الاقتصاد الاجتماعي والتضامني بكلميم إلى الشبكة المغربية للاقتصاد الاجتماعي والتضامني خلال سنة 2015، وتضم تعاونيات تنشط ضمن عدة قطاعات وخاصة الصيد التقليدي حيث تستهدف هذه المشاريع تزويد الصيادين بالمعدات اللازمة لهم وتطوير تقنيات المحافظة على الثروات السمكية ودعم التسويق.

وتعد الشبكة الجمعوية للتنمية بفركلا - تنجدا، عضوا بالشبكة المغربية للاقتصاد الاجتماعي والتضامني منذ سنة 2015، وتركز هذه الشبكة متعددة القطاعات أعمالها حول الواحات وحول دعم تحويل التمور الذي تقوم به التعاونيات النسائية. ولمضاعفة أنشطتها على أرض الواقع، ركزت الشبكة المغربية للاقتصاد الاجتماعي والتضامني على شبكتها الدولية المهمة عبر توقيع عدة اتفاقيات شراكة نذكر منها :

• خلال سنة 2011، توقيع اتفاقية مع المعهد الإفريقي للتنمية ومع جامعة خاصة (بكل من الكامرون وبوركينا فاسو وزامبيا ومقرها جنيف)، وهي الشراكة التي سمحت للشبكة المغربية للاقتصاد الاجتماعي والتضامني بتعزيز علاقاتها مع الدول الإفريقية واعتماد قناة للمعهد الإفريقي للتنمية بسلا استجابة لحاجيات الفاعلين ضمن الاقتصاد الاجتماعي والتضامني والمتعلقة بتطوير المؤهلات وإنجاز المشاريع القيادية والتدريب على أرض الواقع ؛

• عقد شراكة مع أوكسفام - إيطاليا، وهو ما يمثل خطوة استباقية نحو إحداث لجان التنسيق (واليوم قامت الشبكة المغربية للاقتصاد الاجتماعي والتضامني بتبثيت 14 وحدة بالعديد من الأماكن المختلفة) وتشكل هذه الوحدات أرضية يفد عليها العديد من الفاعلين وتسهل بذلك وضع برامج تنموية مشتركة ؛

• دشنت الشبكة المغربية للاقتصاد الاجتماعي والتضامني مشروعا جديدا أيضا يتركز حول صناعة الحبال مستوحى من التجربة الدولية ويرتكز على القيمة الزمنية المخصصة لخدمة ما (كعملة مشتركة بين الأعضاء)، وبمعية جمعية أحدثت لدعم نموذج التنمية (جمعية صناعة الحبال بسلا التي تضم حاليا 66 عضوا).

ونذكر من بين المشاريع التي أعطينا انطلاقتها على المستوى المحلي بالمغرب ما يلي :

• الجمعية القروية للأدخار والقروض التي تأسست بوجدة وامتدت إلى مكناس وتافيالت وتضم 60 امرأة (من 20 إلى 25 امرأة بكل واحدة منهما) وتقوم بتدبير ادخار متجدد لإحداث أنشطة مدرة للدخل (440 نشاط مدر للدخل خلال سنتين) ؛

• المشروع الذي أعطيت انطلاقة في إطار شراكة مع وزارة الشباب والرياضة والبنك الدولي لمواكبة الشباب (استفاد 50 شخصا من 7 جهات) ؛

• مشروع موبنيت (التعبئة الشبكية) لتبادل المعلومات بين الشباب المقاولين على مستوى الضفتين الشمالية والغربية للبحر الأبيض المتوسط (12 اتجهوا نحو الشمال و 8 نحو الجنوب) ؛

• تأسيس تعاونيات للنساء لأجل تسليم خدمات بالموطن (47 امرأة بسلا) ؛

• مشروع أوكسفام - إيطاليا للدعم المؤسسي للجمعيات ؛

• مشروع سويتش - ميد إلى جانب برنامج الأمم المتحدة للتنمية والذي يرمي إلى تكوين 160 مقاول في المهن الخضراء ؛

• مشروع إحداث شبكات دعم المقاول مع التعاونية الدولية الأمريكية التي سبق أن واكبت 200 شاب في التدبير المباشر للامتيازات في مجال المطاعم والتوزيع والتجارة بأسفي والجديدة ؛

• مشروع (النوع) بتعاون مع منظمة سيفا وهي منظمة إيطالية تعنى بمواكبة التعاونيات النسائية ؛

• المشروع الذي أعطيت انطلاقة بشراكة مع الجماعات المحلية لأجل مواكبة الباعة المتجولين بسلا المنضوين تحت لواء جمعية ما وذلك قصد إيجاد أماكن لهم تتماشى والتنظيم المعمول به.

تأسيس تدريجي ، قوي ومستديم بالمغرب



الدعم الذي قدمته الوكالة الفرنسية
والسفارة الفرنسية : شيك بقيمة
10 000 أورو لإعطاء انطلاقة
المشروع الحيوي للتعاونية المنتجة
للخدمات المقدمة محليا

للبيئة... ومكنتها هذه الشراكة من جلب الدعم
والمواكبة الضروريين لمشاريع أعضائها.

وتعد شبكة جمعيات تنمية واحات الجنوب الشرقي
من بين الأعضاء المؤسسة للشبكة المغربية
للاقتصاد الاجتماعي والتضامني، كما أن نظامها
الأساسي الذي ينص على عضويتها داخل الشبكة
الموضوعية الوطنية مكنها من تعزيز مؤهلاتها داخل
مجال الاقتصاد الاجتماعي والتضامني.

وانضمت شبكة جمعيات التنمية بآيت سوكو
ميرت إلى الشبكة المغربية للاقتصاد الاجتماعي
والتضامني سنة 2010 لتبادل الخبرات على أرض
الواقع وذلك من قبيل التكوين والتنسيق اللذان
يعدان بمثابة اللبنة الأساس لتنمية ودعم الاقتصاد
الاجتماعي والتضامني على مستوى إقليمها.

إن شبكة جمعيات التنمية هي عضو مؤسس أيضا
لشبكة المغربية للاقتصاد الاجتماعي والتضامني،
ويعتمد قطب الجنوب على الاقتصاد الاجتماعي
والتضامني وعلى الدعم والمواكبة اللذان تجنيهما
هذه الشبكة من الشبكة المغربية للاقتصاد
الاجتماعي والتضامني ومن شبكتها الدولية واللذان
يحفظان على تبادل المعلومات ويدعمان نشاط شبكة
جمعيات التنمية في تعبئة ميدان عملها.

وانضمت الشبكة الجموعية المحلية بميسور إلى
الشبكة المغربية للاقتصاد الاجتماعي والتضامني
خلال سنة 2006، ومنذ ذلك الحين مكنتها الدينامية
المرتبة عن ذلك من تعبئة المجتمع المدني ووضعت
في متناول الشبكة الجموعية فرصة ذهبية لسد
حاجياتها من التكوين ومن البحث عن سبل إبرام
شراكات مع أعضائها.

وانضم اتحاد تعاونيات تربية النحل بتادلة أزيلال إلى
الشبكة المغربية للاقتصاد الاجتماعي والتضامني
خلال سنة 2011، ومنذ ذلك التاريخ، التمس قطب
بني ملال دعم الشبكة المذكورة وتأطيره وتكوينه وذلك
لأجل دعم منتجات تعاونيات تربية النحل بمنطقتها.

ونتيجة لعمليات الاتصال هذه، وجدت الشبكة المغربية
للاقتصاد الاجتماعي والتضامني نفسها مرتبطة ارتباطا
وثيقا بكافة مشاريع الديمقراطية الاقتصادية بالمغرب
والتي تقودها السلطات العمومية التي تلجأ إلى الخبرة
القانونية التي راكمتها الشبكة المذكورة بفضل نشاطها
الهادف داخل شبكة دولية ذائعة الصيت، ومن بين هذه
المشاريع نذكر على سبيل المثال :

- إحداث أرضية عادلة للتجارة ؛
- القانون الإطار للاقتصاد الاجتماعي والتضامني ؛
- القانون المنظم للتعاونيات.

وتعد الشبكة المغربية للاقتصاد الاجتماعي
والتضامني مؤسسة تابعة للشبكة الإفريقية
للاقتصاد الاجتماعي والتضامني أيضا، والتي
انعقدت جمعيتها العمومية المؤسسة بالقنيطرة سنة
2010 بحضور 25 بلدا، واستقرت هذه الشبكة
بالمغرب إلى حدود سنة 2015 قبل انتقالها إلى
مدينة باماكو، العاصمة المالية.

وفي إطار أهداف التنمية المستدامة، شاركت
الشبكة المغربية للاقتصاد الاجتماعي والتضامني
مشاركة فعالة في الأشغال التي نظمتها الشبكة
الإفريقية للاقتصاد الاجتماعي والتضامني «حوار
أوربا - إفريقيا حول التنمية» وهي الأشغال التي
انصبت على ثلاثة مواضيع وهي الهجرة والتغيرات
المناخية والتنمية المشتركة.

وقد عملت الشبكة المغربية للاقتصاد الاجتماعي
والتضامني على المستويين المتوسطي والمغاربي
أيضا وذلك عبر إدماج الشبكة المتوسطية للاقتصاد
الاجتماعي والتضامني الكائنة ببرشلونة، وهو
التعاون الذي يعرف نموا ملحوظا.

اثنا عشر قطبا إقليميا

طورت الشبكة المغربية للاقتصاد الاجتماعي
والتضامني بالمغرب 12 قطبا إقليميا يرمي إلى دعم
المبادرات المحلية ولاسيما برامج التنمية الجماعية.
وقد عقدت شبكة جمعيات محمية أركان للمحيط الحيوي
بترنيت شراكة مع المؤسسات العمومية والخاصة
داخل الوطن وخارجه ومنها المجلس الإقليمي لمدينة
ترنيت والندوبية السامية للمياه والغابات ومحاربة
التصحّر ووزارة التربية الوطنية والتعاون الوطني
ووكالة التنمية الاجتماعية ومجلس جهة سوس ماسة
درعة والتعاون الألماني (GIZ) والصندوق العالمي

أهداف الشبكة المغربية للاقتصاد الاجتماعي والتضامني :

- 1- تنمية التجارة العادلة.
- 2- دعم التمويل التضامني.
- 3- تنمية السياحة تنمية مستدامة.
- 4- دعم المنظمات الأعضاء والنهوض بها ودعم التنسيق بين هؤلاء الأعضاء.
- 5- نشر قيم ومبادئ الاقتصاد الاجتماعي والتضامني.
- 6- تحفيز البحث العلمي والتكوين في مجال الاقتصاد الاجتماعي والتضامني.
- 7- السهر على تنمية الاقتصاد الاجتماعي والتضامني ودعم التنمية المستدامة.

يدافع الكاتب لمدة تفوق 35 عاما
عن الكرامة والتعاون الوطني (المؤسسي
أو غير المؤسسي) وعن الشراكة التي
تصب في خدمة كل أولئك المنخرطين
فيها والتي تعتمد في تدبيرها على
مساهمتهم الفعالة، إنه مدافع لا يكل من
الدفاع عن مفهوم الاقتصاد الاجتماعي
والتضامني، ونجده في صلب تطوير
هذا المفهوم بالمغرب و في كافة ربوع
القارة الإفريقية على حد سواء.



السيد عبد الجليل الشرقاوي،
الرئيس السابق للشبكة المغربية
للاقتصاد الاجتماعي والتضامني

الشبكة المغربية للاقتصاد الاجتماعي والتضامني، شبكة ذات خبرة عالية في الميدان القانوني ورائدة في مجال الاستشارة

الشركات الصغرى المنضوية تحت لواء جمعيات دعم الفلاحة الزراعية، وسرعان ما انضم إلى الجمعيات المؤسسة 17 جمعية أخرى ليصبح عددها الإجمالي 24 جمعية وطنية. ولكي يذيع صيتها ويشد عودها، عقدت الشبكة المغربية للاقتصاد الاجتماعي والتضامني أول اجتماع لها واستضافت السلطات العمومية المغربية وكذا العديد من الخبراء من أمريكا اللاتينية (كولومبيا) وأوروبا (فرنسا وإسبانيا) وأفريقيا (السنغال ومالي)، ومنذ ذلك الحين ظل هدف الشبكة المغربية للاقتصاد الاجتماعي والتضامني قائما ومتمثلا في دعم الاقتصاد الاجتماعي والتضامني. واستهدفت الشبكة المغربية للاقتصاد الاجتماعي والتضامني أربعة محاور تحظى بأولية التدخل ولاسيما : تطوير الكفاءات عبر التكوين، التحسيس، وضع آليات العمل ومواكبة المبادرات الإقليمية المتميزة. وقد تمخض عن أول شراكة مبرمة مع منظمة أوكسفام كيبك إخراج فيلم بطابع مؤسساتي. وبعد ذلك انطلق مسلسل تبادل المعارف مع المؤسسات العمومية من قبيل وزارة الفلاحة ووزارة الاقتصاد الاجتماعي والتضامني ووكالة التنمية الاجتماعية والتعاون الوطني ومكتب تنمية التعاون وذلك بقصد الوقوف معا على آليات العمل.

في بداية التسعينات لم تكن أفريقيا والمغرب حاضرين في النقاش الذي يعنى بالديمقراطية الاقتصادية ولم تبرز فكرة تأسيس شبكة الاقتصاد الاجتماعي والتضامني لأول مرة بأفريقيا إلا مع حلول سنة 2005 وتحديدا بمناسبة المؤتمر الاجتماعي العالمي الذي نظمته شبكة تعزيز الاقتصاد الاجتماعي والتضامني عبر القارات ببيروت أليكري بالبرازيل، وقد قاد المشروع فريق من المغاربة والسنغاليين والماليين والفرنسيين عبر مشاركتهم في هذا اللقاء واختاروا مدينة دكار، العاصمة السنغالية، كمقر لتنظيم المؤتمر الأول الذي كان بمثابة الحجر الأساس لتأسيس شبكات الاقتصاد الاجتماعي والتضامني بأفريقيا، ومع اختتام الأشغال التي ساهم فيها العديد من الخبراء مساهمة فعالة كان من بين العديد من التوصيات التي خرجوا بها إحداث شبكة الاقتصاد الاجتماعي والتضامني بكل بلد ممثل بالقارة.

ويعتبر 26 فبراير 2006 بمثابة تاريخ ميلاد الشبكة المغربية للاقتصاد الاجتماعي والتضامني، أول شبكة للاقتصاد الاجتماعي والتضامني بأفريقيا، وذلك بناء على قرار صادر عن 7 جمعيات تدعم

 قيم الشبكة
المغربية
للاقتصاد
الاجتماعي
والتضامني
- التضامن ؛
- الكرامة ؛
- العدالة
الاجتماعية ؛
- المساواة ؛
- الديمقراطية.



- ربحية مؤطرة تضع المكسب المادي في خدمة الغاية ؛
- غاية اجتماعية و/أو بيئية ؛
- حكامه تشاركية.

في حالة تواجد تنافسية مع مقاولات أخرى، فإن الابتكار على مستوى المنتج أو الخدمة وعلى مستوى التنظيم والتوزيع هو وحده القادر على ضمان استمرارية المقولة الاجتماعية.

2- العمل الاجتماعي

هو مجموعة الوسائل التي يتيحها فاعلو القطاع الاجتماعي (الجماعات الترابية والدولة) من أجل ضمان الانسجام الأمثل داخل المجتمع، خصوصا عبر التدابير التشريعية أو التنظيمية، أو الأعمال والمساعدات المادية أو المالية، والتي تهدف إلى مساعدة الأشخاص في وضعية صعبة ليعيشوا في ظروف ملائمة ولأنقرة لاكتساب استقلاليتهم والحفاظ عليها وكذا التكيف مع الوسط.

3- المسؤولية الاجتماعية للمقاولات

يلتزم المسيريون باحترام المسائل المتعلقة بالقيم الكونية الأساسية والموارد البشرية إضافة إلى مصالح كل الأطراف. وإلى جانب التزاماتها القانونية، يتوجب على المقولة المسؤولية اجتماعيا مراعاة كل المصالح المرتبطة بسيرها، بهدف جعل أنشطتها تخلق أفضل تأثير ممكن على عاملها وشركائها وعلى التنمية. ولذلك فإن الأمر يتعلق بالجمع بين العناصر التالية :

- الفعالية الاقتصادية (الحاجة لتحقيق الأرباح وتحسين المدخلات، مع الأخذ بعين الاعتبار تحقيق ذلك على المدى البعيد وضرورة احترام الإنسان والبيئة) ؛
- احترام حقوق الإنسان (وفقا لمنظمة العمل الدولية، فإن المسؤولية الاجتماعية للمقولة تتعارض مع تشغيل الأطفال ووضع عوائق أمام الحق النقابي...) ؛
- احترام البيئة والصحة (إنتاج فعال من حيث استخدام الطاقة والانبعاثات الملوثة، مع استخدام آليات فعالة للتقليل من الانبعاثات أو لإعادة تدوير النفايات...) .

4- المسؤولية المجتمعية والبيئية

إن نشر مبادئ التنمية المستدامة داخل المقولة يعد بمثابة مقاربة عالمية تسمح للمقولة بوضع نفسها على هذا المستوى وتعزيز نموها.

5- الاقتصاد الاجتماعي والتضامني

هو مجموعة الأنشطة المنظمة داخل بنيات رسمية

أو مجموعات للأشخاص الطبيعيين أو المعنويين، والتي تهدف إلى تحقيق غاية جماعية ومجتمعية. وتتميز هذه البنيات بكونها تضمن حرية العضوية، وتتمتع بالاستقلالية في التسيير، كما أنها تتميز بالديمقراطية والتشاركية. وتدخل في إطار الاقتصاد الاجتماعي والتضامني كل المؤسسات ذات الغاية الاجتماعية بالأساس والتي تقدم نماذج اقتصادية جديدة شاملة وقابلة للحياة، بحيث تنتج سلعا وخدمات تركز على العنصر البشري، وتدخل في إطار التنمية المستدامة ومكافحة الإقصاء.

ويشمل هذا القطاع :

- التعاونيات التي تم إنشاؤها طبقا للقانون الجديد رقم 12-112 ؛
- الشركات التعاونية التي تم إنشاؤها وفقا للقانون المتعلق بوضعية التعاونيات والشركات التضامنية للتأمين التي ينظمها قانون التأمينات ؛
- المؤسسات التي تم إنشاؤها بمقتضى ظهير أو قانون تنظيمي ؛
- الجمعيات المشغلة ذات أنشطة اقتصادية سلعية أو غير سلعية ؛

• الوحدات الأخرى ذات التوجه الاقتصادي والاجتماعي التي تم إنشاؤها وفقا للقانون، والتي تستجيب لمقتضيات إنشاء مقولة اجتماعية وإلى المبادئ التالية :

- أولوية الشخص وهدف الشركة على رأس المال ؛
- العضوية التطوعية والمفتوحة ؛
- المراقبة الديمقراطية من قبل الأعضاء ؛
- الربط بين مصالح الأعضاء المستخدمين والصالح العام ؛
- الدفاع عن التضامن والمسؤولية وترسيخ مبادئهما ؛
- استقلالية التسيير والاستقلالية بالنسبة للسلطات العامة ؛
- تخصيص معظم الفائض لتطوير البنيات و/أو لخدمة الصالح العام ؛
- التعاون بين وحدات الاقتصاد الاجتماعي والتضامني محليا وجهويا ووطنيا ودوليا ؛
- تعليم وتكوين الأعضاء والمسيرين المنتخبين والعاملين .

تدخل هاته المفاهيم في إطار القيم والمبادئ وتبرز التنوع الإيجابي والنافع للنموذج الاجتماعي والاقتصادي والبيئي للمغرب.

- 1- الكتاب الأبيض للمقاولين الاجتماعيين: الفعالية الاقتصادية في خدمة الصالح العام.
- 2- المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي.
- 3- مشروع القانون الإطار للاقتصاد الاجتماعي والتضامني.



تكوين النساء العاملات في قطاع الفلاحة بلوكوس بشراكة مع Intermon Oxfam

عند الحديث عن «العمل الاجتماعي» فإننا نفكر تلقائياً في فعل الخير، وأمام «المسؤولية الاجتماعية للمقاولات»، فنحن نضع التنمية المستدامة. ما المقصود إذن بالاقتصاد الاجتماعي والتضامني؟ ماذا يشمل هذا المفهوم؟ وما هي حدوده بالنسبة للعمل الاجتماعي والمسؤولية الاجتماعية للمقاولات إضافة إلى الاقتصاد التضامني...؟ في هذا المقال، يلبس الكاتب عباءته الوظيفية بصفته مستشاراً ومكوناً منذ سنة 2005 لتوضيح هاته المفاهيم.



السيد أحمد أيت حدوث،
رئيس الجمعية المغربية
لدعم تنمية المقاولات الصغرى

الاقتصاد الاجتماعي والتضامني : توضيح للمفاهيم

أجل ضمان البقاء والاستمرارية دون الاعتماد على الإعانات العمومية أو الخصوصية ؛

- التجديد عن طريق ربط المسؤولية الاجتماعية بأعمالهم وأساليب تصرفهم وأهدافهم المرسومة فيما يخص الأداء، وإعادة هيكلة أنشطتهم من أجل ضمان فعالية أكثر.

يعد المشهد الحالي مواتياً لتنمية المقاولات الاجتماعية، وذلك بالنظر للمشاريع والأحداث والبرامج إضافة إلى المناخ التشريعي الذي ييسر طفرتها. فعند الحديث عن المقاولات الاجتماعية، المجهولة نسبياً والتي قليلاً ما يتم العمل بها في بلدنا، فهناك العديد من المفاهيم التي تخلق ارتباكاً للمهتمين، وهو ما يستوجب التوضيح التالي :

مختارات مفاهيمية

1- المقاولات الاجتماعية

يضع هذا النوع من المقاولات الفعالية الاقتصادية في خدمة الصالح العام، فكيفما كان شكل المقاولات، يجعل مسيرتها الربح بمثابة وسيلة وليس غاية، ويضعون الإبداع في قلب العملية.

- وتقوم المقاولات الاجتماعية على أربعة مبادئ بسيطة : مشروع قابل للحياة على المستوى الاقتصادي
- يحث على المجازفة ويلبي حاجة معينة، كما أنه يخلق ثروات ومناصب للعمل ؛

ساهمت التطورات المرتبطة بعولمة الاقتصادات والأزمات في الإخلال باستقرار الأنظمة الاقتصادية، وهو ما تسبب في مشاكل سوسيو اقتصادية وإيكولوجية وبيئية، وفي مواجهة هذه التحولات العميقة، يعيد بعض الفاعلين النظر في خلق نموذج اقتصادي ذو بعد اجتماعي وبيئي بالغ، مع الأخذ بالفكرة القائلة أن المقاولات بكل أنواعها، لا يمكنها أن تكون مستمرة ودائمة دون الجمع بين تحقيق الأرباح وخلق أثر اجتماعي إيجابي. وفي هذا الإطار، أظهرت المقاولات الاجتماعية فعاليتها في التنمية المحلية للعديد من البلدان، كما أنها أسهمت بشكل كبير في بروز نموذج اجتماعي متجدد ومعاصر.

وتعد المقاولات الاجتماعية حديثة العهد في المغرب بحيث لا يوجد حتى الآن قانون منظم للمقاولات الاجتماعية، في حين أن أنشطتها تشبه الأنشطة التي تتم مزاولتها في التعاونيات والجمعيات وبعض المقاولات التي تأخذ شكل الشركة ذات المسؤولية المحدودة. وتقوم هاته الأنواع من المقاولات بتغطية قضايا اجتماعية مختلفة، على سبيل المثال تقديم المساعدة لفئة اجتماعية معينة ودعم المرأة والتربية والتكوين والصحة، إضافة إلى إدماج الشباب في سوق الشغل... أما في الوقت الراهن، فإن البنات القائمة على التبرعات الخيرية مدعوة للقيام بما يلي :

- إعادة النظر في نموذجها عبر الجمع بين تحقيق الربح أو الربح المحدود وخلق أثر اجتماعي، وذلك من

أظهرت
المقاولات
الاجتماعية
فعاليتها
في التنمية
المحلية
للعديد من
البلدان.



السيدة رشيدة مالكي،
رئيسة اتحاد المغرب الشرقي
للتعاونيات الحرفية

تم تأسيس اتحاد المغرب الشرقي للتعاونيات الحرفية عام 2014. ويتكون من ستة تعاونيات وهي كالاتي : المنال وأفاق بوجدة، أفاق بتاندررا، الأصالة والمعاصرة واليسامي بالناظور والإبداع الخرافي ببركان. وحسب السيدة رشيدة مالكي : «يضم الاتحاد 50 تعاونية، بحيث تحقق متوسط رقم أعمال يبلغ 10 000 درهم». وتنشط في عدة مجالات، لاسيما ما يلي : إنتاج الكسكس ومشتقاته، منتجات الحلوى التقليدية، التزيين، الخياطة والصباغة على النسيج. وقد شهد اتحاد المغرب الشرقي للتعاونيات الحرفية انطلاقة متأخرة، بحيث لم يبدأ أنشطته سوى سنة 2015 بمشروع إنتاج أكياس صديقة للبيئة لتعويض الأكياس البلاستيكية. وخصص لهذا المشروع، الذي أطلقته وزارة الصناعة التقليدية والاقتصاد الاجتماعي والتضامني وكتابة الدولة المكلفة بالبيئة، غلاف مالي يقدر بـ 700 مليون درهم، أي مبلغ 85 مليون درهم لكل جهة من جهات المغرب البالغة 12 جهة. ولقد استفاد 16 تجمع للتعاونيات بجهة الشرق، منها اتحاد المغرب الشرقي للتعاونيات الحرفية.

ولقد تم تعميم عملية الإنجاز التي قام بها المقاولون على جميع شبكات التعاونيات المستعان بها عبر ربوع المغرب. إذ بعد المصادقة سويًا على النماذج، قام الشركاء بتحديد كميات الأكياس التي ينبغي على كل شبكة إنتاجها. فبخصوص اتحاد المغرب الشرقي للتعاونيات الحرفية ينتج 150 000 حقيبة صديقة للبيئة من مختلف الأحجام.

بعد تجاوز هذه المراحل، قام المانحون بتحرير 25% من المبلغ الإجمالي المخصص لكل شبكة. ومقابل هذه المساهمة، يتعين على الشبكة توفير 50% من الطلبات واستخدام هذه الأموال لشراء حاجياتها من المواد الأولية (ثوب وخيط وكذا التغليف والأدوات البسيطة...) وكذا تخصيص جزء منها لصرف مستحقات اليد العاملة. ولا يتم صرف الشطر الثاني الذي يقدر بحوالي 50% من المبلغ الإجمالي للطلب إلا بعد التوقيع على محضر الاستلام. وتتأسف رئيسة اتحاد المغرب الشرقي للتعاونيات الحرفية قائلة : «ن مكتب تنمية التعاون، الذي تم تعيينه كمخاطب لشبكات التعاونية، قد تأخر في صرف المستحقات»، موضحة أن محاضر تنظيمه تم توقيعها بداية شهر يناير عام 2016 وأن المساهمة الثانية لم تصل إلا في شهر يوليوز.

تجدر الإشارة إلى أن اتحاد المغرب الشرقي للتعاونيات الحرفية يسعى حاليا كما هو حال باقي الشبكات، لوضع اللامسات الأخيرة على 50% من الطلبات المتبقية، التي يتعين تسليمها بعد شهرين من الآن قبل صرف الشطر الثالث وتقديم آخر مساهمة بـ 25%. وفي هذا الإطار، يوزع مكتب تنمية التعاون الأكياس الصديقة للبيئة دون مقابل لفائدة الساكنة، وذلك اعتمادا على الجمعيات الوسيطة.

ولقد سعت كل من الوزارتين ومكتب تنمية التعاون إلى تحسيس الساكنة حول البديل الجديد، المتمثل في استخدام الأكياس الصديقة للبيئة عوض الأكياس البلاستيكية، التي تم حظر استخدامها رسميا منذ بداية شهر يوليوز 2016.

4- تواجه التعاونيات صعوبات في تصريف منتجاتها. هل تنص هذه النصوص على توسيع صلاحيات مكتب تنمية التعاونيات أكثر لتشمل الموافقة على أنشطة التعاونيات ؟

من أجل تسويق منتجات التعاونيات وخدماتها، قام العديد من المتدخلين من وضع عدة مبادرات كالاتي :

- المساعدة على تحسين جودة المنتجات والخدمات (تقنيات الإنتاج والتعليب...)
 - منح الرخص والشهادات ؛
 - مواقع إلكترونية مخصصة للتجارة الإلكترونية ؛
 - تنظيم معارض منتجات وخدمات التعاونيات (على المستوى الوطني والجهوي والمحلي، ربما الدولي...).
- أما بخصوص تنمية وإعادة تنظيم مكتب تنمية التعاونيات في المستقبل، تم إعداد مقترح توسيع المهام الحالية للمكتب في سلسلة القيمة بهدف تغطية مجال النهوض بمنتجات وخدمات التعاونيات وسوف يتم تقديمه أمام مختلف الهيئات المختصة للنظر فيه.

5- إذن علاوة على معرض الاقتصاد الاجتماعي والتضامني، في نظركم ماذا يمكن فعله من أجل زيادة فرص أنشطة التعاونيات ؟

على مستوى الإنتاج، يتعين بذل المزيد من الجهود من أجل ضمان كمية وجودة كافيتين حتى تكون المنتجات قادرة على المنافسة (تقنيات الإنتاج وتقديم المنتجات...)، علما أن هذه المساعي لازالت تبذل في إطار مختلف البرامج الوطنية، مثل المبادرة الوطنية للتنمية البشرية ومخطط المغرب الأخضر ورؤية 2015 للصناعة التقليدية... (الانضمام ومنح الرخص والشهادات وتنظيم معارض المنتجات...).

أما على مستوى المستهلك، ينبغي تشجيعه على إدماج منتجات التعاونيات ضمن عاداته الاستهلاكية، وذلك بوضعها رهن إشارته في إطار القرب في شكل جذاب وبضمانات في الجودة والقابلية. إن إعداد قوانين متعلقة بالتجارة العادلة سوف يدعم ويقوي حتما جاذبية منتجات التعاونيات وإعطائها مكانة متميزة.

ويظل الابتكار، من أجل ملائمة أفضل للمنتجات الكافية مع توقعات المستهلكين، مجالا لم يتم استغلاله بشكل جيد لخلق فرص أخرى. كما أن اللجوء إلى تكنولوجيات المعلومات والاتصالات الجديدة يعد أمرا واعدًا، لاسيما بغية تنمية التجارة الإلكترونية على المستوى الوطني والدولي.

بالتأكيد، برهنت التعاونيات على قدراتها في خلق مناصب الشغل المباشرة وغير المباشرة، وخصوصا لصالح الفئات الهشة والحساسة، وفي هذه الحالة الشباب حاملي الشواهد الباحثين عن العمل والنساء، لاسيما القاطنات بالوسط القروي.

ويساهم هذا الاندماج الاقتصادي في تامين عمل المرأة التي كانت مغيبة رغم أهميتها فيما يخص الأثر الاقتصادي.

علاوة على ذلك، التحقت عدة أنشطة غير مهيكلية بالإطار التعاوني، الأمر الذي سمح بتنظيم وهيكلية عدة مهن عن طريق التعاونيات. وبالتالي، سيكون لتمكين عمل المرأة، خصوصا القروية، وهيكلية القطاع غير المهيكل أكثر وقع على التكوين وحساب الناتج المحلي الإجمالي.

وسوف تساهم مستجدات القانون الجديد حول التعاونيات حتما في خلق المزيد من فرص الشغل وسوف تشكل قيمة مضافة أيضا، لاسيما بفضل الطابع المحفز للمقتضيات الجديدة، التي تتجلى في تخفيف المسطرة الإدارية لتأسيس التعاونيات وإمكانية المشاركة في الأسواق العمومية...

أما على مستوى مشروع قانون إطار المتعلق بالاقتصاد الاجتماعي والتضامني، تم اقتراح عدة إجراءات تحفيزية وأخرى من أجل النهوض به، والتي ستكون لها تداعيات إيجابية مباشرة وغير مباشرة على الاقتصاد الوطني : وضع الاستراتيجيات... على المستوى الوطني والجهوي وتوحيد جهود مختلف الفاعلين في مجال الاقتصاد الاجتماعي والتضامني وخلق صناديق تنمية الاقتصاد الاجتماعي والتضامني.

وفي ذات السياق، من أجل تجاوز ندرة المؤشرات الاجتماعية والاقتصادية في حقل الاقتصاد الاجتماعي والتضامني، ينص مشروع القانون الإطار المتعلق بالاقتصاد الاجتماعي والتضامني على خلق مرصد الاقتصاد الاجتماعي والتضامني والحساب الفرعي من أجل :

• تجميع كل المعطيات لها علاقة بالاقتصاد الاجتماعي والتضامني ؛

• وضع مؤشرات آثار هذا الاقتصاد، منها خصوصا التشغيل والمساهمة في الناتج المحلي الإجمالي. تقدر حاليا مساهمة قطاع التعاونيات في الناتج المحلي الإجمالي بحوالي 2% الذي يبقى دون المستويات المسجلة في بعض الدول، لاسيما بأوروبا، والذي تجاوز 10%.

الوصية علينا، وزارة الصناعة التقليدية والاقتصاد الاجتماعي والتضامني، في كل مراحل إعداد هذا القانون ونصوصه التنفيذية، وكذا في تقديمه أمام الفاعلين ضمن إطار الحملات التحسيسية. ومن أجل تنفيذ مقتضيات هذا القانون، وضع مكتب تنمية التعاونيات عدة إجراءات، من بينها مايلي :



- تنمية أنظمة المعلومات (من أجل تدبير طلبات المصادقة على تسميات التعاونيات وتدبير السجل الرئيسي للتعاونيات وتدبير ملفات التعاونيات...)
- إعداد أدوات التواصل (كتاب الإرشادات والموقع الإلكتروني ووثائق التعاونيات والشركاء واللقاءات التحسيسية...)
- تأطير التجمعات العامة الكبرى للتعاونيات القائمة (من أجل اعتماد القانون الجديد...).

لقد ساهم مكتب تنمية التعاون في إعداد مشروع قانون إطار للاقتصاد الاجتماعي والتضامني إلى جانب الوزارة الوصية، وذلك منذ انطلاق الدراسة التمهيدية، مشاركة في تحديد المصطلحات المرجعية وتشغيل خبراء مكلفين بالدراسة وتنظيم ندوة انطلاق الدراسة وتأطير اللقاءات مع الخبراء وتحليل التقارير وتنظيم ورشات التشاور مع مختلف الشركاء والمخطط الوطني والجهوي، وإلى غاية تحليل المسودة النهائية للمشروع.

3- ما هي الآثار المتوقعة لهذه الإصلاحات على النسيج الوطني للتعاونيات وعلى الاقتصاد الاجتماعي والتضامني عموما فيما يخص التشغيل والمشاركة في الناتج المحلي الإجمالي ؟

السيدة فاطمة مروان
وزيرة الصناعة التقليدية والاقتصاد الاجتماعي والتضامني أثناء معاينة المنتجات المحلية في جهة الشرق، وذلك رفقة رئيس المجلس الجهوي لجهة الشرق، السيد عبد النبي بعيوي والسيد عبد الكريم أرزفان، مدير عام مكتب تنمية التعاون وبحضور محمد امباركي المدير العام لوكالة جهة الشرق

لقاء حصري

سبق للسيد عبد الكريم أرنفار أن شغل منصب مهندس دولة بالمندوبية السامية للمياه والغابات، حيث رسم مسارا مهنيا ناجحا. وقد مكّنه ذلك من فهم وتطوير الحركة التعاونية، والتي تعد شكلا من العمل الجماعي مترسخ في المجال الغابوي حيث الطبيعة والتنمية يعتبران أمرين متلازمين. ويستفيد مكتب تنمية التعاون من خبرته وقدراته منذ توليه منصب المدير عام 2013.



السيد عبد الكريم أرنفار،
مدير عام
مكتب تنمية التعاون

تعاونيات: مكتب يتوفر على خبرة نصف قرن

وبذلك، يتولى مكتب تنمية التعاون وفقا للقانون رقم 112.12 الجديد المتعلق بالتعاونيات مايلي :

- المصادقة على تسمية التعاونية ؛
- تدبير السجل الأساسي للتعاونيات ؛
- مواكبة التعاونيات واتحاداتها في مجالات التكوين والحصول على المعلومات والمؤازرة القانونية ؛
- تمويل حملات الإرشاد والتكوين لفائدة المتعاونين ؛
- المساعدة على تحقيق الأعمال الاجتماعية لفائدة المتعاونين ؛
- التحقق من تسيير التعاونيات واتحاداتها طبقا للقوانين المعمول بها ؛
- جمع وتوزيع وثائق المعلومات المتعلقة بالتعاونيات ؛
- دراسة واقتراح كل الإصلاحات التشريعية والقانونية وأي معيار ذو طبيعة خاصة، لاسيما تأسيس وتنمية التعاونيات.

1- يتولى مكتب تنمية التعاون تنفيذ السياسات الحكومية في قطاع التعاونيات هل يمكنكم إعطائنا توضيحات بخصوص مهام المكتب واختصاصاته ؟

منذ سنوات الستينيات من القرن الماضي، ووعيا منه بأهمية قطاع التعاونيات، يتولى مكتب تنمية التعاون النهوض بهذا القطاع. ولقد تطورت اختصاصاته مع مرور الوقت، إلا أنه يختص أساسا في مواكبة وتأطير حملات التحسيس والإرشاد الهادفة إلى تشجيع العمل التعاوني. وتعكس مجالات تدخله، طبعاً، مهمته الرئيسية، المتمثلة في تعزيز قطاع التعاونيات بالمغرب وفقا لقيم ومبادئ التعاون الكونية، وذلك عبر مراقبة احترام التعاونيات للمقتضيات التشريعية.

لقد حمل القانون الجديد رقم 112.12 المتعلق بالتعاونيات (المصادق عليه نهاية عام 2014) تغييرا كبيرا على مستوى مهام مكتب تنمية التعاون، وذلك بتعويض مسطرة الموافقة على تأسيس التعاونيات الجديدة - التي كانت تستغرق وقتا كبيرا وتتطلب وسائل كثيرة - بمسطرة تسجيل بسيطة.

ويعطي هذا القانون فرصة لمكتب تنمية التعاون للتركيز على مهمة مواكبة التعاونيات، بهدف التخفيف من المهام الإدارية التي كانت تثقل كاهله في الماضي.



النساء الحرفيات
دليل على تجدد وتوسع
التعاونيات النسائية

2- ثمة إصلاحات تشريعية

وقانونية في طور الإنجاز في

مجال الاقتصاد الاجتماعي

والتضامني وقطاع التعاونيات.

لذا، ما هو الدور المنوط بمكتب

تنمية التعاون في هذا الصدد ؟

على صعيد القانون الجديد المتعلق بالتعاونيات، يساهم مكتب تنمية التعاون، وبتنسيق محكم مع الجهة

الفصل 1

الاجتماعي، بالنظر إلى نظامها الأساسي الخاص
فإن هذه الأخيرة يتعين عليها مراعاة المبادئ التالية :

- 1- إعطاء الأولوية للأشخاص وللهدف الاجتماعي قبل رأس المال ؛
- 2- حرية الانخراط والانسحاب ؛
- 3- مراقبة الديمقراطية التي يمارسها الأعضاء ؛
- 4- توحيد مصالح الأعضاء والمنخرطين والمستفيدين والمصلحة العامة ؛
- 5- الدفاع عن مبادئ التضامن والمسؤولية وتفعيلها ؛
- 6- استقلالية التدبير وعدم التبعية للسلطات العمومية ؛
- 7- توظيف الفائض الأساسي في حالة وجوده لتنمية أنشطة المنظمة أو لفائدة المصلحة العامة ؛
- 8- تحقيق التعاون بين منظمات الاقتصاد الاجتماعي والتضامني على المستوى المحلي والوطني والدولي ؛
- 9- تكوين الأعضاء والمسيرين المنتخبين والأجراء والمستفيدين وإطلاع الرأي العام.

تعد التعاونيات والتعاضديات والجمعيات المغربية لحماية المستهلك وكذا المنظمات المحدثّة بموجب ظهير أو بموجب قانون وكذا الأشكال الجديدة التي تتخذها شركة المساهمة المشتركة هي المعنية مباشرة بهذا القانون الإطار. كما تخضع لهذا القانون أيضا الشركات ذات الهدف الاجتماعي والجمعيات ذات المنفعة الاقتصادية الاجتماعية ومنظمات الإصلاح الاجتماعي.

يقصد بجمعية ذات منفعة اقتصادية واجتماعية، في منظور القانون الإطار للاقتصاد الاجتماعي والتضامني، كل جمعية يتمثل هدفها في المساهمة إما في تحسين ظروف العيش والشغل لفائدة أعضائها ولفائدة المستفيدين من التنمية البشرية المستدامة وإما في مكافحة الإقصاء وعدم المساواة والهشاشة الصحية والاقتصادية والاجتماعية وإما في حماية البيئة،

تحدد شروط وشكليات الاعتراف بجمعية على أنها ذات منفعة اقتصادية واجتماعية بموجب مرسوم إلا أن الشركة ذات المنفعة الاجتماعية هي تلك التي يتمثل هدفها الأساسي في المساهمة الاجتماعية وفي ولوجها إلى السوق عبر عرض السلع والخدمات بكيفية مقاولاتية والتي تخصص فائض أرباحها لأهداف اجتماعية محضة. وتكون خاضعة لتدبير مسؤول نزاهة وشفاف وبالأخص عبر إشراك أجراءها وزبنائها وكل الأطراف المتدخلة المعنية بأنشطتها الاقتصادية، وتحدد شروط وشكليات الاعتراف بشركة تجارية على أنها ذات منفعة اجتماعية بموجب مرسوم أيضا.

يتكون الاقتصاد الاجتماعي والتضامني من مجموعة من الأنشطة الاقتصادية والتجارية أو غير التجارية والمنشئة للقيمة والمدة للدخل والمحدثّة لفرص للشغل، والتي يوفرها أشخاص القانون الخاص المعنويون الذين يولون أهمية كبيرة للمصلحة العامة وللأعضاء الذين يزاولونها وللمستفيدين منها و/أو لأولئك الذين يساهمون في المصلحة العامة. وتهتم هذه الأنشطة بالخصوص الإنتاج والتحويل والتوزيع والتسويق والتمويل واستهلاك السلع والخدمات.

الفصل 2

- تسعى هذه الأنشطة إلى خدمة الإنسان بالدرجة الأولى عبر الانخراط الاجتماعي والمبادرة الاقتصادية وبل اعتماد على القيم الأساسية التالية :
- 1- المبادرة الجماعية للعيش والعمل معا في إطار تعاون وعدالة وشفافية ومسؤولية مواطنة ؛
 - 2- التضامن الداخلي والخارجي في خدمة التنمية البشرية المستدامة وفي خدمة عوامل التقدم والاستقرار والتماسك الاجتماعي ؛
 - 3- غياب أو محدودية روح التفاني كغاية تسعى إلى تحقيقها الأنشطة الاقتصادية الرامية إلى إنتاج السلع والخدمات ؛
 - 4- تلبية حاجيات السكان وتحقيق طموحاتهم اللازمة لتحقيق الاستقلال والعيش الكريم تماشيا مع السياسات العامة للتنمية البشرية المستدامة ومع حماية البيئة.

الفصل 3

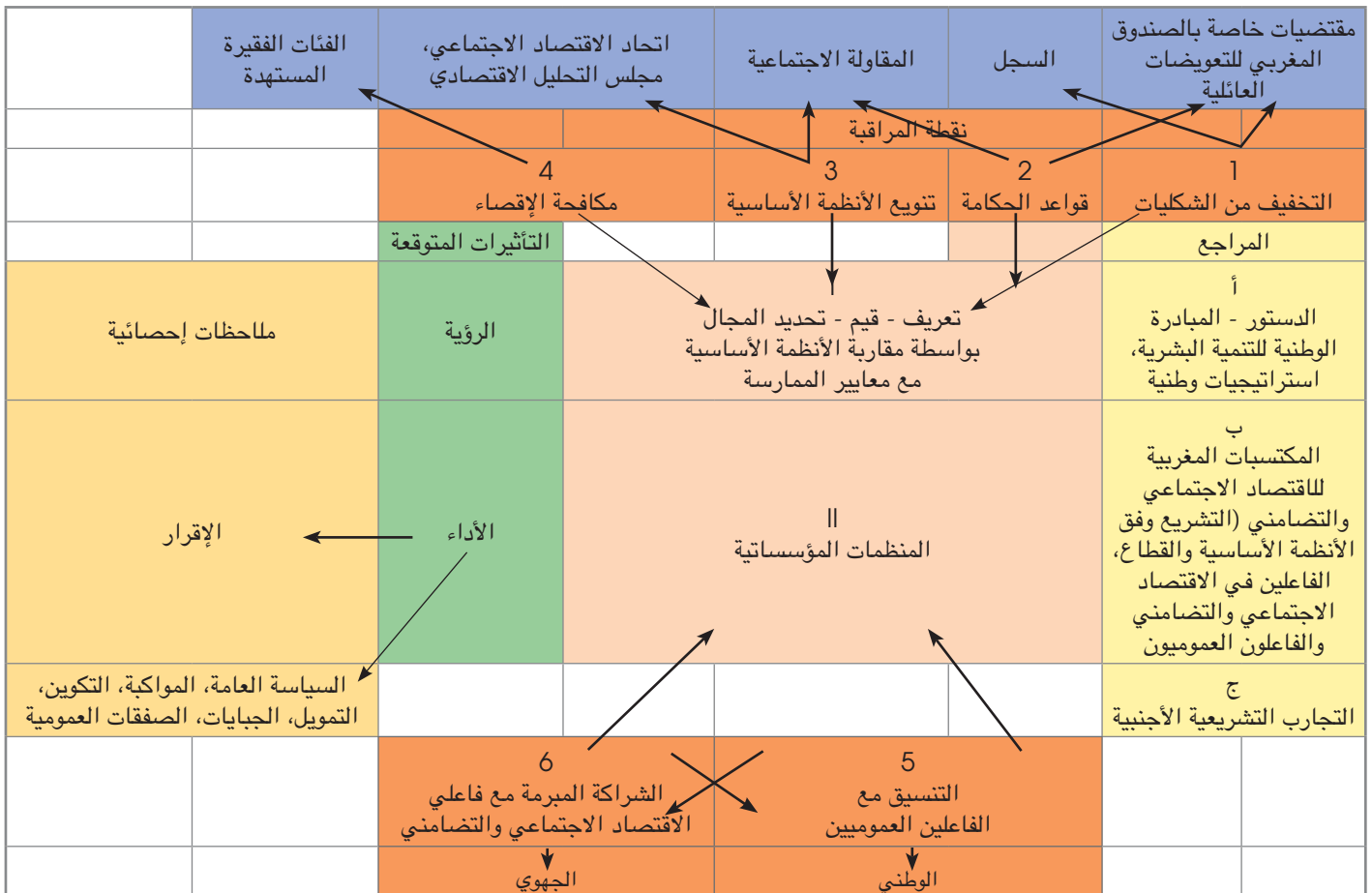
علاوة على المبادئ الخاصة بمنظمات الاقتصاد

قام السيد كافي أيضا بتقديم مشروع القانون الإطار المتعلق بالاقتصاد الاجتماعي والتضامني أثناء الدورات الوطنية للاقتصاد الاجتماعي والتضامني المنعقدة خلال المدة الممتدة من 14 إلى 18 يوليوز 2016 بمعرض الدار البيضاء



- دعم منظمات الاقتصاد الاجتماعي لكونها رافعة أساسية للتنمية الوطنية والجهوية والمحلية.
- يتعين التركيز على سبع مراحل أساسية ضمن عملية وضع القانون الإطار المتعلق بالاقتصاد الاجتماعي والتضامني بالمغرب.
- بتاريخ 18 يونيو 2015، تم توقيع اتفاقية بين وزارة الصناعة التقليدية والاقتصاد الاجتماعي والتضامني ومنظمة الأمم المتحدة للتغذية والفلاحة بهدف المساعدة التقنية ؛
- بتاريخ 16 أكتوبر 2015، تنظيم ورشة لقاءات ومحادثات مع الفاعلين في مجال الاقتصاد الاجتماعي والتضامني ؛
- بتاريخ 30 مارس 2016، تنظيم أول ورش يهم التقارير الأولية والقضايا التي سيتم التطرق إليها في ظل القانون الإطار ؛
- خلال شهر أبريل 2016، تحرير أول صيغة لمشروع القانون الإطار ؛
- بتاريخ 30 و31 ماي 2016، تنظيم ورشتي عمل جهويتين للتنسيق حول أول نسخة لهذا القانون بالدار البيضاء وطنجة ؛
- بتاريخ 01 يونيو 2016، تنظيم ورشة موضوعية بالرباط ؛
- بتاريخ 03 يونيو، تنظيم ورشة وطنية لتقديم مشروع القانون المتعلق بالاقتصاد الاجتماعي، بالرباط ؛
- خلال منتصف شهر يونيو 2016، صياغة المقترح النهائي للنص القانوني.
- مكنت هذه المراحل السبع من تطوير منهجية صياغة القانون الإطار المرتكز على ست نقط مراقبة (أنظر الجدول رفقته).
- وأخيرا، يتكون القانون الإطار من 28 فصلا موزعة على ثلاثة أبواب :
- يضم الباب الأول 3 فصول تهم تعاريف وقيم ومبادئ الاقتصاد الاجتماعي والتضامني ؛
- ويشمل الباب الثاني إحدى عشر فصلا مخصصة لمنظمات الاقتصاد الاجتماعي والتضامني ؛
- ويتكون الباب الثالث من أربعة عشر فصلا تتطرق لتدابير مواكبة ودعم منظمات الاقتصاد الاجتماعي والتضامني.

مقاربة منهجية لصياغة القانون الإطار المغربي



المصدر : وزارة الصناعة التقليدية والاقتصاد الاجتماعي والتضامني

تشرف على الاقتصاد الاجتماعي والتضامني
وزارة مكلفة بهذا القطاع وكاتب هذا المقال
مكلف بدعم هذا المجال بحكم تتبعه له عن
كتب حيث أنه اعتمد نهجا من أسفل إلى
أعلى مرتكزا على تنسيق واسع النطاق،
وتجدر الإشارة إلى أنه تم اعتماد قانونا
إطار يسعى إلى التسهيل أكثر منه إلى
الوصاية حيث يهدف القانون إلى التعريف
بالمبادرات وبفاعلي المجتمع المدني
المنظم أكثر منه إلى مواجهة الإكراهات.



السيد حسين غابي،
مدير دعم الاقتصاد الاجتماعي،
وزارة الصناعة التقليدية
والاقتصاد الاجتماعي والتضامني

أهم الخطوط العريضة للقانون المغربي الإطار المتعلق بالاقتصاد الاجتماعي والتضامني

- وتغطي تعاضديات الصحة 4 ملايين مستفيد بمبلغ إجمالي للمساهمات يقدر بخمسة 5 مليار درهم.
- ويعزى هذا التقدم بالأساس إلى تضافر ثلاثة شروط محفزة وهي :
- الإرادة المتجددة للسلطات العمومية في تحفيز وإشراك المجتمع المدني المنظم في المجهودات المبذولة في سبيل التنمية ؛
- دينامية المجتمع المدني المنظم والذي تدعم نشاطه ثقافة المبادرة الجماعية وروح التعاون والتضامن المتجذرة في المجتمع ؛
- الاستعداد المتزايد لهيئات تمويل ودعم التنمية البشرية المستديمة والتي تبدو أقل انفتاحا على الفاعلين في مجال الاقتصاد الاجتماعي والتضامني.

لماذا تم وضع قانون إطار للاقتصاد الاجتماعي والتضامني ؟

- الهدف مزدوج ويتجلى في تقييم المكتسبات وسد النقص الذي يعاني منه الاقتصاد وذلك لأجل دعم التنمية عبر :
- التعريف بها وإقرار طابعها الرسمي كمكون ذو دلالة مهمة داخل اقتصادنا الوطني ؛
- وضع نظام حكامه كفيل بضمان تماسك واستمرار ونجاعة أنشطته الاجتماعية ؛

- يعرف الاقتصاد الاجتماعي والتضامني منذ أكثر من عشرات السنين دينامية حقيقية ببلدنا، وخلال بضعة سنين، تضاعف عدد الفاعلين في مجال الاقتصاد الاجتماعي والتضامني والمتكون من التعاونيات والتعاضديات والجمعيات حيث أنه تضاعف ثلاث مرات، والأرقام المسجلة تشهد على ذلك :
- وصل عدد التعاونيات إلى 15 700 تعاونية حاليا في مقابل 4 827 خلال سنة 2004 ؛
- بلغ عدد التعاضديات إلى 50 تعاضدية بدلا من 12 تعاضدية خلال السبعينيات ؛
- يقدر عدد الجمعيات بحوالي 120 000 جمعية في مقابل 45 000 خلال سنة 2009 وبلغ 30 000 جمعية خلال سنة 1990 في الأقصى.
- وتعد هذه الكيانات التي تتسم بأنشطتها الاقتصادية المهمة مصدرا مهما للتنمية والتشغيل علما أن طاقتها الاستيعابية لم تستغل بالشكل الكافي ؛
- تضم التعاونيات 450 000 منخرط وأكثر من 25 000 أجير وتروج رقم معاملات إجمالي يفوق ستة مليارات درهم ؛
- وتتوفر الجمعيات والتعاضديات والتعاونيات الاثنا عشر على 900 000 زبون وعلى 6 000 أجير، ومكنت من خلق مليون مقالة صغرى خلال 10 سنوات (ويكمن الهدف من وراء ذلك في تمويل إحداث مليوني مقالة صغرى في أفق سنة 2022)،

• طريقة مشاركة الاقتصاد الاجتماعي والتضامني في التحول الإيكولوجي المواطن باللوكسمبورغ.

وخلال هذه الجلسة، قدم السيد كريم تومي، عن المنظمة الدولية للشغل، تقريراً بعنوان «التنمية الاقتصادية ومخطط العمل الجهوي من أجل خلق مناصب شغل شريفة للشباب التونسي» فيما تناول السيد سالم فال، رئيس اللجنة العلمية للقاءات مونت بلون بفرنسا، موضوع «الاقتصاد الاجتماعي والتضامني والأقطاب الجهوية للتنمية». وتهدف هذه الأشغال إلى تحسين تأطير وحركة قطاع الاقتصاد الاجتماعي والتضامني بالمغرب، كما تشكل نتيجة منطقية لتوصيات المناظرة الأولى للاقتصاد الاجتماعي والتضامني، والتي تمت صياغتها فيما يلي.

توصيات مناظرة الاقتصاد الاجتماعي والتضامني التي خصصت لموضوع «أي مراجع للتنمية والتنسيق»، التي نظمت يومي 20 و21 نونبر 2015 بالصخيرات

أتاحت المناظرة الأولى للاقتصاد الاجتماعي والتضامني بالمغرب تبادل الأفكار وفتح نقاشات غنية جداً. وقام المشاركون بصياغة عدة توصيات كالآتي:

- 1- العمل على تنمية ثقافة الاقتصاد الاجتماعي والتضامني عبر التعليم والتكوين؛
- 2- تقوية والنهوض خصوصاً بالشراكة والتشبيك؛
- 3- وضع شروط ملائمة لتسهيل ترويج منتجات الاقتصاد الاجتماعي والتضامني؛
- 4- اعتماد قوانين إطار حسب نموذج مناسب وكذا تكاملية تشريعية وتنظيمية؛
- 5- تشجيع تمويل أنشطة الاقتصاد الاجتماعي والتضامني عبر رصد تمويل للمشاريع في إطار الشراكات الثنائية والمتعددة الأطراف وخلق بنوك تعاونية؛
- 6- إعداد استراتيجيات وخطط عمل خاصة بالاقتصاد الاجتماعي والتضامني، بفسح المجال أمام الشباب والنساء وإدماجهم ضمن المخططات الجهوية والمحلية، لاسيما المجالس الجهوية للاقتصاد الاجتماعي والتضامني؛
- 7- العمل سوياً على تطوير طريقة تواصل حول الاقتصاد الاجتماعي والتضامني؛
- 8- تقوية التكوينات الجامعية ودعم جماعات البحث حول الاقتصاد الاجتماعي والتضامني على المستويين الوطني والجهوي.



السيد حسن عمرواي،
رئيس تعاونية سيدي بوحريه
بركان

«تعد هذه السنة الثانية لمشاركتنا بالمعرض. كما كان الأمر عليه سنة 2011، قد حصلنا على نتائج متوسطة. بحيث قمنا ببيع كميات قليلة من اللوز نظراً لغياب وصلات إخبارية على التلفاز وفي الصحف ولاسيما أنه لم يتم تعليق ملصقات بكبريات الشوارع. وفي اعتقادي يتعين تنظيم المعرض وسط المدينة كما في مدن مكناس والعيون والداخلة».

والتمويل وتعزيز حكمة الفاعلين في الاقتصاد الاجتماعي والتضامني، تم تقديم تجارب كل من ماليزيا والبرازيل وكولومبيا والكيك. وأوضح السيد جون لويس بانسل، رئيس القرض التعاوني بفرنسا، أهمية المساعدة في التمويلات المحلية والأجنبية المتوفرة من أجل تمويل الاقتصاد الاجتماعي والتضامني. في حين قدمت السيدة شيوج ب. سيف، مديرة التحالف التعاوني الدولي الإفريقي تجربتها في مجال تأسيس وتسيير تعاونيات ذات رأسمال.

وفي الجلسة العامة الثالثة، التي خصصت لموضوع علاقة الجهوية المتقدمة والتنمية المستدامة، تم تقديم ثلاث تجارب للعموم:

- طريقة مساهمة التعاونيات الصحية والتعاونيات الخدماتية بالكيك في تنشيط الأقاليم وتشجيع المسؤولية المواطنة؛



السيدة نزهة مصدق،
رئيس التعاونية النسائية
الفلاحية التحدي
مداغ بركان

«شارك بمعرض الاقتصاد الاجتماعي والتضامني منذ دورته الأولى عام 2011. فهذا المعرض يساعدنا على ترويج منتجاتنا وتثمينها والتعريف بها. إننا بحاجة ماسة لتلقي دورات تكوينية بهدف خلق منتجات جديدة مشتقة من العسل وشمع العسل والجيلاتين الملكي».

وشارك ما مجموعه 21 عارضا من جهة الشرق بالمعرض، تمثل كل تخصصات الجهة : تحويل المنتجات (كسكس وزيت الزيتون وزيت أرغان والعسل والمربي والفواكه الجافة والحلوى...) وتربية المواشي ومحاربة الأمية والخياطة والحلاقة والتزيين والتدوير... وأعرب معظم العارضين عن رضاهم وارتياحهم لمشاركتهم إلا أنهم أعربوا عن استيائهم من ضعف المبيعات. ومن جانب آخر، أشار المنظمون مشاركة 3 فرق فلكلورية قادمة من تاوريرت وفجيج وبركان، قامت بتنشيط فعاليات المعرض. أما بخصوص المؤتمرات وتبادل الأفكار والتجارب، فقد تمت الإشادة بنجاح الدورة الأولى لمناظرة الاقتصاد الاجتماعي والتضامني، مع التأكيد على ضرورة إعطاء حيز مهم من الوقت ضمن برنامج التنشيط. لذا استعان المنظمون، علاوة على



السيدة فاطمة مروان،
وزيرة الصناعة التقليدية
والاقتصاد الاجتماعي
والتضامني إلى جانب كل من
السيد محمد المباركي، المدير
العالم لوكالة جهة الشرق
والسيد عبد النبي بعيوي،
رئيس المجلس الجهوي لجهة
الشرق أمام رواق جهة الشرق

السيد عبد النبي بعيوي رئيس الجهة. وسجل الحدث حضور السيد عبد النبي بعيوي، رئيس مجلس جهة الشرق، خلال افتتاح المعرض. وقد جاب رفقة نائبه الأول ومدير وكالة جهة الشرق كل أروقة المعرض قبل قيامه بتعبئة العارضين أثناء اجتماع تحسيسي برهانات المعرض وآثاره المتوقعة لدعم أنشطتهم. وأشاد السيد بعيوي بالمشاركين، مؤكدا أن حضورهم هذا اللقاء يعتبر تنويعا لجودة منتجاتهم، والتي كانت معيار لانتقائهم من بين مرشحين آخرين، كما أضاف قائلا «تعيين عليكم القيام بجولة في المعرض حتى تستلهموا من الجهات الأخرى وتحسنوا منتجاتكم».

ونصحهم أيضا رئيس مجلس جهة الشرق بالتسجيل في دوائر تقوية قدرات المتعاونين، والتي تنظم خلال المعرض. وأكد كذلك على أنه رهن إشارتهم هو وفريق عمله- لمساعدتهم على تنمية تعاونياتهم، لاسيما تلبية حاجاتهم فيما يخص التجهيزات : الآلات ووسائل النقل والمواد الأولية...



السيدة نعيمة عبد النور،
أمين مال تعاونية «الثقة»
كروسييف

«نحن سعداء بعرض منتجات التجميل والخياطة والكسكس بنكهة في فضاء هذا المعرض. للأسف، لم نقم بعد ببيع أي منتج. أظن أن الأمر راجع لضعف ترويج المعرض بالتلفاز ووسائل الإعلام على العموم. وأعتقد كذلك أن التوقيت غير مناسب. يفضل تنظيم المعرض قبل شهر رمضان بهدف إثارة الاهتمام لدى المستهلكين».

المتدخلين المحليين، بخبراء قادمين من سويسرا وماليزيا واللوكسمبورغ وفرنسا وكبيك والبرازيل وكولمبيا ومالي والسنغال... من أجل تنشيط الجلسات العامة.

وتمحورت الجلسة الأولى حول تقديم مشروع القانون الإطار المتعلق بالاقتصاد الاجتماعي والتضامني - التعليم - التكوين البحث والترويج ومواكبة فاعلي الاقتصاد الاجتماعي والتضامني بمشاركة 5 محاضرين، من بينهم السيد حسين كآبي مدير دعم الاقتصاد الاجتماعي والتضامني بالوزارة الوصية، التي قدمت مشروع القانون الإطار للاقتصاد الاجتماعي والتضامني بالمغرب (انظر المقال بصفحة 12).

أما في الجلسة الثانية، التي ركزت على تقوية القدرات



صلاح عبابو،
رئيس تعاونية
أفق لمعالجة وتثمين
نبات إكليل الجبل
تالسينت بفجيج

«نشارك للمرة الثانية في هذا المعرض، حيث جئنا للتعريف بمنتجاتنا وخلق علاقات شراكة جديدة. وقد ربطنا اتصالات جيدة مما رفع من مبيعاتنا بالجملة. فعلى سبيل الذكر، قمنا بتوقيع عقد بيع 300 طن من الأوراق الجافة».

الدكتورة نجية رحمانى،
رئيسة «تعاونية الشرق»
بوجدة



«شارك للمرة الثانية بمعرض الاقتصاد الاجتماعي والتضامني بالدار البيضاء. ويمكن القول أننا، على العموم، حققنا معظم أهدافنا، المتمثلة في لقاء الناس والحديث عن مشاريعنا ومنتجاتنا. ونود أن نلتقي بفنانين لاستلهم أفكار جديدة وتحسين منتجاتنا التي تعتمد على إعادة التدوير. وبالفعل، لاحظنا أن منتجاتنا لم تلق إقبالا بهذا المعرض على الأقل بالمغرب. إننا بحاجة إلى المواكبة حتى نجد أشخاصا مهتمين بهذا المجال في الخارج بغية إعادة تموقعنا في هذا المجال».

- يضم حاليا لوحده أكثر من 7 000 تعاونية توطر حوالي 360 000 شخص ؛
- يشكل 3% من الساكنة النشيطة أي 1,6% من مجموع السكان ؛
- يسجل رقم أعمال بواقع أكثر من 7 مليار درهم، كما يوفر 50 000 منصب شغل.
- وفي أفق عام 2020 (أنظر حوارا مع السيد عبد الكريم أنزفار، مدير عام مكتب تنمية التعاون)، يتعين على هذا القطاع ما يلي :
- رفع عدد المنخرطين إلى 7,5% من الساكنة النشيطة ؛
- خلق المزيد من فرص الشغل لتصل 175 000 شخصا ؛
- رفع مساهمته في الناتج المحلي الإجمالي لتصل 3,9%.
- وفي انتظار ذلك، تظل التعاونيات الأكثر تجاوبا مع دعوة وزارة الصناعة التقليدية والاقتصاد الاجتماعي



خلال معرض الاقتصاد الاجتماعي والتضامني المنعقد بالموازة مع المناظرة الوطنية الثانية للاقتصاد الوطني والاجتماعي، كان من بين 20 محلا التي خصصت للجمعيات والتعاونيات بجهة الشرق، المحل الذي خصص لإنتاج اللوز ومشتقاته بسيدي بوهريّة

وخلال هذا الحدث، قامت 6 جهات بتوقيع اتفاقية شراكة مع وزارة الصناعة التقليدية والاقتصاد الاجتماعي والتضامني، وهي جهات طنجة-تطوان-الحسيمة وفاس-بولمان ومراكش-تانسيفت-الحوز والدار البيضاء-سطات وبني ملال وسوس-ماسة-درعة (انظر اتفاقية نوع مع جهة الشرق على صفحة رقم 7). أما بخصوص عدد المشاركين، جاءت مدينة الدار البيضاء على رأس المدن الأكثر تمثيلية نظرا لاحتضانها الحدث. ومن ناحية التنشيط ومدى ارتباط السلطات بهذا القطاع، تألفت جهة الشرق للمغرب في هذا الجانب. وفعلًا، شهد وفد جهة الشرق، حضور

والتضامني، لاسيما من أجل المشاركة في المعارض التي تنظمها في ربوع المملكة المغربية. خلال شهر يوليوز الجاري بالدار البيضاء، لم تخرج التعاونيات عن هذا النسق، بحيث تم تسجيل 90% من المعارضين من مجموع 400 عارض قدموا منتجاتهم في فضاء المعرض الكبير التابع لمكتب أسواق ومعارض الدار البيضاء، والذي تبلغ مساحتها إلى 6 000 متر². وتجدر الإشارة إلى أن جميع جهات المغرب كانت ممثلة في معرض المنتجات المحلية، بدءا من الداخلة إلى تطوان ومرورا بسوس ماسة درعة ومراكش تانسيفت وفاس بولمان وكذا جهة الشرق.



رواق جهة الشرق خلال معرض الاقتصاد الاجتماعي والتضامني لعام 2016 : يمكن اعتباره الرواق الأكثر نشاطا داخل المعرض

مناظرة وطنية للاقتصاد الاجتماعي والتضامني الدورة الثانية تمحورت حول : الجهة والتنمية المستدامة

الأمم ليصبح رافعة لاقتصاد المغرب، وفقا لما تمليه طموحات وتوقعات السلطات العمومية. وبالفعل، إن كان المغرب عموما (وعلى وجه الخصوص، المسؤولون عن هذا القطاع) قد عبر عن ارتياحه للنتائج المحصل عليها في ظرف وجيز بفضل الجهود المهمة التي بذلت في الاستثمار والتوجيه والتأطير. وهذا بهدف تثمين وترويج منتجات الاقتصاد الاجتماعي والتضامني وتحسين الجودة وتسهيل الولوج إلى الأسواق. وفي هذا الإطار، لا بد من مضاعفة الجهود لقطع أشواط كبيرة بهدف تحقيق المساهمة المنتظرة في الناتج المحلي الإجمالي بواقع 10%.

وعلى سبيل المثال، فقطاع التعاونيات، باعتباره أحد أشكال الاقتصاد الاجتماعي والتضامني :

احتضنت مدينة الدار البيضاء فعاليات الدورة الخامسة لمعرض الاقتصاد الاجتماعي والتضامني والدورة الثانية للمناظرة الوطنية حول الاقتصاد الاجتماعي والتضامني، وذلك من 14 إلى 18 يوليوز 2016.

ولقد قدمت التظاهرتان، التي نظمتها وزارة الصناعة التقليدية والاقتصاد الاجتماعي والتضامني بشكل مشترك في نفس المكان، بحديقة المعارض بمكتب أسواق ومعارض الدار البيضاء، الفرصة للفاعلين (لأسما التعاونيات والجمعيات والتعاضديات وجماعات المصالح الاقتصادية ومتعهدي تمويلات المشاريع الصغرى والخبراء وأعضاء من المجتمع المدني وشركاء المغرب الدوليين) لتبادل منتجاتهم ومعارفهم وخبراتهم من أجل الدفع بهذا القطاع إلى

اتفاقية إطار للشراكة تتعلق بتمويل وتنفيذ برامج تنمية الاقتصاد الاجتماعي والتضامني بجهة الشرق
بين وزارة الصناعة التقليدية والاقتصاد الاجتماعي والتضامني
ومجلس جهة الشرق وولاية جهة الشرق / ماي 2016

المادة الأولى : موضوع الاتفاقية

تهدف هذه الاتفاقية إلى تحديد الشروط والقواعد المنظمة للشراكة بين الأطراف المتعاقدة من أجل تمويل وتنفيذ المشاريع وبرامج تنمية الاقتصاد الاجتماعي والتضامني بجهة الشرق.

المادة الثانية : مشاريع الاقتصاد الاجتماعي والتضامني

- تتضمن هذه المادة المشاريع التالية :
- تقوية القدرات لدى حاملي مشاريع الاقتصاد الاجتماعي والتضامني (الحكمة وتقنيات التدبير) ؛
 - إحداث دار الاقتصاد الاجتماعي والتضامني لمواكبة النسيج التعاوني الجعوي ؛
 - دعم ومواكبة التعاونيات ومؤسسات الاقتصاد الاجتماعي والتضامني بالجهة ؛
 - تنظيم أيام دراسية وورشات تكوينية وتحسيسية في مختلف مجالات القطاع (التسويق، التمويل، التسيير والتدبير، الخ.) ؛
 - دعم انشاء شبكات مكونات القطاع ؛
 - إحداث مرصد جهوي للاقتصاد الاجتماعي والتضامني ؛
 - تنظيم الأسواق المتقلة ومعرض مهني للاقتصاد الاجتماعي والتضامني.

المادة الثالثة : التكلفة المالية للمشاريع ومصادر التمويل

سيتم تكوين لجنة مشتركة بين الأطراف لاقتراح برنامج عمل مفصل مع التكلفة المالية الإجمالية المتوقعة لإنجاز مشاريع وبرامج الاقتصاد الاجتماعي والتضامني موضوع هذه الاتفاقية.

المادة الخامسة : تدبير المشروع

1-5- التدبير المؤسسي :

تتولى الوزارة ما يلي :

- التحضير لإطلاق مختلف المشاريع المدرجة في هذه الاتفاقية بالتنسيق مع مكتب الجهة ؛
- المصادقة على دفاتر التحملات قبل الإعلان عن طلبات العروض المتعلقة بالدراسات والأشغال والتجهيزات ؛
- المشاركة في لجن طلب العروض وفي لجنة التتبع والتنسيق المذكورة في المادة 3-5.

تتولى الولاية ما يلي :

- المشاركة في لجن طلب العروض وفي لجنة التتبع والتنسيق المذكورة في المادة 3-5 ؛
- تسهيل جميع الإجراءات والمساطر الإدارية بالجهة.

ويتولى مجلس الجهة بما يلي :

- ترأس لجنة التتبع والتنسيق المذكورة في المادة 3-5 أسفله ؛
- إعداد ملفات الاستشارة وطلبات العروض المتعلقة بمختلف المشاريع المبرمجة بالتنسيق مع الوزارة ؛
- إعطاء انطلاقة الاستشارات وطلبات العروض وإجراء الصفقات وإبرام العقود ؛
- تهيئ الوثائق الضرورية لاستخراج التراخيص الإدارية المتعلقة بالأشغال ؛
- المصادقة على المصاريف المرتبطة بإنجاز المشاريع ؛
- إعداد تقارير كل ثلاثة أشهر عن تقدم إنجاز المشاريع على المستوى المالي والعيني وإحالتها على لجنة التتبع والتنسيق المذكورة في المادة 3-5.

2-5- مسك المحاسبة

يلتزم مجلس الجهة باعتماد محاسبة خاصة بالمشاريع من شأنها ضمان الحفاظ على أثر كل العمليات التي تم إجراؤها في إطار إنجاز المشاريع.

3-5- قيادة وتنسيق المشاريع

تحدث لجنة التتبع والتنسيق يرأسها السيد رئيس مجلس جهة الشرق أو من ينوب عنه، وتتكون من ممثلي الأطراف المعنية. وتتولى المهام التالية :

- التتبع العملي لإنجاز وتنسيق المشاريع المدرجة في هذه الاتفاقية ؛
 - حل العراقيل التي قد تعترض إنجاز المشاريع موضوع هذه الاتفاقية ؛
 - تقييم مدى تقدم المشاريع المبرمجة ؛
 - تحديد التدابير التصحيحية اللازمة من أجل إدراج المشاريع المبرمجة بمقتضى هذه الاتفاقية.
- وتجتمع هذه اللجنة دوريا بصفة منتظمة مرة في كل ثلاثة أشهر وكلما دعت الضرورة إلى ذلك. كما تحرص اللجنة على تطبيق الشروط والمقتضيات الواردة في الصفقات الخاصة بالمشاريع واحترام القوانين الجاري بها العمل في هذا المجال.

السيد رئيس
مجلس جهة الشرق

السيد والي جهة الشرق
وعامل عمالة وجدة-أنجاد

السيدة وزيرة الصناعة التقليدية
والاقتصاد الاجتماعي والتضامني

اتخذت هيئة التحرير بادرة الترجمة الى اللغة الفرنسية نص الاتفاقية واختيار المحتويات المعروضة هنا.

فوز جهة الشرق خلال الدورة السادسة بالجائزة الوطنية لأحسن الصناع التقليديين

يقدم الصالون الجهوي للصناعة التقليدية (25 000 زائر) فرصة حقيقية أمام قطاع ذا نشاط جوهري (80 000 منصب شغل)، للتعرف والاعتراف بمنتجاته وخبراته وكذا بالأشخاص الساهرين على ذلك، ويعد الصناع التقليدي مكونا أساسيا من مكونات الاقتصاد الاجتماعي والتضامني، وتنميته لا تعتمد اليوم على العادات وجودة المنتجات فقط.

ويندرج التكوين والدعم أيضا ضمن برنامج أعمال التنمية والرقى بالصناع التقليديين الموهوبين يشكل جزءا لا يتجزأ من ذلك البرنامج.

لأول مرة خلال سنة 2016، تم مكافأة ثلاثة صناع تقليديين بجهة الشرق في المجالات التالية :

- الخياطة التقليدية، السيدة سعاد بنشعور (وجدة، الجائزة الأولى)، والسيدة فتيحة تعزيوت (الناظور، الجائزة الثالثة) ؛
- صناعة الزرابي، السيدة زكية هالالي (بركان، الجائزة الثالثة).

وجاء هذا النجاح نتيجة لخطة المواكبة والدعم اللذان أعطيت انطلاقتهم بجهة الشرق، حيث أصبحت تبرز من الآن فروع أخرى واعدة (وبالخصوص فن الديكور والتأثيث والمجوهرات).

ولقد مكن إبرام 120 اتفاقية شراكة مع الجماعات المحلية والعديد من القطاعات الوزارية من إنشاء مراكز للتكوين في مختلف الأقاليم ومن دعم المواقع والأنشطة الواعدة من خلال الجودة ومنتجاتها الخالصة.

ولقد صار التأثير الذي يمارسه المركب الجديد المندمج (استثمار 18 مليون درهم) ملموسا لكون هذا الأخير يساهم مساهمة فعالة في جعل الصناعة التقليدية تحتل مكانة متميزة داخل النسيج الاقتصادي وفي تحسين الظروف الاجتماعية والاقتصادية للصناع التقليديين وفي تقييم منتجاتهم. وهكذا، فالتكوين عبر التعليم ليس غريبا عن الرفق العام من جودة المنتجات، إنها في واقع الأمر وسيلة فعالة للإدماج بالنسبة للشباب المعنيين بالأمر.

المناظرة الجهوية للاقتصاد الاجتماعي والتضامني من 16 ماي الى غاية 15 يونيو 2016 تحت عنوان Coop Oriental بحيث تم استقبال أزيد من 191 مشروع لـ 191 تعاونية تنتمي لمختلف القطاعات وهي مرحليا توجد قيد الدراسة والمعالجة الدقيقة قصد التمويل.

6- دعم وتحسين الولوج إلى عمليات التمويل :
وذلك قصد تطوير القطاع التعاوني بالجهة، وفي هذا الإطار يسعى مجلس جهة الشرق على إحداث أنظمة مالية ملائمة ومدمجة تتناسب مع كل مرحلة من مراحل تطوير التعاونيات (التأسيس، النمو، التوسع) وذلك عبر توسيع اختصاصات صندوق الاستثمار لجهة الشرق ليشمل القطاع التعاوني وقد تم اتخاذ هذا القرار الهام خلال آخر اجتماع للمجلس الإداري للصندوق المنعقد بتاريخ 10 يونيو 2016.

7- مساعدة التعاونيات على تسويق منتجاتها :
حيث حرصنا على الحضور المتميز لتعاونيات الجهة في فعاليات المعرض الوطني الحالي للاقتصاد الاجتماعي والتضامني. وسنعمل في الأسابيع المقبلة على مأسسة المعرض الجهوي للاقتصاد الاجتماعي والتضامني والأسواق المتنقلة بمختلف أقاليم الجهة إضافة إلى إحداث متاجر تضامنية على مستوى الأقاليم.

تلكم كانت أهم الاوراش التي فتحناها مباشرة بعد المناظرة الجهوية للاقتصاد الاجتماعي والتضامني.

قرارات الاتحاد مع النموذج الوطني للتنمية

إن مجلس جهة الشرق يراهن بشكل كبير على الاقتصاد الاجتماعي والتضامني باعتباره مجالا يؤسس لبناء الصورة الحضارية للبلاد جهويا ووطنيا ودوليا ويساهم في تقليص نسبة البطالة والفقر والسعي إلى إقرار تنمية جهوية مدمجة مرتكزة على العدالة الاجتماعية والمجالية والاستثمار الأمثل للرأسمال الغير المادي، الشيء الذي يدعونا جميعا لتكثيف الجهود وما يستلزم ذلك من إعداد للبرامج الاستراتيجية.

إضافة إلى التركيز على المشاريع المدرة للدخل، واعتماد حكمة غايتها دعم الجمعيات والتعاونيات الحرفية، فضلا على ضرورة التنسيق مع كل الأطراف لرسم معالم متميزة للتنمية المستدامة بشقها الاجتماعي والاقتصادي والبيئي.

يسعى
مجلس جهة
الشرق على
إحداث أنظمة
مالية ملائمة
ومدمجة...
وذلك عبر
توسيع
اختصاصات
صندوق
الاستثمار
لجهة الشرق
ليشمل القطاع
التعاوني.



السيد عبد النبي بعيوي،
رئيس مجلس جهة الشرق، يقدم
أمام أنظار السيدة فاطمة مروان،
وزيرة الصناعة التقليدية والاقتصاد
الاجتماعي والتضامني، المنتجات
الجهوية المنتجة في إطار
الاقتصاد التشاركي

بتنظيم المناظرة الجهوية الأولى للاقتصاد الاجتماعي والتضامني بتاريخ 13 ماي 2016 وذلك بحضور السيدة الوزيرة الوصية على هذا القطاع، ولقد عرفت هذه المناظرة نجاحا مهما ساهمت فيه مجموعة من مكونات الجهة من خلال الأيام التحضيرية التي انعقدت على مستوى أقاليم الجهة وبمشاركة العديد من الخبراء والتعاونيات وغيرها من الهيئات ذات الاختصاص.

وتجدر الإشارة إلى أن هذه المناظرة شكلت فرصة لإبراز التنوع والغنى الذي عرفته تجارب الاقتصاد الاجتماعي والتضامني بجهتنا، مما مكنا من الخروج بقراءة تحليلية دقيقة لنقاط القوة والضعف والفرص الممكن استغلالها والإكراهات، الشيء الذي ساهم في بناء خارطة طريق جماعية تضمنت الخطوط العريضة التالية :

- 1- التركيز على بعد الاستدامة في الفعل الاقتصادي على صعيد الجهة ؛
- 2- تعزيز وتوطيد العلاقات وسبل التنسيق والتعاون مع الشركاء الجهويين المؤسساتيين ؛
- 3- توفير إطار جهوي للتشاور والحوار من أجل تطوير وتأهيل الاقتصاد الاجتماعي والتضامني، وإضفاء الطابع الاحترافي عليه ؛
- 4- إحداث مرصد جهوي للاقتصاد الاجتماعي والتضامني
- 5- الحرص على إحداث صندوق جهوي لدعم الاستثمار الاجتماعي، ولهذا الغرض تم إطلاق عملية دعم المشاريع الخاصة بالتعاونيات بعد انتهاء

بدوره السوسيو اقتصادي وفقا لما تحقق من مكاسب من خلال مختلف البرامج والاستراتيجيات القطاعية خصوصا منها برامج المبادرة الوطنية للتنمية البشرية، واستراتيجيات وزارة الصناعة التقليدية والاقتصاد الاجتماعي والتضامني التي نشمن مجهوداتها المبذولة في هذا الاطار. ناهيك عن تطوير أداء وحدات الاقتصاد الاجتماعي (تعاونيات، جمعيات، تعاوضيات...) عبر عمليات التشبيك والتكتل داخل تجمعات تجعل القطاع أكثر فعالية ومردودية.

فأهمية هذا المجال تتجلى في إيلاءه الأولوية للعنصر البشري ووضعه في صلب اهتماماته، الشيء الذي يتطلب منا جميعا العمل على بلورة برنامج إصلاحي استراتيجي يعتمد على الاستثمار في الموارد البشرية باعتبارها محور الاقتصاد الاجتماعي والتضامني، مع التركيز على البرامج المدرة للدخل، واعتماد حكمة مؤسسة لاستراتيجية دعم التعاونيات، إضافة إلى ضرورة التنسيق مع كل الأطراف لرسم معالم متميزة للتنمية البشرية المستدامة بشقها الاجتماعي والاقتصادي والبيئي. تماشيا مع المستجدات التي جاء بها دستور 2011، وتفعيلا لمفهوم الجهوية المتقدمة.

خيار التماسك الاقتصادي والاجتماعي

إن اختيار مجلس جهة الشرق للاقتصاد الاجتماعي والتضامني كورش استراتيجي لم يأتي عبثا وإنما انبثق من قناعة عميقة مفادها أن هذا القطاع الحيوي يعمل على التوفيق بين مبادئ الإنصاف والعدالة الاجتماعية وبين التطور الاقتصادي وإرساء توازن جيد على مستوى الاستثمارات، كما يُعدّ فرصة سانحة تجعل جميع الشرائح الاجتماعية والمقاولات من مختلف القطاعات والمجالات تساهم بقوة في تعزيز التماسك الاجتماعي وتحسين النمو الاقتصادي. فضلا عن كون الاقتصاد الاجتماعي والتضامني يشكل مدخلا رئيسيا لمعالجة عوائق التنمية بجهتنا والناجمة أساسا عن إغلاق الحدود شرقا وجنوبا ناهيك عن الجفاف الذي تحول الى معطى بنيوي.

وتأسيسا عليه وتبعا للاختصاصات الذاتية للمجالس الجهوية الهادفة الى إنعاش الاقتصاد الاجتماعي والتضامني وارتكازا على الرؤية الواضحة التي يتبناها مجلس جهة الشرق في هذا الإطار فقد قمنا

يشتهر رئيس المجلس الجهوي أيضا بأنشطته الجمعوية، وهذا يجعله مستعدا لمواجهة عالم الاقتصاد الاجتماعي والتضامني مواجهة هادفة وقادرا على معرفة انتظارات جهة الشرق منه. وبعد انتخابه خلال شهر شتنبر 2015، عبر عن نيته في دعم المجتمع المدني المنظم بالجهة وتعزيز مؤهلاته.



السيد عبد النبي بعيوي،
رئيس مجلس جهة الشرق

الاقتصاد الاجتماعي والتضامني في صلب المشروع المجالي لجهة الشرق

الخيار الاستراتيجي لسياسة التنمية المستدامة

كما ينبغي هذا التوجه على قناعة مجلس الجهة بأن الكرامة والعدل والإنصاف وتكافؤ الفرص وتحقيق سبل العيش الكريم لكل الفئات والشرائح الاجتماعية هي من حقوق الإنسان الأساسية ومن ثم شكلت جوهر مبادرات مجلس جهة الشرق، وأساسا لتوجهاته الإستراتيجية الهادفة بالأساس الى هيكلة الاقتصاد الجهوي وتوفير فرص الشغل وفق مقاربة مندمجة في إعداد نموذج تنموي جهوي متميز يهدف إلى تحقيق التنمية في مختلف أبعادها، لا سيما المجالية منها مع الأخذ بعين الاعتبار إعطاء الأولوية للعالم القروي وإيلاءه المكانة الخاصة التي يجب أن يحظى بها في البرامج التنموية. مع العمل على خلق اقتصاد تضامني قوي ومنظم تتوفر فيه شروط النمو والاستدامة.

إن تحقيق أهداف الاقتصاد الاجتماعي والتضامني جهويا يتطلب مضاعفة الجهود فيما يرتبط بتأطير وتوجيه عمل وأنشطة مكونات هذا القطاع، فضلا عن تحديد مجال تدخله قصد تمكينه من القيام

لقد تأسس خيار مجلس جهة الشرق على إعطاء الأولوية للوضع الاقتصادي والاجتماعي ولمختلف فئات ساكنة الجهة، لا سيما تلك التي تعاني من الفقر والهشاشة بمختلف مظاهرها.

السيد رئيس المجلس الجهوي
لجهة الشرق، عبد النبي بعيوي،
يستقبل بقاعة العروض بالجهة الزوار
الكرام بمعرض الاقتصاد الاجتماعي
والتضامني 2016



افتتاحية

السيد محمد امباركي،
المدير العام لوكالة جهة الشرق



جهة الشرق : اجتماعية عن قناعة، تضامنية بالثقافة

إنه اقتصاد خاص، لكن مندمج في الاقتصاد العام. جذوره تمتد داخل ثقافتنا المغربية المعروفة بالتعايش والمنبثقة من قناعتنا الدينية الراسخة، التي تذكينا الممارسة الحضارية مع توالي القرون وتغذيها روح المفاولة اليوم. إنها ترجمة اجتماعية أخرى لنموذج «التقاليد والحداثة» بصيغة أخرى.

وبما أن السلطات العمومية دأبت في معظم الأحيان على نهج اختيارات صائبة هادفة لتنمية اقتصادية واجتماعية ومعمزة بنجاحات أجنبية باهرة : مواكبة، تحفيز، تيسير ودعم، بدلا من التكفل بتنظيم كل شيء، فقد كان لزاما نهج ذلك المنوال عبر تنسيق الجهود والتشاور والعمل بإشراك الفاعلين المعنيين ودراسة الاقتراحات والانتقادات لتبني سياسة عامة توافقية في شكل استراتيجية تنموية مركزة على انخراط واسع. باعتماد المقاربة التشاركية يمكن تخطي كل الحواجز.

فهناك «الاقتصاد الاجتماعي والتضامني» تساهم في بعض الدول، بنسبة 10% من الناتج الداخلي الخام، وتشغل نسبة كبيرة، إن لم نقل أكبر من مستخدمي القطاع الخاص. هذا الاقتصاد الجديد لا يأتي في مرتبة ثانوية، وإنما نعزه ونخلد نجاحه على غرار المجتمعات الصاعدة من حيث التظاهرات المتعددة التي تصبو إلى التعريف بإنجازاته وخصوصا بالأماكن التي لا يتأتى فيها تنظيم مثل هذه الأنشطة. فهو ليس بـ «تنمية الفئات الهشة» وإنما نوع آخر من التنمية منتج للثروات ومحدث لفرص الشغل.

في المغرب، أعطيت انطلاقة العديد من البرامج المتنوعة التي تصبو إلى خلق وتنمية هيئات الاقتصاد الاجتماعي والتضامني في مجالات شتى بدءا بالأنشطة التي أسست لها المبادرة الوطنية للتنمية البشرية بجهة الشرق بالخصوص، حيث تسود عادات الحس الجمعي المتجذر عبر التاريخ والمفعم بالحيوية والإبداعات المتنوعة وروح التنمية الطموحة.

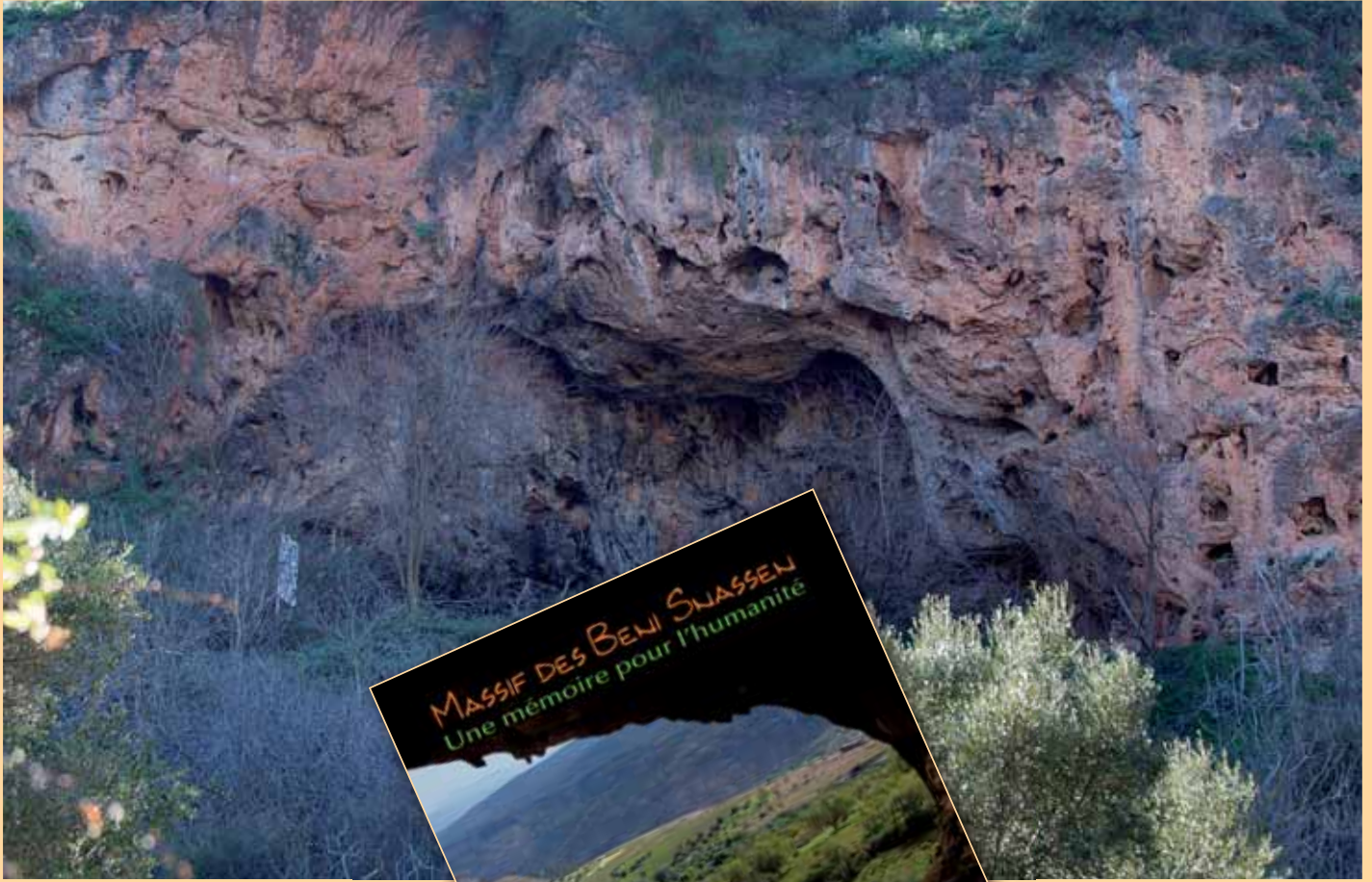
وبالفعل، فإن مشاركة 21 هيئة حول الرواق الموسساتي للجهة، جعل جهة الشرق تجذب الأنظار خلال الدورة الأخيرة للمعرض المقام بالدار البيضاء في منتصف يوليو 2016، بموازاة مع المناظرة الثانية للاقتصاد الاجتماعي والتضامني. وكان وراء ذلك جهاز عملي ناجح وأشخاص يسودهم النشاط وتغمرهم نشوة الطموح وبعضهم يعبر هنا وفق ما تسرده افتتاحية هذه المجلة في شكل شهادات أو بواسطة مقالات متقاربة الرؤى تحثنا على التفاؤل. لهم منا جزيل التشكرات.

ولازلت أتذكر هذا المقتطف من الخطاب الملكي السامي الذي ألقاه جلالة الملك محمد السادس، حفظه الله بمدينة وجدة يوم 18 مارس 2003 الذي أعطى انطلاقة المبادرة الملكية لتنمية جهة الشرق «بهذه المنطقة، ذات الإمكانيات الهامة والمؤهلات البشرية المتميزة بالإرادة القوية والجدية في العمل».

كيف لا نرى إذا في نجاح هيئات الاقتصاد الاجتماعي والتضامني اليوم، مظهرًا ملموسًا من المزايا الحقيقية التي وقف عليها جلالته منذ أكثر من عشر سنوات ؟



جهة الشرق تُعدُّ للسياحة الاثرية



تنمية إقتصادية وإجتماعية وبشرية
طويلة الأمد، لفائدة المجالات الترابية
القروية المتوسطة العلو، حيث لم تكتشف
ولم تستغل بعد هذه الموارد.

تهيئة الكهوف و مسالكها،
الترويج للتراث الطبيعي والاثري...
وكالة جهة الشرق تدعم السياحة
الاستكشافية للهواة المتبصرين.



13، زنقة محمد عبدو - وجدة
الهاتف : 5 36 70 58 68 (+212)
الفاكس : 5 36 71 92 30 (+212)
الموقع الإلكتروني: www.oriental.ma



علامة

أهم الخطوط العريضة للقانون
المغربي الإطار المتعلق بالاقتصاد
الاجتماعي والتضامني
السيد حسين كباي،
مدير دعم الاقتصاد الاجتماعي،
وزارة الصناعة التقليدية
والاقتصاد الاجتماعي والتضامني

تصدير

الاقتصاد الاجتماعي والتضامني في
صلب المشروع المجالي لجهة الشرق
السيد عبد النبي بعيوي،
رئيس مجلس
جهة الشرق

إفتتاحية

جهة الشرق : قناعة وثقافة
اجتماعية وتضامنية
السيد محمد امباركي
المدير العام
لوكالة جهة الشرق



مساهمات

شهادة 34

السيد عبد السلام أمختاري،
رئيس جمعية تسفناس
للثقافة والتنمية

35

آليات تمويل مشاريع
الاقتصاد الاجتماعي والتضامني
الدكتور الهاشمي بن الطاهر،
أستاذ جامعي
بجامعة محمد الأول بوجدة

29

التنمية المحلية وإنعاش المجالات الترابية،
جهة الشرق نموذجاً
الدكتور الكبير حنو،
مدير التنمية المحلية
وكالة الشرق

32

المبادرة الجديدة لفائدة الصانعات
التقليديات والشباب
السيدة سعيدة ماهر،
مديرة التعاون الدولي
وكالة جهة الشرق

8

مناظرة وطنية للاقتصاد الاجتماعي
والتضامني الدورة الثانية تمحورت
حول : الجهة والتنمية المستدامة

مقال التحرير

15

تعاونيات : مكتب
يتوفر على خبرة نصف قرن
السيد عبد الكريم أنفاز،
مدير عام مكتب تنمية التعاون

17

شهادة

السيدة رشيدة مالكي،
رئيسة اتحاد المغرب الشرقي
للتعاونيات الحرفية

18

الاقتصاد الاجتماعي والتضامني :
توضيح للمفاهيم
السيد أحمد أيت حدوت،
رئيس الجمعية المغربية
لدعم تنمية المقاولات الصغرى

20

الشبكة المغربية للاقتصاد الاجتماعي
والتضامني، شبكة ذات خبرة عالية في
الميدان القانوني ورائدة في مجال الاستشارة
السيد عبد الجليل الشراوي،
الرئيس السابق للشبكة المغربية
للاقتصاد الاجتماعي والتضامني

23

شهادة

السيد محمد نوح،
رئيس جمعية بوال للتنمية
الاجتماعية والثقافية والبيئية

24

إستراتيجية غرفة الصناعة التقليدية
بجهة الشرق في إطار الجهوية المتقدمة
السيد إدريس بوجواله،
رئيس غرفة الصناعة التقليدية بجهة الشرق

26

برنامج التنمية المحلية المندمج
بجهة الشرق في تناغم وانسجام
مع مخطط المغرب الأخضر
السيد عصام الدين سليكة،
مكلف بالمشاريع عن برنامج التنمية المحلية
المندمج بجهة الشرق بوكالة جهة الشرق

27

شهادات

السيد يوسف عيسى،
نائب رئيس تعاونية القصور
للتمر ومشتقاتها
و
السيدة فاطمة بزا،
رئيسة تعاونية أتشو فجيج



قام الموسيقيون والراقصون بجهة الشرق بتنشيط المعرض المعني بالاقتصاد الاجتماعي والتضامني
سنة 2016 بالدار البيضاء



PN
UD
شعوب
متعددة
أمم صاعدة

المجالات الترابية
مدير النشر : محمد امباركي • مدير التحرير : كرم يحيى
التصميم : TOPIC • الإشراف على الترجمة : الكبير حنو
رقم الإيداع القانوني : 24/07 • ISSN : في تحضير • وكالة جهة الشرق : 13، زنقة محمد عبو - وجدة
الهاتف : 5 36 70 58 68 (+212) • الفاكس : 5 36 70 58 52 (+212) • الموقع : www.oriental.ma
لا تلزم الآراء المنشورة إلا أصحابها

متمم
وكالة
جهة الشرق

جهة الشرق تتجند من أجل المناخ

محطة للطاقة الحرارية - الشمسية (عين بني مطهر) تطهير من التلوث
(بحيرة مرشكة)، تدبير النفايات المنزلية (وجدة)، تدبير مياه الصرف
الصحي (السعيدية) إنجاز التوسع الحضاري الأمثل (مرشكة)
التشجير ضد التصحر (فيكيك) برنامج النجاعة الطاقية...
إجراءات متعددة في المنطقة للحد من انبعاثات
الغازات المسببة للاحتباس الحراري.
إختار المغرب التنمية المستدامة ؛ جهة الشرق
تريد أن تكون رائدة له.



4 الاقتصاد

**الاجتماعي والتضامني
في صلب المشروع
المجالي لجهة الشرق**

السيد عبد النبي بعيوي،
رئيس مجلس جهة الشرق

12 أهم الخطوط العريضة

**للقانون المغربي
الإطار المتعلق بالاقتصاد
الاجتماعي والتضامني**

السيد حسين خافي،
مدير دعم الاقتصاد الاجتماعي،
وزارة الصناعة التقليدية
والاقتصاد الاجتماعي والتضامني

15 تعاونيات :

**مكتب يتوفر على
خبرة نصف قرن**

السيد عبد الكريم أزغفار،
مدير علم مكتب
تنمية التعاون

24 استراتيجية

**غرفة الصناعة التقليدية
بجهة الشرق في إطار
الجموية المتقدمة**

السيد إدريس بوجولة،
رئيس غرفة الصناعة التقليدية
بجهة الشرق